Bulletin Intérieur

DU PARTI SOCIALISTE S.F.I.O.

MENSUEL

OCTOBRE 1948

N° 36

SOMMAIRE

Cop Fondation Jean-Jaurès

COMPTE RENDU

DE LA

CONFERENCE

DE PUTEAUX DES

13-14 OCTOBRE 1948

SESSION D'INFORMATION

DU

CONSEIL NATIONAL

Puteaux, 9 et 10 Octobre 1948

SOMMAIRE

Pour le Conseil national du 14 novembre 5
Rapport de Guy MOLLET 7
Exposé de Roger CLAIR 12
— André PHILIP 14
— Albert GAZIER 16
— Paul RIVET 19
— Jules MOCH 20
— Christian PINEAU 22
— Marceau PIVERT 26
— Robert LACOSTE 28
— Daniel MAYER 30
— Francis LEENHARDT 31
— Léon BOUTBIEN 33
— TANGUY - PRIGENT 35
— Augustin LAURENT 38
— POUYET 40
— Guy MOLLET 42
Communiqué Fédération nationale des élus socialistes 45
Rapport du trésorier national 46

© Fondation Jean-Jaurès

Pour le Conseil National

des 13 et 14 Novembre 1948

La session d'Information du Conseil National s'est tenue dans la Salle des Fêtes de Puteaux, les 9 et 10 octobre 1948. Elle s'est déroulée dans une atmosphère de franche sincérité socialiste, mais amicale. Nos adversaires parlent parfois d'un socialisme sclérosé. Or, à l'heure actuelle, aucun parti politique en France, n'est capable, comme le nôtre, de procéder à une analyse critique de la situation avec une telle élévation de pensée, un sens aussi aigü de ses responsabilités et de la gravité des problèmes à résoudre. A ce titre d'ailleurs la conférence de Puteaux doit pour l'avenir constituer un exemple pour la recherche de meilleures méthodes démocratiques de discussion au sein de notre Parti.

Membres du Comité Directeur, Ministres, délégués des Fédérations, ont apporté avec une grande objectivité des éléments d'information et formulé avec clarté des propositions qui peuvent servir de base à l'établissement d'un programme politique, économique et social d'une absolue rigueur de doctrine.

Dans ce Bulletin Intérieur, nous donnons une analyse aussi complète que possible, des interventions des camarades exprimant les divers courants de pensée qui se manifestent à l'heure actuelle dans le Parti.

Que l'on veuille bien nous excuser si faute de place et de temps nous n'avons pu imprimer toutes les interventions. Mais telle quelle la masse d'informations que nous diffusons est une contribution importante pour la définition de la politique du Parti. Elle permettra à nos fédérations, après consultation des sections de base, avec cet esprit critique et de discussion qui est la caractéristique fondamentale de l'esprit révolutionnaire et démocratique du socialisme, de résoudre d'une manière claire les questions qui ont fait l'objet des travaux de la Conférence...

Le Comité Directeur a estimé qu'étant donné cette abondante documentation et l'exposition de toutes les thèses qui se sont fraternellement affrontées au cours de la session d'information, il n'était point nécessaire d'y joindre des projets de résolutions. Il a considéré que la plus grande liberté devait être laissée aux fédérations de proposer au Conseil National du 14 novembre l'orientation politique qui correspond, dans la conjoncture actuelle, aux intérêts permanents du socialisme.

Nous connaissons trop le sens politique de nos fédérations. Nous sommes convaincus qu'elles s'inspireront, dans leurs décisions, des préoccupations que formulait Guy Mollet dans son substantiel rapport introductif : « Faites un examen critique de la situation ; dites tout ce qui ne vous satisfait pas. Mais songez aussi, songez surtout à préparer l'avenir et à définir la volonté de l'ensemble du Parti, après avoir pesé tous les risques et toutes les chances que comportera la tactique que vous choisirez ».

Pierre COMMIN,
Secrétaire général adjoint

Rapport de GUY MOLLET

Secrétaire Général du Parti Socialiste

devant la Session d'information

du CONSEIL NATIONAL, le 9 OCTOBRE 1948

Camarades,

Je me propose, dans cette intervention, non pas de donner mon avis personnel sur les événements actuels ni sur l'orientation future, mais de faire devant vous une sorte d'historique rapide, me réservant ma propre position sur les problèmes de l'heure.

Je voudrais pour l'instant me borner à une revue des événements dans l'ordre où ils se sont passés. Ceci est utile pour chacun d'entre nous.

CHUTE DU GOUVERNEMENT SCHUMAN.

Aussitôt après notre dernier Congrès eut lieu la chute du Gouvernement Schuman sur la question des crédits militaires. Le groupe parlemenaire et le Comité Directeur ont appliqué les décisions prises au Congrès.

Aujourd'hui, quand nous revoyons cette crise, nous sommes étonnés de la façon dont elle s'est engagée, déroulée et terminée. Car ceux-là même qui reprochent au Parti d'ouvrir successivement les crises, sont les mêmes qui ont déclenché la crise. Il ne s'agissait que d'un écart de 4 ou 5 milliards subsistant entre les propositions des socialistes et celles du gouvernement. Ils voyaient là une atteinte définitive portée à la défense nationale. Or dans les quinze jours qui suivirent, ils acceptaient d'être dans le Gouvernement MARIE où l'on proposait, tranquillement, des réductions massives de 50, 60 ou 65 milliards.

FORMATION DU GOUVERNEMENT MARIE-REYNAUD.

Le Président du Conseil André MARIE avait, à côté de lui, Léon BLUM et Paul REYNAUD. C'est l'un des problèmes qui ont été les plus controversés.

Je voudrais non pas refaire l'historique de tout ce qui s'est passé, mais vous rappeler les efforts que nous avons faits pour redresser la situation et vous faire comprendre quels étaient ces efforts, étant donné l'esprit des membres de la délégation qui participaient à ces négociations.

Je dois dire que, dès les premières heures, ce n'était même pas le problème de la présence de Paul REYNAUD au Gouvernement qui se posait mais celui de son rôle et de son programme.

Oui... on a beaucoup parlé du plan Reynaud. Il y a eu et il y a encore des confusions sur ce « Plan Reynaud ».

D'ailleurs, parmi les informations qui vous seront données, il en est une qui, sur ce point, vous apportera des précisions : c'est l'exposé de notre ami PINEAU.

LE MYTHE DU PLAN REYNAUD.

J'en reviens à ce que l'on appelle le « Plan Reynaud ». Dès le premier jour, les membres de la délégation étaient heurtés par les premiers propos de M. Reynaud. Il nous a fallu trois à quatre jours de contacts réguliers pour nous apercevoir, qu'en dehors de formules larges et vagues sur la production et sur la productivité, il n'existait pas dans l'esprit même de M. Reynaud de plan réel.

L'idée qu'il y avait un « plan » Reynaud planait sur toute l'opinion et sur l'opinion parlementaire en particulier. Son plan se limitait à peu près à ceci : augmentation de la production.

Quand les camarades de la délégation lui demandaient : « Avez-vous des moyens d'augmenter les importations actuellement ? », lui-même en arrivait à reconnaître que non. Il ne parlait plus que de l'augmentation de la production. Il n'envisageait pas de donner à la classe ouvrière les moyens d'y arriver. Il ne parlait pas d'une rationalisation, d'une organisation, d'une amélioration, d'une modernisation de l'outillage. Non, il demandait purement et simplement une augmentation du temps de travail sans même savoir s'il aurait eu de quoi faire travailler les ouvriers. Il est apparu qu'il n'y avait pas de plan réel.

Dès les premières heures de la discussion, nous avons axé nos négociations sur le problème des salaires.

Reynaud nous répondait ceci : **vos propositions, après tout ne sont pas en contradiction avec les miennes, mais elles sont complémentaires.**

A la chambre, notre porte-parole fut Albert Gazier. J'espère que, tous, vous avez son intervention. Je dis que ce jour-là, il a pris, face au Gouvernement et au nom du Parti, une position nette, claire, objective et je vous invite tous à vous y reporter.

Le Gouvernement se constituait alors. Ce fut ensuite une lutte au sein du Gouvernement qui a duré pendant quelques semaines.

LE PROJET DE LOI SUR LES POUVOIRS REGLEMENTAIRES.

Devant le Parlement, venait le projet tendant à assurer une répartition des pouvoirs législatifs et réglementaires. Un Socialiste ne pouvait s'opposer à l'idée même, au principe même. Un Socialiste ne pouvait qu'être partisan de cette nécessaire répartition des pouvoirs entre le législatif et le réglementaire. Cette nécessité a été énoncée par nous, avant de l'être par les autres.

Il faut dire que depuis la libération, il y eut des complications de textes, telles que tout était confondu, aussi bien ce que devait être le rôle du législateur que les moindres détails de l'application, détails qui, parfois, rendaient cette application impossible. Il fallait en revenir à nos revendications socialistes, à savoir que le législateur doit tracer les grandes lignes de la loi (ce qui, d'ailleurs, fut fait en 1936).

Alors est apparue la grande source de conflits entre M. Paul REYNAUD, nos Camarades ministres, le groupe parlementaire et le Comité Directeur. Nous avons été heureux de constater l'unanimité du groupe parlementaire et du Comité Directeur pour dire qu'il était impossible d'accepter certains articles de M. Paul REYNAUD, en particulier l'article 5 qui menaçait incontestablement les droits du Parlement et qui retirait au Parlement l'un de ses droits essentiels, celui de voter l'impôt et d'en asseoir l'assiette.

Au cours de cette bataille, ministres et parlementaires, avec l'accord du Comité Directeur se sont bien battus. Ils se sont bat-

tus et je dis qu'ils ont gagné. **Il est bon de rappeler de temps en temps, sur un certain nombre de points particuliers, la victoire qui a été remportée.**

LE PROBLEME DE L'INDOCHINE.

Dans ce Gouvernement, grâce à l'action personnelle de Léon BLUM, nous avions remporté un succès qui, s'il avait pu être approfondi, aurait été important.

Je serai appelé, tout à l'heure, à vous parler d'un certain nombre de problèmes dans les Territoires d'Outre-Mer.

Je veux simplement dire que c'est pour la première fois, sous ce Gouvernement, qu'un texte élaboré par les nôtres, qu'un texte sur l'Indochine, qui n'avait jamais été proposé jusque-là, fut accepté par le Conseil des Ministres, proposé et voté à l'Assemblée.

C'est la première fois que des dispositions concrètes et pratiques commençaient à être prises dans le sens même de la politique de notre Parti.

DEMISSION DU GOUVERNEMENT MARIE-REYNAUD.

J'en reviens au problème essentiel. C'est jusqu'au 28 août, la bagarre intérieure. Le 28 août, c'est la démission du Gouvernement. Pourquoi ?

Tout simplement, parce que venaient d'apparaître, depuis un certain nombre de jours, les projets Reynaud. Les projets Reynaud qui n'avaient rien de commun avec le « plan » Reynaud. M. Reynaud, n'ayant pas de plan, avait repris à son compte les projets de l'Inspection des Finances.

Nous ne pouvions, nous Socialistes, nous refuser à un certain nombre de devoirs, devoirs qui valent pour les Socialistes, comme pour n'importe qui, à moins de nous refuser à nous rendre compte qu'un certain nombre de sacrifices doivent être demandés à la Nation si l'on veut éviter l'inflation.

C'est sans doute pénible à dire, mais certains camarades du Parti pourraient devenir à leur tour inffationnistes comme le sont à la fois et le grand patronat et le syndicalisme communisant, pour des raisons totalement différentes, avec des objectifs différents. Mais le fait est qu'à l'heure actuelle, vous avez d'un côté comme de l'autre, cette même volonté de courir à l'inflation avec des coalitions parfois très originales.

Quand, sur le plan local, vous mettez face à face le patronat, le comité d'entreprise et les organisations syndicales, vous vous apercevez de quelque chose d'absolument invraisemblable. Les uns et les autres se livrent à une surenchère tendant à l'augmentation des prix et des salaires.

Il est un point sur lequel tous doivent prendre leurs responsabilités. Et je dis que chacun d'entre nous a ses responsabilités. Si nous étions d'accord pour dire que des sacrifices sont nécessaires, le désaccord venait sur la répartition de ces sacrifices. C'est la question qui a dominé les événements pendant les deux mois qui viennent de s'écouler, c'est ce qui devrait dominer nos débats, c'est ce qui devrait dominer la politique de demain. **C'est là-dessus qu'à l'heure actuelle, nous devons nous battre.**

LE PROBLEME DU POUVOIR D'ACHAT ET LA REPARTITION DU REVENU NATIONAL.

Le problème qui demeure, c'est le problème du pouvoir d'achat et je dois dire que nous sommes arrivés à faire accepter notre idée du pouvoir d'achat, même par nos adversaires.

A l'heure actuelle, nous devons prendre conscience de la situation réelle. Nous ne devons pas laisser transpirer de cette conférence d'information quelque chose de faux. Nous devons veiller, sur le plan de la propagande, à ce que le pays soit parfaitement informé.

Il est devenu de notoriété publique — presque tout le monde reprend cette idée — que le pouvoir d'achat en France a baissé. Je dis que ce n'est pas vrai. Le pouvoir d'achat en France n'a pas baissé. Je suis à peu près certain que la production française est arrivée à un niveau meilleur qu'on était en droit de l'espérer.

Le **pouvoir d'achat de certains a baissé**, mais non le **pouvoir d'achat global**. Il y a en France, à l'heure qu'il est — c'est une idée qu'il faut répandre partout, faire comprendre partout — plus de la moitié de la population, peut-être 60 % qui vit mieux qu'elle ne vivait en 1938 et 1939.

Il est incontestable que la paysannerie française a vu son standard de vie s'améliorer. Cela représente à l'heure actuelle 40 à 42 % de la Nation.

Il est incontestable que, de la même façon, un certain nombre de couches sociales, de certains intermédiaires en particulier, ont vu se transformer leur standard de vie et se sont enrichies. Mais, dans le même temps, **le pouvoir d'achat des autres a diminué**. Ce à quoi les socialistes doivent s'accrocher, c'est à une **nouvelle répartition du pouvoir d'achat**, c'est le transfert, au profit des travailleurs, d'une partie du pouvoir d'achat des autres. C'est à cela que nos Camarades se sont attachés. Tout à l'heure, sur ce point particulier, je citerai un cas sur lequel ils ont gagné. Notre Ami PINEAU y reviendra.

Aussi, face aux projets REYNAUD qui, loin d'opérer ce transfert de pouvoir d'achat, ne faisaient, au contraire, qu'aggraver l'écart existant, **nous avons dit non**. L'accord n'a pas été possible. Les Socialistes ont essayé tout ce qu'il était possible de faire pour éviter la crise. Malgré cela, la crise a été ouverte.

Je ne veux pas revenir sur la vérité quant à cette crise. Je vous demande de vous reporter au numéro du « Populaire » du 28 août.

Je dis que les Camarades qui ne sont pas d'accord avec nous et je dirai même, surtout ceux qui ne sont pas d'accord avec nous, se devraient, avec l'espoir qu'un jour leur point de vue triomphera, **se devraient toujours de défendre publiquement ce qui a été la position du Parti.**

Si on l'avait bien voulu, cette petite affiche de la quatrième page du « Populaire » aurait pu être sur tous les murs de France. Tous ceux qui l'ont vue dans le « Populaire », ont déclaré que c'était utile au Parti. Mais, trop d'entre eux se sont contentés de déclarer cela.

Ce fut donc la crise. On a appelé RAMADIER. Vous savez pourquoi RAMADIER a refusé. Je ne veux pas entrer dans les détails.

LA FORMATION DU GOUVERNEMENT SCHUMAN.

C'est alors que SCHUMAN se présente devant la Chambre. Cette fois, c'est le Secrétaire Général du Parti qui est appelé à dire, à la tribune de la Chambre, quelle est la position du Parti. Je l'ai fait, certain, en le faisant, d'être l'interprète de l'unanimité du Parti.

J'ai d'abord fixé les limites de la majorité acceptable par nous. Cet égard, je vous mets en garde, Camarades, contre certains courants du Parti à l'heure actuelle. D'un côté, il y en a qui commencent à dire, à écrire même, qu'il n'est plus rien de possible sans un Gouvernement qui s'appuie largement sur toutes les masses ouvrières. D'ici peu, on commencera à parler d'un Gouvernement de large union démocratique. Il faut que, là-dessus, nous nous expliquions franchement. Vous avez le devoir individuel de le faire, vous avez le devoir dans vos sections, dans vos fédérations de le faire.

Je pense franchement qu'il serait souhaitable qu'un tel Gouvernement, s'appuyant sur toute la classe ouvrière fût possible. **C'est un drame que ce ne soit pas possible.** Mais dans l'état actuel des choses, supposer que ce soit possible, c'est de la pure folie. Ce n'est pas notre faute si, à l'heure actuelle, il y au Parlement français 183 parlementaires qui se sont exclus de la Démocratie, non pas qu'on exclus. Ce n'est pas notre faute, si dans les mouvements sociaux d'aujourd'hui, nous en sommes à nous dire (ceux du Nord et du Pas-de-Calais) que le **calme ne dépend pas seulement de la volonté des mineurs en grève, mais qu'il peut dépendre d'un incident à l'O.N.U. ou à Berlin.** Ce n'est pas notre faute, si nous avons été obligés de prendre conscience de cela. (Applaudissements.)

Au fond de nos cœurs, nous sommes un certain nombre à

rêver du jour où les événements politiques changeraient et où des rapprochements seraient possibles ; mais, dans l'immédiat, il faut avoir conscience des réalités.

Dans le Parti, il y a des hommes qui se trompent et qui prennent des rêves lointains pour des réalités proches, pour des réalités possibles. Je ne pense pas aux traîtres, à ceux qui sont allés ailleurs parce qu'on leur a fait un « pont d'or ». De la même façon, quand je vais parler tout à l'heure pour ceux qui n'ont pas compris encore qu'il y a la même possibilité à l'égard du R.P.F., je ne penserai pas aux « ambitieux » qui nous quittent parce qu'il y a une place possible de conseiller de la République sur une liste hétérogène, **je parle seulement pour les sincères.**

Je dis qu'il y a, parmi nous, dans nos rangs, des hommes qui ne voient pas assez le danger, moins grave au fond, mais plus proche, que représente le néo-gaullisme.

Hier soir, un bon camarade du Parti me disait : « Il n'y a pas de danger, même si le gaullisme prenait le pouvoir, ce ne serait pas la même chose que les autres dictatures. Six mois après, ce serait fini ».

Si encore ceux-là avaient une chance d'avoir raison. Mais ils n'en ont aucune. Y a-t-il un exemple au cours du 20e siècle ? Que ce soit Hitler, Mussolini, Salazar, Péron ou Franco, ou même un autre, pour aucun d'entre eux, cela n'a été vrai. Dans l'hypothèse même où ce serait possible, dans l'hypothèse où un soulèvement populaire arriverait en quelque six mois à le chasser, quoi que vous fussiez dans le combat, fussiez-vous des hommes vainqueurs, au lendemain de la victoire, vous seriez des vaincus écrasés par vos alliés staliniens de la veille.

On a le devoir, quand on a un poste de responsabilité — et vous en avez tous un, que ce soit dans vos sections ou dans vos Fédérations — de penser à ces problèmes difficiles et à ne pas prétendre les résoudre en disant seulement ce qu'il ne faut pas faire.

J'ai posé ensuite, devant la Chambre, les problèmes qui sont, pour nous, essentiels. J'ai posé le problème de l'Union Française. C'est là, l'un des problèmes les plus douloureux à l'heure qu'il est pour le Parti Socialiste. C'est l'un de ceux qui peut offrir au Parti Socialiste les plus larges espoirs si on gagnait la bataille engagée sur ce plan, mais c'est un de ceux qui peut peser le plus lourdement sur le Parti. J'ai posé le problème des crédits militaires, le problème de la laïcité en exigeant de ce Gouvernement — comme les Gouvernements successifs — qu'il laisse l'Assemblée libre sur ces problèmes. J'ai posé de nouveau les problèmes de la production et du pouvoir d'achat des travailleurs, de l'action nécessaire sur les prix, de la répartition des sacrifices.

Robert SCHUMAN était investi le 2 septembre après de longues négociations, déjà les premiers conflits sociaux s'ouvraient. Nous étions à une heure où nous devions, non pas reviser notre conception politique quant au problème des prix et des salaires, **mais prendre conscience d'un état de fait.**

Depuis la libération, nous nous battons, nous faisons tout ce qu'il nous est possible de faire pour une action décisive sur les prix, c'est ce que nous voulions obtenir.

Or, on est arrivé à un tel décalage entre les prix et les salaires que nous, qui avons toujours essayé de faire comprendre — et qui avons réussi à faire comprendre — que l'augmentation nominale des salaires n'était pas la solution en soi, que ce n'était qu'un palliatif, qu'il fallait trouver la solution en ramenant les prix vers les salaires et non les salaires vers les prix, un tel décalage dis-je, que nous avons dû demander un certain nombre de compensations pour la classe ouvrière compte tenu des augmentations de prix agricoles déjà accordées à la paysannerie.

NOS DIVERGENCES AVEC ROBERT SCHUMAN.

Or, dans les négociations avec Robert SCHUMAN, il est apparu dès le départ, qu'il s'y refusait et ce fut alors une décision, que le Parti d'ailleurs avait saluée avec un enthousiasme unanime, une décision unanime du Comité Directeur, une décision unanime du groupe parlementaire, celle de ne pas participer au Gouvernement.

SCHUMAN essaya de constituer son Gouvernement sans nous. Nous sommes un certain nombre qui souhaiterions qu'il fût possible, dans cette Assemblée Nationale, qu'un Gouvernement puisse se constituer sans nous.

J'ai la conviction absolue que depuis plusieurs mois, c'était un but que M. Robert SCHUMAN poursuivait ; qu'il poursuivait depuis le jour où il fut appelé pour constituer le Gouvernement. Il y a là, un fait étrange. C'est l'appel de Lecourt, d'André MARIE. A un moment, il y avait même deux candidats Présidents du Conseil qui consultaient en même temps, à quelque 500 mètres d'écart. Puis, on a rappelé SCHUMAN. Le Président de la République n'a pas accepté sa démission. Il a recommencé ses négociations. Notre délégation a repris contact avec lui. Un certain nombre de satisfactions immédiates nous ont été données. Elles apportaient à nos amis qui s'étaient battus dans les organisations syndicales libres les 2.500 francs et l'engagement formel que ce chiffre serait revu avant la fin du mois de septembre. Et puis nous obtenions une concession très importante à nos yeux. Le problème essentiel restant pour nous, le problème économique, nous avions à la fois la responsabilité et la satisfaction de voir l'un des nôtres, Christian PINEAU, au poste de l'Economie Nationale et des Finances.

LA CHUTE DU DEUXIEME GOUVERNEMENT SCHUMAN.

C'était une carte terrible pour le Parti. C'était la chance et probablement la chance unique de faire triompher dans les conseils de gouvernement, la position du Parti sur les problèmes des prix et des salaires. Nos adversaires ne s'y sont pas trompés. Ce gouvernement a duré trois jours, ou plus exactement, il n'a pas duré du tout. Il a été renversé par une coalition commuo-gaulliste à laquelle se sont joints cette fois, tous les conservateurs de l'Assemblée. **Ce Gouvernement est tombé uniquement parce qu'il y avait un socialiste à l'Economie Nationale et aux Finances.**

LA FORMATION DU GOUVERNEMENT QUEUILLE.

Le Gouvernement SCHUMAN renversé, QUEUILLE est désigné. Il a pris un certain nombre d'engagements dès les premiers jours des négociations. Le 10, il était investi, le 11, le Gouvernement était constitué. Depuis, chaque jour, c'est à l'intérieur du Gouvernement et hors du Gouvernement, un combat permanent.

Vous avez le droit, dans le Parti — et c'est un droit inaliénable — de prendre des décisions, de prendre des positions politiques, disant que la politique doit être orientée dans tel ou tel sens. Mais il y a un droit que vous n'avez pas, c'est celui, sur le plan humain, de condamner les hommes que vous avez envoyés à un certain nombre de postes de responsabilité.

Je n'ai pas toujours été d'accord avec les Camarades du groupe parlementaire quand ils prenaient des décisions politiques. Je n'ai pas toujours été d'accord avec les Camarades Ministres. Mais, si on n'est pas d'accord avec une ligne politique, on a le devoir de rendre hommage à des hommes qui se sont battus à l'intérieur du Parlement, à l'intérieur du Gouvernement. **Il y a un certain nombre d'arguments que vous n'avez le droit ni d'employer, ni de laisser employer.**

L'ACTION DU PARTI A ETE UTILE A LA CLASSE OUVRIERE.

Vous savez comment on peut essayer de critiquer une politique. Vous connaissez tous les débats sur les projets financiers. Vous savez ce qu'ont été les débats à l'Assemblée Nationale. Vous savez comment se sont battus nos Camarades à la Commission des Finances et au Parlement. Vous avez le devoir de vous rendre compte que s'il n'y avait **pas eu l'action permanente des élus socialistes, les projets auraient été tout autres que ceux que nous avons.** Cette action, ne l'oubliez pas, a été fructueuse, incontestablement. **C'est l'action des Ministres qui a permis une augmentation globale des salaires de 15 %.** Insuffisante, ne correspondant pas aux demandes des ouvriers, c'est certain. **Mais de quel ordre eût-elle été si nos Camarades n'avaient pas été là.**

Il y a une décision d'une rare valeur, au moins pour ce qu'elle

nous offre d'espoir, c'est celle sur les traitements et salaires. C'est le fait d'avoir obtenu la suppression de la cédule des traitements et salaires.

Vous me direz que certains ne font valoir que le chiffre de 15 %. Ce serait ne voir qu'un côté de la question. La décision a une valeur beaucoup plus grande. **C'est pour la première fois la tentative de transférer une partie du pouvoir d'achat des uns vers les autres.** Ça ne change rien au chiffre global. On essaie de faire payer au patronat ce qui jusqu'alors était payé par la classe ouvrière. Cette décision est dans le sens que nous préconisions. C'est dans ce sens que vous devez mandater votre Parti pour continuer l'action.

Il y a un drame chez nous. C'est que le Parti est devenu tellement perméable à la propagande de ses adversaires qu'inassablement, **on prend tous les arguments des adversaires pour montrer tout ce qu'on n'a pas fait ou tout ce qu'on a fait d'insuffisant.** Mais, à côté de cela, on n'a pas le courage de mettre en avant les succès du Parti. C'est un des plus grands succès du Parti depuis la Libération. C'est un de ceux qui permet de reprendre au patronat, qui depuis deux ans a fait des bénéfices scandaleux, une partie de ses bénéfices et c'est un moyen de diminuer la charge qui pesait jusqu'alors sur la classe ouvrière. C'est un succès à l'actif de nos camarades ministres.

LE COMBAT CONTRE LE PLEBISCITE VOULU PAR LE R.P.F. ET LES COMMUNISTES.

Je me suis borné à une énumération sur le plan gouvernemental et parlementaire. Mais dans le même temps, nous avions un certain nombre d'autres préoccupations, sur le plan de la politique intérieure.

Il y avait le problème des élections au Conseil de la République, le problème des élections cantonales. Il a fallu que des camarades se battent et se battent courageusement pour réussir. Ce fut une bagarre invraisemblable avec des hauts et des bas.

Cordonnier n'est pas là, ma tâche est facilitée. J'ai le droit de dire qu'il a bien servi le Parti à la commission de l'intérieur. Je pense que les élections cantonales présentaient un danger. Je ne pense pas au nombre de sièges gagnés ou perdus. Je pense à un problème beaucoup plus grave. Je pense au problème de la multiplication des élections, de la multiplication de l'agitation politique que le R.P.F. cherchait à entretenir pour passer rapidement à la dissolution de la Chambre. Gaullistes et communistes étaient d'accord pour obtenir un plébiscite contre la République. Un certain nombre à l'heure actuelle, pensent à une expérience semblable qui s'est déroulée en 31-32 en Allemagne.

SUR LE FRONT SOCIAL.

Sur le plan social, je n'ai pas besoin de vous dire ce que sont les mouvements de grève. J'espère que les camarades qui monteront à cette tribune, donneront, sur ce qui se passe dans leurs régions, des renseignements sérieux.

Les grèves ont pris un caractère singulier.

Plusieurs de nos camarades ministres, et particulièrement Daniel MAYER, LACOSTE et d'autres, fourniront les explications nécessaires au Parti.

L'ACTION POUR LA JUSTICE A MADAGASCAR ET DANS L'UNION FRANÇAISE.

Il y a le problème de l'Union Française, le problème de Madagascar. Sur le plan de l'Union Française, je devrais presque dire sur le plan humain, sur le plan moral, sur ce problème de Madagascar, notre Camarade André PHILIP vous dira où nous en sommes.

En cette occasion, le Parti Socialiste a eu la plus belle, la plus courageuse attitude de tous les Partis en France. D'aucuns recherchent une exploitation politique. Quant à l'efficacité même, s'il y a eu quelque chose de fait, c'est au Parti Socialiste qu'on le doit.

Certains de nos camarades, à cause d'un incident à l'Assemblée Nationale ont cru devoir quitter le groupe parlementaire. Je suis certain que ceux-là, à l'heure actuelle — j'en ai la preuve par des conversations — se rendent compte eux-mêmes que ce que nous avons pu obtenir, que la position prise par nous, leur offre plus de garantie que les positions démagogiques de qui que ce soit.

C'est un incident qu'on peut tenter d'exploiter, mais qui sera très vite réglé. Il nous suffit de poursuivre notre action pour que ceux qui, sincèrement, pensaient que nous n'étions pas allés assez vite ou assez loin, se rendent compte qu'en triomphant, on leur apporte la preuve qu'unanimement, le Parti était d'accord avec nous. Faut-il rappeler que sur ce point, c'est encore à l'unanimité que votre Comité Directeur a pris la position qui est défendue à l'heure actuelle par le Parti ? Je ne vous parlerai pas plus longtemps de cela. PHILIP le fera. On peut dire à André PHILIP : merci pour le discours qu'il a prononcé à la Chambre et l'action qu'il a continuée à mener depuis.

LA POLITIQUE EXTERIEURE DOMINE LA POLITIQUE INTERIEURE.

Je ne vous parlerai pas maintenant des débats de politique extérieure. Chacun de nous à du moins le devoir de se pénétrer de la gravité de ces problèmes, de ne pas oublier à aucun moment que dans les positions qu'il prend, il y a un certain nombre de problèmes de politique extérieure qui dominent tous les problèmes nationaux.

LA SITUATION INTERIEURE DU PARTI.

Ensuite, il y a la répercussion dans le Parti. Il y a la santé du Parti.

J'éprouve parfois énormément d'amertume à entendre certains camarades parler de nos difficultés intérieures, de la crise que subit le Parti, avec une sorte de satisfaction interne, comme s'ils y trouvaient les plus beaux arguments dont ils ont besoin. Certains camarades sont à l'heure actuelle, en train d'aider à un éventuel affaiblissement du Parti. Ceux-là mêmes, s'en vont répéter partout : le Parti va mal. Pour la plupart, c'est fait, je le sais, d'angoisse et de regrets, pour la plupart, c'est fait de la volonté qui nous est commune, de voir le Parti plus fort et plus efficace. Mais je prie ceux-là, de ne pas se faire les complices involontaires de ceux qui vont à l'extérieur jouer ce jeu-là.

Je les supplie, ceux qui, en toute honnêteté, en toute sincérité, doivent déplorer comme quiconque, les difficultés actuelles du Parti, de nous aider à les surmonter, et je le répète, de ne pas servir la cause des **agents adverses qui à l'heure actuelle, espèrent voir dans le Parti Français se créer ce qu'ils ont vu se créer dans d'autres Partis d'Europe.**

Le Parti souffre, bien sûr. La position politique à laquelle ont été astreints les responsables du Parti, est difficile à accepter, à concevoir. Elle est difficile à accepter par nos camarades non informés, mais elle est encore plus difficile à accepter par les camarades qui doivent prendre ces positions. Il y a là, un devoir commun. Quand les décisions ont été prises à la majorité, **ce devoir c'est que tous, jusqu'à la confrontation suivante, qui pourrait éventuellement permettre de prendre d'autres positions, doivent faire respecter ces décisions. Ils doivent les expliquer et les défendre.**

Camarades, à l'intérieur du Parti, vous avez le droit d'être en désaccord avec telle ligne politique, mais alors, ayez ce courage jusqu'au bout. Il ne faut pas vouloir à la fois attaquer la politique d'un Parti et se réclamer encore de ce Parti pour prétendre en conserver les avantages. (Appl.).

Un certain nombre de camarades prétendent discuter à l'extérieur du Parti. Je dis qu'ils n'en ont pas le droit. C'est vouloir susciter du trouble dans les Sections et dans l'esprit de nos militants.

LE DEVOIR DES MILITANTS RESPONSABLES.

Les camarades du Parti qui comprennent leur rôle de responsables, c'est-à-dire, qui vont dans les Sections, dans les Fédérations, qui s'adressent aux militants, sont toujours compris, je l'affirme, pour l'avoir moi-même régulièrement constaté. Dans les sections, la plus grande difficulté, ce n'est pas d'expliquer, de convaincre, c'est de répondre à cet argument terrible, le plus pénible que vous puissiez rencontrer « Mais enfin, si vous aviez raison, il n'y aurait pas eu telle indiscipline ? ».

LA DISCIPLINE EST NECESSAIRE.

Quand on me dit, dans une réunion publique, quand un contradicteur me dit : « Si vous aviez raison, pourquoi tel parlementaire socialiste ne vous a-t-il pas suivi ? Pourquoi a-t-il été indiscipliné ? », cet argument me fait mal.

Je dis, camarades, qu'à l'intérieur des sections, qu'à l'intérieur du Parti, on a tous les droits, mais que, dans les réunions publiques, la discipline est le devoir de chacun. Dans le cas contraire, vous devez avoir le courage d'aller jusqu'au bout, ne pas prétendre conservez des mandats que vous détenez du Parti. (Longs appl.)

Oui, les répercussions dans le Parti peuvent être sérieuses. Je dis que si nous faisons ce travail d'information le moral du Parti sera meilleur.

Malheureusement, vous voyez de prétendus responsables s'en aller dans leurs sections ou dans leurs fédérations faire eux-mêmes ce travail de désagrégation, vous voyez des élus appeler d'autres élus à l'indiscipline... Je dis qu'un Parti qui tolérerait cela cesserait d'être un Parti comme le nôtre.

LA POSITION DU PARTI DOIT ETRE CLAIRE.

Je ne veux pas revenir sur le fond quant aux positions d'avenir. Je le ferai demain. Après cette séance d'information, il faut que nos sections, nos fédérations **puissent se prononcer et le fassent en pleine clarté et en pleine connaissance des conséquences de la décision à prendre.**

Il s'agit, camarades, car c'est là le rôle du Conseil National, de contrôler les actions passées, c'est-à-dire de voir si chacun d'entre vous est resté dans les limites de ses attributions. Si certains camarades venaient ici demander un changement, ils resteraient dans les limites de leurs attributions. S'ils venaient expliquer tout ce qui a été fait d'insuffisant, je leur dirais, dans ce cas, que nous sommes vraiment d'accord. Nos camarades Ministres pourraient même apporter de l'eau à leur moulin et dire toutes les difficultés rencontrées. Ce n'est pas de cela que le Parti a besoin. Certes, il faut que ce soit fait. Mais j'ai un appel à vous lancer. Je le fais avec gravité. La polémique rétrospective est nécessaire, on ne l'évitera pas. Soit ! Mais que chacun de vous ait la volonté de s'imposer ce courage intellectuel, de tirer les conséquences des propositions qu'il fera.

Chacun doit venir dire : voilà ce qu'il faut faire. Je sais qu'il y a tel et tel risque à courir, j'en préviens mes camarades des sections et des fédérations. Mais il manquerait à son devoir, vis-à-vis du Parti et de lui-même s'il apportait ici des positions exclusivement négatives. (Appl.)

LA DISSOLUTION NE RESOUDRAIT RIEN.

Un exemple, un seul : certaines positions entraînent fatalement la dissolution de l'Assemblée. C'est le seul point sur lequel je veuille pour l'instant entrer dans le fond du débat. Il y a à l'heure actuelle, dans le parti, un courant très faible sans doute qui s'exprime dans des conversations personnelles, que j'ai entendues, que quelques camarades disant : « Après tout, s'il faut aller à la dissolution, allons à la dissolution ! S'il faut aller devant les électeurs, allons devant les électeurs ! ».

Ceux d'entre vous, qui sont arrivés au fond de leur pensée à cette conclusion-là, doivent le dire à la tribune. Je leur demande d'aller plus loin. Qu'ils réfléchissent et envisagent ce que veut dire : dissolution !

Je ne pense pas au nombre des parlementaires battus. Si on savait — et je m'en excuse auprès des camarades élus — combien ce serait plus facile avec un groupe de 20 élus !

Mais il s'agit de savoir quelle serait la situation au lendemain de ces élections. Je dis que ce serait la même situation que celle qui nous est faite aujourd'hui, mais aggravée.

Camarades, je vous demande de réfléchir. Pensez que vous auriez en face, 32 ou 33 p. 100 de néo-gaullisants et 30 à 32 p. 100 de staliniens.

Je vous en conjure, vous allez aujourd'hui, vous allez demain venir nous expliquer les fautes commises... Un camarade est venu dire à la tribune que le Comité Directeur a perdu toute autorité. C'est possible, camarades. Si c'est vrai; dans quinze jours ou trois semaines, nous vous demanderons un congrès extraordinaire, nous vous rendrons nos mandats. C'est la loi intérieure du Parti. **Mais ne faites cela qu'après avoir vraiment déterminé votre politique après avoir dit au Parti, non seulement ce que vous ne voulez pas, mais aussi ce que vous voulez.**

ETRE A LA HAUTEUR DES GRAVES CIRCONSTANCES.

Il faut que nous nous élevions, les uns et les autres, à la hauteur des circonstances. Ce n'est pas l'heure de la polémique individuelle. Ce n'est plus l'heure des petits soucis individuels.

Chacun doit oublier actuellement et ses préoccupations personnelles et ses ambitions même quand elles sont légitimes. Chacun doit oublier actuellement les préoccupations électorales. (Appl.)

Camarades ! si chacun de vous s'astreint à cela, quelle que soit la position qu'ensuite il adoptera — car nul n'a la prétention de savoir la vérité — s'il s'astreint d'abord à cela, s'il s'oblige à penser à la situation du Parti, à la situation du pays et non à ce que cela peut représenter pour lui dans sa Fédération comme succès personnel ou comme défaite personnelle, **si chacun de nous s'oblige à cet effort, le Parti ressortira grand, quelles que soient les décisions qu'il prendra.**

J'envierais, mais je plaindrais en même temps, celui d'entre nous qui saurait déjà ce qu'il décide en toutes occasions.

Dans les circonstances actuelles, chacun de nous doit être honnête avec lui-même. Il doit reconnaître qu'avant de prendre sa position, il a longtemps cherché ; et, en la circonstance, la recherche, l'hésitation ne sont pas une preuve de faiblesse, mais au contraire une preuve d'honnêteté. Une fois la décision prise, il ne faut plus hésiter, bien sûr. Mais pour la prendre, il faut avoir ce courage, ce sens des responsabilités qui fait que chacun de nous doit aller jusqu'au bout de sa pensée avant de prendre une décision.

La paix, la liberté sont réellement menacées. Je sais que, chaque fois que l'on prend la parole dans nos assises du Parti, on dit toujours que la situation est grave.

Je sais qu'il y aura probablement une situation plus grave encore. Mais celle-ci l'est déjà suffisamment pour que nous demandions si, dans ce monde en folie, les socialistes à leur tour, doivent devenir fous.

Un de nos camarades dit souvent, quand il prend la parole dans nos assises que le Parti est à l'image du pays tellement il ressent ce qui se passe dans le Pays. Le Parti, actuellement, c'est vrai, est à l'image du pays. Le Parti est troublé. Il y a un désarroi incontestable. Les militants qui voudraient que « ça change » exigent du Parti une sorte de contrôle sur lui-même, mais ils critiquent sans cesse l'autorité du Parti. A certains autres camarades que nous rencontrons, nous arrivons à faire comprendre la vérité.

Nous devrions actuellement, tous ensemble, nous imposer d'abord ce courage, cette volonté, d'aller préciser ce que sont les sacrifices qui sont nécessaires, analyser la situation, fixer les sacrifices, fixer leur durée. Une fois cela fait, ayons conscience que ces sacrifices sont actuellement nécessaires, ayons conscience de courir ensemble la même bonne chance ou la même mauvaise chance et de ne pas rechercher à reporter toujours sur les autres la responsabilité des décisions prises ensemble pour le bénéfice du Parti.

Camarades, vous allez prendre les uns et les autres, devant ce Conseil national, des positions, des attitudes. La seule chose que je vous demande, avec la même conscience de la gravité de l'heure, avec la même volonté individuelle de ne rien vous cacher à vous-mêmes et de ne rien cacher aux autres camarades du Parti, c'est de voir ce que peuvent être les résultats de la politique que vous préconisez.

Nous sommes un certain nombre qui, loyalement, après avoir hésité, sommes convaincus qu'il faut à l'heure actuelle, demander au Parti, non pas des solutions de facilité, mais des solutions exigeant du courage, de l'énergie, solutions capables, seules capables, de regrouper derrières elles les militants réels, non pas les gens qu'une certaine période nous avait amenés, non pas les lâchés, mais ceux qui continueront à se battre comme ils l'ont fait, ceux convaincus qu'ils travaillent dans l'intérêt du Parti et dans l'intérêt du pays parce qu'ils ont confiance dans les hommes qu'anime la pensée socialiste, mais beaucoup plus encore dans la pensée socialiste elle-même. (Appl. prolongés.)

Exposé de ROGER CLAIR

(SEINE)

Camarades,

Je vodrais prendre comme trame de mon intervention le discours même de notre ami Guy Mollet.

Guy Mollet a eu au Congrès de 1948 et à cette Assemblée le mérite de poser le problème politique essentiel.

Auparavant, faisons quelques remarques sur les allusions faites à ce que l'on a appelé le Plan Paul Reynaud.

P. Reynaud a souligné notamment la nécessité d'élever la production industrielle française et pour ce faire envisageait d'augmenter le nombre d'heures de travail, ce à quoi nous lui rétorquions que ceci exigeait un accroissement de l'énergie et des matières premières dont disposait l'industrie française.

Si nous voulons bien nous souvenir que la productivité se caractérise par la quantité d'objets fabriquée par exemple en une heure, il est manifeste que l'on peut l'augmenter et par cela même augmenter la production, en aménageant l'énergie et les matières premières dont la France dispose, c'est-à-dire en élevant l'industrie française à la hauteur des techniques modernes, dans ses études, ses modes d'usinage et son organisation du travail. Or le moins que l'on puisse dire, c'est qu'en dehors de certaines grandes entreprises, l'industrie françaises en est encore aujourd'hui dans sa phase de l'improvisation et du bricolage qui est une de ses caractéristiques.

Ses bénéfices sont cependant des plus substantiels. A ce sujet, il est utile de souligner ce qu'il y a d'inéquitable dans les modes de fixation des prix industriels. Les indices vont de 17 à 54 par rapport aux années 36 à 38. C'est ainsi que la grande industrie électrique vend 52 fois plus cher qu'en 1936, tout en exportant des capitaux sous prétexte de payer des licences de fabrication qu'en fait elle n'utilise pas.

L'indice 50 est pratiqué par la Quincaillerie alors que d'autres branches se contentent d'indices inférieurs à 17.

Des remarques du même ordre peuvent être faites pour l'aménagement de la part du revenu national qui est octroyée aux salariés et qui est le témoignage d'un corporatisme envahissant. (Applaudissements) Le rôle des syndicats est de développer le sens de l'intérêt commun à tous les salariés.

Que l'on ne voit plus par exemple un garçon de café gagner trois et quatre fois plus qu'un assistant de laboratoire.

Ces remarques diverses ne doivent pas nous dissimuler une réalité plus profonde encore. C'est que si vous comparez le mode de répartition du revenu national, il est aisé de constater que la part des salariés qui était de 32 % en 1937-38, passe à 26 % en 1947 pour un revenu diminué et qu'elle se traduit en baisse du pouvoir d'achat en 1948, sans qu'il soit encore possible de le chiffrer. Ces constatations de fait sur le plan statistique rejoignent pleinement celles de la ménagère sur le marché public.

Aucun discours politique n'estompera cette réalité profonde. Au fur et à mesure que le Revenu National s'accroît, le pouvoir d'achat d'une importante fraction de la Nation diminue. Alors que dans la même période la part du commerce et des intermédiaires a doublé.

Je ne citerai que le fait de la Région Parisienne ou les répartiteurs de légumes sont quatre fois plus nombreux qu'avant guerre alors que la répartition est moindre!

Il n'est pas dans mes intentions d'attaquer la paysannerie, mais il est indéniable qu'étant bénéficiaire d'une part accrue du Revenu de la Nation, elle s'oppose en fait à l'indispensable circulation de la fraction du capital national dont elle est détentrice.

Bornons-nous enfin à souligner que la solution équitable du problème des salaires industriels ne réside pas uniquement sur le plan industriel, mais qu'elle implique un déplacement effectif du Revenu National.

La question n'est pas de débattre techniquement du rapport entre salaires et prix, mais bien d'accroître effectivement le pouvoir d'achat des salariés.

Les prix n'augmentent pas fatalement parce que les salaires nominaux s'élèvent, mais bien parce que l'augmentation des salaires ne s'accompagne pas d'un déplacement effectif du Revenu de la Nation en faveur des salariés.

Or qu'ont fait les gouvernements qui se sont récemment succédé ?

Ils ont aggravé cette situation.

Je prends l'exemple du gouvernement Marie qui s'est constitué dans une grande mesure par l'activité personnelle de Léon Blum.

Ce gouvernement a fait droit à un ensemble de revendications paysannes, il a rassuré les commerçants et le monde financier, manifestant sa volonté bien arrêtée de mener ainsi une politique antiouvrière et de rechercher en dehors de la classe ouvrière les bases sociales pour appuyer cette politique économique.

Camarades, ce sont des faits incontestables et malheureusement les socialistes se sont associés à une telle politique et ont partagé devant l'opinion publique la responsabilité d'une politique antiouvrière ce qui diminue d'autant notre influence dans les milieux ouvriers et facilite d'autant la persistance de l'influence communiste, qui a délibérément entretenu par sa propagande démagogique, un désordre et une inéquité sociale pour des fins internationales dont nous connaissons les origines.

Nous ne combattrons l'influence communiste que dans la mesure où nous lutterons nous-mêmes en faveur d'une politique de justice sociale traduite non dans des discours, mais dans des actes.

Le gouvernement Queuille n'a pas davantage traduit une telle volonté politique et une fois encore les socialistes s'associent à ses activités. Les mesures que prend ce gouvernement ne sont que des mesures de détente, même lorsqu'il organise lui-même certaines grèves.

Comment voulez-vous associer la classe ouvrière au redressement de la Nation, en lui administrant chaque jour la preuve que c'est elle qui en fait les frais, que c'est elle qui en est la victime ?

Ne nous étonnons pas qu'une fraction grandissante manifeste sa désapprobation, ou ce qui est plus grave encore son indifférence à l'égard d'un Régime qui préside à une telle réalité,

C'est une réprobation qui se généralise et qui englobe non seulement le gouvernement et les Partis qui y sont représentés, mais encore met en péril le Régime républicain lui-même.

La participation gouvernementale n'est pas une question de principe, mais une question de circonstance et nous refusons de nous laisser enfermer dans des formules simplistes qui consistent à répondre : « Je suis pour ou contre la participation gouvernementale. Je suis pour ou contre la dissolution du Parlement ».

Je veux répondre à des questions dans l'ordre où la vie les pose, c'est la seule attitude qui soit pratiquement valable.

Nous entendons depuis trois ans des camarades qui insistent sur la nécessité que le gouvernement prenne un ensemble de mesures même draconiennes à l'égard des gens qui bénéficient de la misère publique.

Mais faire naître un gouvernement animé d'une telle volonté politique dans les circonstances nationales et internationales actuelles, implique qu'il soit représentatif de certains intérêts sociaux. Comment voulez-vous que dans un pays où l'on se montre très soucieux de recueillir les voix de la paysannerie et du commerce, on puisse en même temps prendre des mesures diamétralement opposées à leurs intérêts bien ou mal compris.

La question vraiment grave qui se trouve ainsi posée est celle-ci :

Si la démocratie parlementaire exige que périodiquement, on sollicite les voix de couches sociales, reconnaissant et affirmant par ailleurs qu'il est nécessaire de s'attaquer à leurs privilèges, la Démocratie parlementaire est-elle alors la forme politique capable de donner naissance à un gouvernement dont les activités seront conformes aux intérêts des travailleurs, intérêts dont nous avons, nous socialistes, l'ambition d'être les représentants ?

Cette question intéresse au plus haut point la vie même du Parti Socialiste.

La politique à laquelle nous nous sommes associés au Parlement et surtout au Ministère a été qu'on le veuille ou non condamnée par l'opinion publique.

La réponse sociale à cette politique, c'est que le Parti s'est vidé de la moitié de sa substance et que le corps électoral s'éloigne de lui.

J'appartiens à la catégorie des gens qui considèrent qu'une démonstration n'est donnée que par les faits et si l'on y oppose des considérations sentimentales sur les vertus de la Démocratie parlementaire, on peut aller très loin dans cette voie.

Si le Parti Socialiste entend lier son sort à celui de la IVe République, il faut qu'il démontre la validité de sa politique et l'efficacité de son action. Le peut-il ?

Le Parti Socialiste devait au lendemain de la Libération revendiquer des formes d'autorité pour l'application de son propre programme, sous peine de subir l'autorité de ses adversaires pour appliquer le leur. Il est manifeste que la Bourgeoisie après avoir évacué le pouvoir, l'a réoccupé peu à peu.

La participation des socialistes au gouvernement ralentit les rythmes du glissement politique et économique précité, elle n'en change pas la nature. Elle ralentit la catastrophe, elle ne l'élimine pas. Mais elle risque d'en traîner le Parti avec le Régime et de mettre un terme à son Histoire.

Nous sommes contre la participation gouvernementale, car une opposition intelligente conforme à l'essentiel de nos perspectives sociales réserve notre avenir, alors que la participation le borne.

Le Parti socialiste se rapprochera des masses populaires ou sera condamné par elles.

Il faut défendre une politique positive conforme à nos aspirations, développer le Parti et développer dans la classe ouvrière le sens de sa mission historique, en prendre nous-mêmes conscience en nous montrant capables de nous renouveler à la hauteur des conditions de la vie sociale moderne.

Je résume et je m'en vais.

Le Parti Socialiste ne doit pas s'associer à une responsabilité gouvernementale dont la nature entraîne l'effondrement du Régime et son propre effondrement.

Nous ne pouvons demeurer indifférents à la liquidation du Parti, qui perd chaque jour ses meilleurs militants.

Il ne faut pas s'entêter.

Je n'attaque ici personne.

Nous avons un intérêt commun à examiner les questions posées par la vie. Faisons-le ensemble et dégageons de cette Assemblée une ligne politique qui fasse du Parti Socialiste le représentant des masses travailleuses de ce pays.

Le Parti Socialiste ne doit pas lier son existence à celle du régime républicain actuel qui n'est qu'un moment de l'histoire, parce que l'évolution sociale peut faire naître des formes politiques à caractère différent et que le Parti en toutes circonstances a son rôle à jouer.

Ces questions méritent un examen qui doit être fait avec la plus grande loyauté au risque de bousculer certaines opinions par trop traditionnelles.

Le problème est posé :

Le Parti Socialiste est-il le Parti d'une époque qui s'achève ou sera-t-il capable d'ouvrir de nouvelles perspectives d'avenir à l'humanité ?

Exposé de ANDRÉ PHILIP

(Membre du Comité Directeur)

La situation du Parti est actuellement très grave. Les démissions se multiplient, le découragement a saisi l'esprit de nombreux camarades. Beaucoup de sections ne mènent plus qu'une vie végétative et hésitent à se lancer dans la bataille. Ceci correspond à un état de crise psychologique, à une vague de panique qui saisit toute l'opinion française.

Notre pays, après avoir longtemps vécu dans l'illusion est aujourd'hui découragé et désespéré, chose curieuse au moment où une certaine amélioration apparaît cependant réalisée dans les conditions économiques objectives.

Dans cet état d'incertitude et de découragement, l'opinion incertaine est à prendre par n'importe qui : elle suivra le premier qui s'imposera à elle par son courage et son esprit de décision : pour la dernière fois ce peut être encore nous. Dans les mois qui viennent sera jouée pour de longues années la dernière carte du Socialisme et de la démocratie.

A. — Que faut-il faire ?

D'abord définir le problème, analyser les difficultés à surmonter et établir un programme clair et sain à présenter au Pays. Les troubles actuels viennent en effet de l'impression généralisée que depuis des mois l'on tourne en rond et que tous les sacrifices consentis sont inutiles, parce que les problèmes sont mal posés et qu'aucune solution ne peut ainsi être dégagée.

1° On a lancé dans le Pays le mythe des économies alors qu'en valeur réelle notre budget n'atteint pas les 2/3 du budget d'avant guerre, que les dépenses des fonctionnaires ne dépassent pas 19 % de l'ensemble du budget et que celles-ci sont essentiellement constituées par les trois grands postes de l'Economie Nationale, des Finances et des P.T.T., où de l'avis général le nombre des fonctionnaires est insuffisant.

On ne peut donc rien attendre de sérieux désormais de ce côté. Le problème n'est pas celui d'économies passagères, mais celui, permanent celui-là de l'augmentation de rendement des services administratifs. Ce sont pour cela des réformes de structure qui s'imposent dans l'administration : déconcentration des services. Sur le plan départemental, pouvoirs accrus des Préfets pour coordonner et fusionner ces services, et sur le plan national, liberté donnée à chaque Directeur pour procéder à des réorganisations d'ensemble sans rester lié par la règle de la spécialité budgétaire.

2° Pour les impôts le problème est également mal posé. Il est exact que la France est le pays d'Europe qui paie le moins d'impôts. Il est exact aussi qu'en valeur réelle nous payons moins d'impôts qu'avant guerre (l'index des recettes fiscales ne dépasse pas 12), mais il est vrai aussi que ceux qui paient effectivement les impôts sont lourdement accablés, et que nous souffrons de l'inégalité d'un système où les impôts directs ne couvrent que 25 % des recettes fiscales et où les travailleurs paient à eux seuls plus de la moitié de ces impôts directs.

Or, couvrir un déficit par le recours à des impôts indirects est un leurre, l'effet inflationniste des impôts indirects étant plus grave que le déséquilibre budgétaire lui-même. Il faut réaliser d'urgence une réforme fiscale qui simplifie les impôts, unifie les taux, remplace les forfaits par une taxation des revenus réels, et surtout renforce les moyens de contrôle pour atteindre ceux qui échappent actuellement aux charges fiscales ;

3° L'équilibre budgétaire doit être recherché ; mais il ne suffit pas. Des pays ont longtemps vécu dans la prospérité malgré d'énormes déficits budgétaires, parce qu'ils contrôlaient l'économie. Les Etats-Unis connaissent aujourd'hui l'inflation alors que leur budget est super-équilibré.

L'inflation la plus grave n'est pas l'inflation publique (elle n'existe pas en France, où la circulation des billets de banque ne dépasse pas l'indice 6), mais l'inflation privée, celle des crédits en banque qui atteint l'indice 15 ;

4° Le problème fondamental est donc celui des prix de vente et des prix de revient. Il importe de recourir à des moyens d'autorité pour ramener à des prix normaux les produits qui dépassent actuellement l'indice 20 (viande, œufs, vin, etc...) Il importe d'agir énergiquement pour réduire les prix de revient dans les entreprises nationalisées d'abord, où le principe de la nationalisation ne peut être sauvé que par l'introduction de saines méthodes de gestion, mais aussi et surtout, dans l'industrie privée où à l'heure actuelle dans une même branche professionnelle les prix de revient varient souvent du simple au triple. Les matières premières au lieu d'être réparties proportionnellement à la production d'avant-guerre, doivent être fournies de préférence aux entreprises à bas prix de revient, pour leur permettre de tourner à 100/100 de leurs possibilités, quitte à éliminer les entreprises industrielles ou commerciales nées au cours de l'inflation et qui se révèlent non viables.

Il importe dans le secteur où a été établie la liberté de la faire respecter en brisant toutes les coalitions professionnelles qui visent à restreindre la production pour maintenir les prix. La fixation des prix ne saurait être une fonction corporative : ou les prix sont fixés par l'Etat, ou ils doivent l'être par la libre concurrence, tout corporatisme devant être réprimé.

Enfin l'arme essentielle de la lutte contre l'inflation doit être la restriction systématique des crédits en banque et la hausse du taux de l'escompte, les crédits étant réservés aux seuls investissements nécessaires pour la modernisation des entreprises et brutalement coupés pour les opérations de stockages spéculatifs ;

5° Ces mesures supposent un exercice réel de l'autorité de l'Etat : or celle-ci, à l'heure actuelle, n'existe point. Les boulangers se permettent de défier l'autorité gouvernementale, et dans certaines régions ne demandent plus de tickets. Les marchands de bestiaux font la grève de l'inflation. M. GINGEMBRE, et les organisations qui dépendent de lui, poussent à la grève de l'impôt.

On oublie que lorsque l'Assemblée et le Gouvernement responsable devant elle, se sont prononcés, nul n'a plus à discuter, et qu'en démocratie tout citoyen doit d'abord obéir à la loi.

Il est temps que l'autorité de l'Etat s'affirme contre toutes les féodalités qui l'oppriment à l'heure présente Pour notre part, nous ne saurions accepter une autorité à sens unique dirigée contre les seuls ouvriers. Les gré-

vistes sont libres d'occuper les usines tant que les commerçants sont libres de fermer boutique, et les paysans de se refuser à livrer leurs bêtes sur le marché. Que les C.R.S. aillent à la campagne prendre le bétail, qu'ils ferment les magasins qui ne respectent pas les prix ; alors seulement ils pourront faire évacuer les établissements industriels occupés par les grévistes.

Cette résurrection de l'autorité de l'Etat est aujourd'hui pour la démocratie une question d'existence ; ou nous mettrons sur pied une entente républicaine indiscutée capable de briser les adversaires de la démocratie, ou ceux-ci nous mèneront rapidement à un régime autoritaire antirépublicain.

B. — L'action à mener.

Sur l'ensemble de ces problèmes, nous ne doutons pas qu'après étude le Parti ne parvienne à définir une doctrine précise et élaborer un texte d'unanimité. Mais nous avons déjà voté beaucoup de textes et trop de décisions de Congrès sont restées lettre morte. Le Parti meurt aujourd'hui du désaccord qui existe entre ses déclarations et ses actes. Nous ne nous en tirerons que si nous sommes désormais capables d'imposer notre volonté et surmonter les obstacles dressés par nos partenaires au Gouvernement.

Comment y parvenir ?

1°. Pour certains de nos camarades, la seule action possible consisterait à continuer la lutte entreprise dans ces derniers mois, peut-être dans un esprit plus combatif, mais dans les mêmes cadres et avec les mêmes moyens. Ils craignent par-dessus tout une nouvelle crise entraînant la dissolution, persuadés que celle-ci constitue le pire danger et que tout doit être accepté pour l'éviter.

Derrière cette attitude se cache un libéralisme inconscient. Nos camarades pensent que si l'on gagne du temps, la situation économique s'améliorera par elle-même et que les dangers actuels s'atténueront.

Or, c'est tout le contraire. La situation économique est exceptionnellement bonne cette année où nous avons à la fois une récolte excellente, un accroissement de la production industrielle, les gros crédits du plan Marshall utilisés pour cette première année en achat de matières premières et de biens de consommation plutôt que d'outillage. Cela ne pourra pas durer. Dès l'année prochaine il nous faudra arrêter le financement des biens de consommation par le plan Marshall, accroître nos exportations. Si nous ne réalisons pas en 1949 un accroissement considérable de la production et une diminution massive de nos prix de revient, nous allons à une baisse sensible de notre niveau de vie.

Maintenir les méthodes de ces derniers mois, cela signifierait une aggravation constante de la situation et très vite la dissolution s'imposerait avec l'arrivée de nos adversaires au pouvoir, conséquence de notre propre incapacité ;

2° A l'inverse, le retrait des ministres socialistes du Gouvernement est, à *l'heure présente*, à la fois dangereuse et irréalisable.

Dangereuse, car le parti n'est pas mûr pour une telle bataille et irait au combat sans foi ni enthousiasme.

Dangereuse, parce que l'O.N.U., siège à Paris et qu'une nouvelle crise sous les yeux de tous les hommes d'Etat étrangers risquerait de faire perdre à la France le peu d'autorité qu'il lui reste, et de lui ôter toute influence dans les négociations internationales.

Irréalisable, car des élections sont impossibles techniquement dans le courant de l'hiver. Elles ne sauraient au plus tôt, être organisées pour le début du printemps.

Une crise actuellement ne pourrait aboutir qu'à de nouveaux compromis de même ordre avec une nouvelle perte d'autorité pour le parti ou à une guerre civile immédiate résultant d'une anarchie généralisée ;

3° Dans ces conditions, la seule solution possible nous paraît être une opposition conditionnelle et à terme, annoncée à l'avance.

I. — Le Conseil National ayant élaboré un programme économique, en ferait un ultimatum qui serait apporté par une délégation du Conseil National au Président du Conseil.

II. — Le Gouvernement devrait être mis au pied du mur. Le Parti socialiste lui donnerait trois mois pour atteindre les buts fixés dans son programme en s'engageant pendant ces trois mois à lui donner tous les pouvoirs nécessaires et à accepter toutes les décisions du Gouvernement responsable. Celui-ci n'aurait ainsi aucun alibi venant d'une opposition de l'Assemblée, il aurait tous les pouvoirs nécessaires et la responsabilité de les utiliser.

III. — Séparant totalement l'action du Parti de celle du Gouvernement, les parlementaires et les militants seraient mobilisés pour tenir des réunions dans le pays et expliquer la position du Parti socialiste, le but qu'il poursuit et les raisons pour lesquelles il donne au Gouvernement une dernière chance.

IV. — Dans le délai de trois mois serait convoqué un Congrès extraordinaire qui ferait le bilan de la situation. Si dans leur lutte sur le plan gouvernemental nos camarades ministres ont réussi à obtenir la modification totale de l'action gouvernementale qui s'impose, nous en prendrons acte ; sinon, le Parti socialiste prendra l'initiative de déposer contre le Gouvernement une motion de censure en acceptant tous les risques que cela implique, c'est-à-dire au besoin la dissolution et de nouvelles élections.

Par ces moyens, une nouvelle solidarité et un nouvel élan auront été créés dans le combat, susceptibles soit de nous faire gagner la bataille, soit en cas de défaite, de reconstituer un noyau capable de continuer le combat. Car rien n'est jamais fini, rien n'est jamais perdu ; dans quelque circonstance et sous quelque régime que ce soit, celui qui n'a pas peur est celui qui finit toujours par gagner.

Exposé de ALBERT GAZIER

(Membre du Comité Directeur)

La situation politique présente, nous le savons, n'est que le modelage de la situation économique, financière et sociale. Elle est caractérisée par ce fait qu'une amélioration incontestable dans le domaine de la production industrielle et agricole coïncide avec une aggravation dangereuse dans le domaine financier et dans le domaine social.

UNE PRODUCTION AMELIOREE.

Que dans le domaine de la production l'amélioration soit certaine, il suffit pour le comprendre de savoir que la production industrielle de la France, si les grèves ne viennent pas retarder son essor, aura rattrapé cette année à peu près la moitié du chemin entre le niveau de 1938 et de 1929, et qu'au mois d'avril dernier, sur la vingtaine de groupes industriels entre lesquels se répartissent les activités, il n'y en a guère que trois qui soient au-dessous de leur taux d'activité de 1938 : les minerais, les corps gras et les cuirs. Il suffit de savoir que les récoltes en plusieurs produits sont bonnes et que le plan Marshall, sans apporter à notre pays toute la participation nécessaire à un développement nouveau, donne tout de même des garanties qui n'exitaient pas avant sa conclusion.

REPARTITION INJUSTE.

Mais la répartition des quantités produites est plus injuste maintenant qu'elle n'a jamais été, si bien que le sort, de celui qui vit un peu moins mal en 1948 qu'en 1948 ou en 1947 s'accompagne chez nous de bien d'autres souffrances et d'un sentiment de révolte plus grand, car celui qui est défavorisé constate qu'à côté de lui, d'autres vivent beaucoup mieux qu'ils ne vivaient à cette époque.

Les améliorations de la condition de nombreux individus ont comme contrepartie une aggravation psychologique de leur état politique, en face de cette injustice incontestable.

Et pourquoi la répartition se fait-elle d'une manière constamment plus injuste ? D'abord, parce que l'augmentation réelle de la production est tout de même insuffisante, parce que nos statistiques se reportent toujours à la mauvaise année, à l'année de déficit industriel qu'a été l'année 1938 ; parce que les besoins individuels ont augmenté depuis l'avant-guerre ; parce que les campagnes consomment beaucoup plus de viande qu'autrefois : parce qu'on fume davantage, etc. et parce que, en plus, un immense besoin de reconstruction et d'un équipement retardé pendant cinq ans s'ajoute aux besoins individuels.

C'est très simple, cela ; mais peu de gens le savent. Et ce qui est plus grave, c'est que peu de Français veulent le savoir et que, lorsqu'on leur expose ces vérités élémentaires, ils se refusent à les accepter, parce que cela contrarie leurs habitudes, leurs désirs, leurs aspirations et surtout leur égoïsme.

LE PARTI A TOUJOURS DIT LA VERITE.

Le parti, dans ce domaine, a moins de responsabilité que les autres. Il n'a cessé de dire non pas ce qui plaisait, mais ce qui était vrai.

Or, cette ignorance de la réalité de l'économie française, jointe il ne faut pas l'oublier à cette imperfection du sens critique qui est née de l'occupation et de la libération, n'est pas détruite, si bien qu'on est allé beaucoup trop loin et beaucoup trop vite dans la voie de la liberté économique. Et dans ce domaine, même si nous avons des responsabilités, nous en avons incontestablement beaucoup moins que les autres.

LES FRONTIERES DES CLASSES ONT CHANGE.

Mais, il y a encore un autre élément plus important peut-être. Nous sommes habitués à raisonner en termes de classe et nous avons raison. Mais une économie capitaliste, se trouvant dans une période de pénurie, est tout à fait différente des crises provoquées par la surproduction. Nous sommes habitués à considérer qu'il y a, d'un côté ceux qui possèdent les moyens de production et d'échange, et de l'autre ceux qui ne possèdent rien que leur puissance de travail. C'est la réalité profonde. Mais il se superpose à elle ce phénomène que la population se divise en deux groupes qui ne coïncident pas. D'un côté, il y a ceux qui détiennent des richesses, soit parce qu'ils les ont achetées pour les revendre, soit parce qu'ils les produisent eux-mêmes; et de l'autre, ceux qui sont les demandeurs de ces richesses. Et cela ne coïncide pas exactement avec les frontières des classes.

Car souvent ceux qui sont dans la catégorie privilégiée temporairement ne sont pas seulement des capitalistes, mais sont souvent des producteurs individuels ou des paysans et même il arrive que ce soit certaines fractions de la classe ouvrière, pour certaines catégories bénéficiant d'une sorte de monopole dû soit à leur qualification professionnelle, soit à la rareté volontaire de certains travailleurs, résultant de règlements corporatifs, ce qui place certaines catégories dans une situation privilégiée par rapport aux autres.

Daniel Mayer dit souvent que la ligne de démarcation des classes passe à l'intérieur même du gouvernement. C'est vrai. Mais la ligne qui sépare les deux catégories que j'ai essayé de définir passe aussi à l'intérieur du parti socialiste, et c'est une des causes essentielles de nos difficultés actuelles. C'est que nous sommes habitués à rassembler contre les détenteurs des moyens de production ceux qui ne possèdent rien, alors qu'il nous est extrêmement difficile aujourd'hui de rassembler contre les privilégiés ceux qui ne le sont pas, parce que, parmi les premiers, se rencontrent des membres de notre clientèle politique électorale.

DANGERS D'ELECTIONS TROP FREQUENTES.

Il faut ajouter que des élections trop fréquentes ont aidé ces catégories à asseoir sur leur prédominance économique une prédominance politique, et que c'est ce qui nous a empêchés de faire adopter la ligne politique qui aurait le mieux convenu aux intérêts généraux de la Nation.

L'AUGMENTATION DES SALAIRES. SOLUTION ILLUSOIRE POUR LES TRAVAILLEURS.

Nous avons dit à la classe ouvrière et nous avons eu raison que les augmentations de salaire étaient un cachet

d'aspirine qu'il fallait absorber lorsque la situation était trop grave, mais que cela ne servait en définitive à rien, parce que ces augmentations étaient inévitablement suivies de hausses qui les absorbaient et au delà.

L'AUGMENTATION NOMINALE DES PRIX AGRICOLES. SOLUTION NEFASTE POUR LES PRODUCTEURS RURAUX.

Mais en même temps, nous avons tenu à certaines autres catégories sociales un raisonnement inverse, par exemple aux catégories paysannes. Nous aurions dû dire aussi aux producteurs ruraux que l'augmentation nominale des prix de leurs produits était aussi néfaste à leurs intérêts que l'augmentation nominale des salaires et qu'il ne sert à rien de vendre 2.500 francs un quintal de blé, si ces 2.500 francs se décomptent en francs qui valent 30 ou 40 pour 100 de moins que les 1.800 francs que l'on donnait auparavant.

L'ECONOMIE MISE EN PERIL PAR LA HAUSSE DES PRIX AGRICOLES.

Or, cela nous ne l'avons pas toujours fait. Et il est incontestable qu'à deux reprises l'économie française a été mise en péril par la hausse des prix agricoles qui a entraîné tout le reste. Cela a été vrai en 1946 et cela a été vrai en 1948.

Et la stabilité très relative et très approximative du premier semestre de cette année a été remise en cause, d'abord parce que l'on a accepté presque intégralement les revendications souvent démagogiques de la C.G.A. (Applaudissements.)

Je crois que ce ne serait pas finalement se montrer hostile à la classe paysanne que de lui expliquer que ses véritables intérêts ne sont pas servis par ceux qui réclament sans discernement la satisfaction nominale de toutes ses revendications, pas plus que les véritables intérêts de la classe ouvrière ne sont servis par ceux qui ne s'occupent que des salaires nominaux.

NECESSITE DE L'AUTORITE GOUVERNEMENTALE

Nous avons des responsabilités. André Philip avait parfaitement raison d'insister sur le quatrième élément qui est l'absence d'une véritable autorité gouvernementale.

Au fond, l'opposition ne se pose pas entre ce qu'on appelle le libéralisme et le dirigisme. Elle se pose entre l'anarchie et l'autorité gouvernementale en matière économique. On pourra faire du dirigisme : s'il est pratiqué sans autorité, ce sera la pagaille économique. Les exemples qu'a cités André Philip dans le domaine de la vente du pain comme dans celui de la viande, montre l'absence presque complète d'autorité gouvernementale en ces matières.

Et comment le gouvernement pourrait-il avoir l'autorité qui lui serait nécessaire, avec la structure qu'il s'est donnée ? Il n'y a pas un ministre de l'économie nationale, il y en a cinq !

Et lorsqu'on demande quelles sont les attributions de chacun, on vous répond : « Toutes les attributions que n'ont pas les autres ». Car c'est ainsi que les choses sont arrangées : M. Pinay possède toutes les attributions que n'a pas M. Coudé du Foresto, et M. Coudé du Foresto toutes celles que n'a pas M. Pinay. Comment voulez-vous qu'en de telles conditions la besogne puisse être menée à son terme ?

UNANIMITE DANS LE PARTI CONTRE L'INSUFFISANCE DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE.

Pour ce qui est des lacunes graves, des insuffisances et des fautes de la politique gouvernementale, je crois qu'il y a unanimité dans le parti. Personne ne veut prendre à son compte tous les actes gouvernementaux. Où le désaccord apparaît, c'est lorsque se pose la question de savoir si, dans de pareilles conditions, nous devons rester au gouvernement ; si nous devons ou non avoir l'air de partager des responsabilités qui ne sont pas les nôtres, pour une politique qui n'est pas la nôtre.

Si la situation politique et économique est mauvaise, ce serait une erreur manifeste de penser, comme certains, qu'elle ne peut être plus mauvaise. Elle pourrait être plus mauvaise. Le gaullisme ou le bolchevisme serait plus mauvais encore.

IL FAUT LUTTER POUR MAINTENIR LA REPUBLIQUE ET LA DEMOCRATIE.

Mais, dira-t-on, cette politique conduit tout droit au désastre. D'abord, personne n'en sait rien. Ensuite, cela a un nom, la politique qui consiste, pour éviter un danger qui se produira peut-être dans quelques mois, à le créer tout de suite. Pour ma part, je suis convaincu que, tant qu'il subsiste une République et une démocratie, il faut lutter pour qu'elles continuent.

Or, pas d'illusion : le départ de la majorité ou du gouvernement, Guy Mollet l'a clairement montré, c'est la dissolution. Réfléchissez bien à cette vérité. La composition de l'assemblée nationale actuelle est telle que, pour constituer une majorité sans nous, il faudrait réunir dans tous les scrutins graves les voix, toutes les voix sans exception qui ne seraient ni socialistes ni communistes, c'est-à-dire M.R.P., P.R.L., radicaux et les gaullistes. Est-ce une vue de l'esprit que cet ensemble ne pourra être que difficilement réuni si, même il arrive une fois à se constituer ?

Donc, le départ, c'est la catastrophe, c'est la dissolution !

LE SOUTIEN ENTRAINE LES MEMES RESPONSABILITES QUE LA PARTICIPATION.

Il existe un moyen terme, le soutien : être dans la majorité gouvernementale, mais pas dans le gouvernement. Je voudrais bien savoir en quoi notre responsabilité serait moindre, dès l'instant que nous donnerions par nos votes, notre approbation à la politique gouvernementale, cette approbation remplaçant la participation.

Mais même si cela n'était pas, même si notre responsabilité devait se trouver atténuée, l'expérience a montré que la politique de soutien n'est pas possible. Elle n'est pas possible, parce qu'il y a les autres. Nous l'avons vu. Ni Schuman, ni Marie, ni Queuille n'ont accepté de constituer un gouvernement sans notre participation. Et la contre-épreuve a été faite : nous sommes tombés une fois sur un président du Conseil, Schuman 2, qui a envisagé de constituer un gouvernement sans notre participation : vingt-quatre heures après, il devait y renoncer. Il renonçait, parce que son propre groupe ne veut pas être représenté dans un gouvernement qui serait de plus en plus prisonnier de la droite et parce que, à côté de cela, les autres, profitant de notre absence, posent des conditions politiques que le M.R.P. ne peut absolument pas accepter.

Nous n'y pouvons rien. Les choses sont ainsi, et il serait bien extraordinaire qu'elles soient autrement. C'est ainsi que les deux expériences ont été concluantes. Ce sont là des faits, ce ne sont pas des interprétations.

LA DISSOLUTION NE REGLERAIT RIEN.

Alors, le départ, c'est la dissolution. Guy Mollet vous a montré que la dissolution ne réglera rien du tout. Les élections municipales d'octobre ont donné 30 pour 100 des voix aux communistes. Ce pourcentage pourra être modifié, mais ne pourra pas être transformé au point de leur donner 51 pour 100 des suffrages. Les gaullistes, eux,

ont obtenu 33 pour 100 des voix. Ce pourcentage pourrait être modifié ; mais, comme pour les communistes, il ne pourrait atteindre 51 pour 100. De sorte qu'il y aurait encore deux blocs dont aucun n'aurait la majorité.

Quel serait alors le résultat ? Ou bien une dictature, ou bien une seconde dissolution. Mais si nous avons une dissolution, il n'y a pas de raison de ne pas en avoir deux, trois ou quatre. Un tel système ne peut marcher ; il sera nécessairement renversé.

Et cela est vrai surtout dans le cadre de la représentation proportionnelle. Certains camarades viennent nous dire : « Il faut revenir au scrutin majoritaire, s'il y a dissolution » — Oui. Mais vous connaissez bien le parti. Est-ce que vous ne croyez pas que, dans presque toutes les circonscriptions, nos candidats venant en troisième position dans la majorité des cas, il serait à craindre qu'au deuxième tour les socialistes aient à entrer dans des coalitions de front populaire ressuscité. Et cela voudrait dire qu'il y aurait demain trois partis socialistes ou plutôt trois groupes parlementaires.

Et alors ?...

UN CHANGEMENT DANS LES CONDITIONS ECONOMIQUES ENTRAINERA UNE MODIFICATION DES POSITIONS POLITIQUES.

Les circonstances économiques qui ont créé des catégories sociales se superposant temporairement dans la division en classes, ne sont évidemment pas éternelles. Elles changeront, ces circonstances, et modifieront les positions politiques.

D'autre part, il est possible qu'un jour un apaisement international, peut-être temporaire mais probable, entraînera sur le plan politique intérieur des modifications profondes.

PARTICIPATION MAIS PRESSION PLUS FORTE SUR LE GOUVERNEMENT.

Pour l'instant, quelle doit être notre politique ?

Je dis que nous ne pouvons pas nous prononcer pour une attitude qui conduirait à la dissolution ; que nous sommes contraints de participer au gouvernement Queuille ou à un autre, mais que nous devons exercer plus encore que par le passé notre action parlementaire et gouvernementale et faire une pression de plus en plus forte sur le gouvernement, même entraînant de nouvelles crises ministérielles, car si la stabilité ministérielle est souhaitable, elle n'est pas non plus un dogme intangible auquel il faudrait sacrifier notre propagande encore plus que nous ne l'avons fait jusqu'ici.

NE JAMAIS DESESPERER DU SOCIALISME.

Si des échecs comme ceux que nous avons subis cette année devaient amener quelques-uns d'entre nous à désespérer du socialisme, nous devrions nous dire qu'une telle attitude dans le passé aurait eu pour résultat qu'il n'y aurait plus aujourd'hui de socialisme. L'histoire du progrès social est une succession de victoires et de reculs. Et ce qui nous pousse à continuer, c'est que l'ensemble de ces pointes et de ces creux marque un progrès continu.

L'échec du socialisme en 1848 a été dû à la poussée fasciste du XIXe siècle qu'a été le second empire ; l'échec de la commune en 1871 nous a donné la république conservatrice. Inspirons-nous de ces exemples. Dans les premières années de la troisième république, les républicains de gauche savaient bien que la première condition à obtenir, c'était la foi en la République dans le pays. C'est ainsi qu'ils ont dû parfois soutenir des gouvernements composés de conservateurs et de monarchistes à peine maquillés en républicains, parce qu'ils voulaient créer les conditions de stabilité qui permettraient à la république de vivre. Ils ont accepté de ne pas poser la question de la marseillaise comme chant national, de ne pas poser, même sous la république, la question du 14 juillet, fête nationale. Ils voulaient d'abord assurer le maintien des institutions républicaines. Nous sommes aujourd'hui dans une situation à peu près semblable, avec cette différence que le soutien ne peut actuellement se distinguer de la participation gouvernementale.

ETUDIER ET PROPAGER LA DOCTRINE SOCIALISTE.

Je pense qu'il serait souhaitable que, dans les sections et dans les fédérations, contrairement à ce que disait tout à l'heure un camarade, on fasse un peu plus de doctrine socialiste que l'on n'en fait aujourd'hui. Toutes les réunions des sections sont consacrées à des problèmes très importants que sont les problèmes de notre époque. Mais, s'il n'y avait que cela, nous ne serions pas socialistes. Nous avons besoin de savoir — et nous le savons très mal — quelles sont les conditions d'une action socialiste, dans la période de transition où nous sommes, avec le régime économique et social actuel qui comporte des branches importantes de la production d'où le profit a été éliminé, ce qui pose pour nous des problèmes qui ne pouvaient se poser auparavant et qu'il faut maintenant résoudre.

LES RAISONS D'ESPERER.

Je suis convaincu que si nous nous rapprochions plus souvent, nous arriverions peut-être à des solutions qui seraient en contradiction avec celles du capitalisme libéral. Si nous donnions à ces problèmes plus d'attention et de réflexion, je suis persuadé que nous trouverions d'immenses raisons d'espérer car nous trouverions la certitude que, par delà les difficultés présentes, en dehors de ces deux routes qui sont le fascisme et le bolchevisme, que nous ne voulons pas prendre parce qu'elles sont trop dures pour l'idéal que nous poursuivons, il y a un autre chemin parsemé sans doute de montées et de rocailles, qui mène à la liberté.

La fin de cette séance a été prise par notre camarade Guillaume.

Exposé de PAUL RIVET

(SEINE)

Mes camarades et moi avons donné notre démission du groupe parlementaire socialiste, non pas dans un mouvement d'humeur, mais dans un geste réfléchi dont nous prenons toute la responsabilité et acceptons toutes les conséquences, de même que nous revendiquons la responsabilité entière du manifeste que nous soumettons aux délégués socialistes de la Conférence d'information.

Pour si importante que soit la question de Madagascar, ce serait une erreur de croire que notre démission a été déterminé uniquement par l'attitude hésitante et contradictoire du groupe parlementaire dans cette affaire. En vérité, depuis des mois, le comportement du groupe parlementaire sur un grand nombre de questions était en opposition avec nos convictions socialistes et nous nous demandions avec angoisse où nous conduirait ce glissement progressif et continu qui, depuis des mois, entraîne le parti vers la droite, et a marqué son ultime étape dans la combinaison Marie, avec l'association dans le même ministère de Léon BLUM et de M. Paul REYNAUD.

Cette politique de compromissions progressives a eu pour résultat que plus rien de socialiste ne marque plus l'action des ministères auxquels sont associés les meilleurs d'entre nous.

Sur le plan économique, nos camarades qui furent les protagonistes de la politique de l'économie dirigée acceptent et cautionnent par leur présence une politique de liberté, qui n'a d'autre résultat que d'homologuer les prix du marché noir, le grand vainqueur d'après-guerre, et de rendre le coût de la vie chaque jour plus insupportable aux classes moyennes et à la classe ouvrière.

En politique financière, nous acceptons dans le ministère QUEUILLE un programme de fiscalité directe et surtout indirecte qui n'est autre que le programme Reynaud sans Reynaud, et qui accable les classes les plus déshéritées du pays.

En politique coloniale, nous nous associons à un gouvernement qui porte la responsabilité du troublant procès de Tananarive ,où il est avéré que des prisonniers ont été torturés, et la responsabilité encore plus lourde de la guerre en Indochine, guerre ruineuse pour notre budget, et dont les victimes depuis deux ans, tant du côté français que du côté vietnamien se comptent par dizaines de milliers, sans qu'il soit possible d'entrevoir une paix véritable que l'on pouvait trouver par des négociations loyales en août 1946.

Notre Parti avait comme règle de rester en contact avec les organisations syndicales. Actuellement, le gouvernement et par conséquent le parti socialiste qui y participe, ne sont plus d'accord avec aucune centrale syndicale.

On pourrait montrer sur tous les plans que la participation ministérielle n'a rien apporté au parti socialiste et qu'elle a conduit les socialistes à abandonner progressivement toutes leurs positions essentielles sur les principaux problèmes de l'heure. Et il se trouve que si les masses ouvrières se révoltent contre une politique qui n'est pas d'inspiration socialiste, ce sera un ministre socialiste qui portera la lourde responsabilité et fera porter à son parti la lourde responsabilité du maintien de l'ordre, avec tous les risques que cela comporte.

Comment s'étonner devant ce bilan attristant, que les militants abandonnent le parti, qu'ils désertent nos sections et qu'ils se désintéressent d'une politique qui les déçoit, quand ils ne vont pas grossir les rangs des partis rivaux ?

La crise que traverse le parti est grave, elle n'a pas d'autre cause que les désillusions des militants devant des concessions de mois en mois plus marquées. Il est temps, grand temps, que le Parti se ressaisisse et renonce à cautionner une politique qui n'est pas la sienne. Par conséquent, il faut renoncer à une participation qui, à l'usage, s'est révélée désastreuse et de rester dans l'opposition ,tant que ne se constituera pas un gouvernement résolu à tenir compte sur le plan économique, sur le plan financier, sur le plan colonial, de la volonté des masses socialistes, ou tout au moins de faire une part aux solutions que formule notre programme.

A cette condition seule, le Parti pourra reconquérir son audience et affronter sans peur le verdict populaire.

Exposé de JULES MOCH

MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Le Ministre de l'Intérieur se félicite de la réunion de la Conférence, devant laquelle il veut faire un compte rendu complet de son activité.

1° *Action parlementaire.*

Au Parlement, avec l'aide utile de CORDONNIER, de VANRULEN, de Guy DESSON et de MAZUEZ, Jules MOCH a fait voter quatre textes importants :

— La loi ajournant les élections aux Conseils Généraux, adoptée après de longues péripéties et un nécessaire scrutin à la Tribune au Conseil de la République ;

— La loi sur le mode d'élection du Conseil de la République, qui supprime les « Grands électeurs » peu populaires, ainsi que le mécanisme de la répartition interdépartementale et qui ouvre des perspectives favorables ;

— La loi sur la suppression du droit de grève dans la police, qui pose sur son vrai terrain le problème de l'autorité de l'Etat et de la nécessité du fonctionnement ininterrompu des services de sécurité ;

— L'abrogation, demandée par BORRA et RABIER et soutenue par le Gouvernement, du texte d'exception applicable en Algérie et connu sous le nom de « décret Régnier ».

2° *Grèves et ordre public.*

En présence des événements actuels, deux politiques étaient possibles, entre lesquelles le Ministre de l'Intérieur devait faire un choix. La première était le respect intégral et en quelque sorte brutal de la loi, l'action en force pour faire assurer son respect et la liberté du travail ; la deuxième était une politique d'entente, mais non de faiblesse qui, limitant l'action et même la présence des forces d'ordre aux points essentiels pour assurer la liberté du travail là où existe à la fois une nette majorité voulant travailler et échapper à l'emprise communiste, et aussi un intérêt évident, national, à assurer la reprise du travail.

Jules MOCH répond alors à RIVET, qui l'avait mis en cause à propos d'un accident mortel survenu à Merlebach, en indiquant que, d'une part, il n'y était pour rien puisque cet accident s'était produit pendant les cinq jours de repos qu'il a pu prendre ; que, d'autre part, l'affirmation portée est fausse, la victime n'ayant pas été tuée par la police, mais ayant été étouffée par ses camarades lors d'un mouvement de foule et enfin, en faisant allusion à la démission de RIVET du Groupe Parlementaire, qu'il ne saurait admettre, une démission de ce genre devant entraîner l'abandon du mandat.

Il souligne que son premier et constant effort est d'éviter tout incident, et qu'il a notamment procédé dans les derniers jours à des retraits de forces de police ou qu'il s'est refusé à des manifestations trop visibles de la force publique.

L'organisation actuelle du maintien de l'ordre est d'ailleurs très supérieure à celle de novembre 1947. Une liaison parfaite existe avec l'armée, non seulement entre RAMADIER et Jules MOCH, mais à tous les degrés, grâce à l'institution des Inspecteurs généraux de l'Administration en mission extraordinaire, qui ont action sur toute une Région militaire, qui coordonnent les efforts des diverses autorités, et grâce auxquels il ne sera jamais nécessaire de recourir à l'état de siège. La police est modernisée, motorisée, dotée de milliers de postes de radio et même, depuis peu, d'avions d'observation commandant directement par radiophonie les mouvements de la police motorisée.

« Nous sommes, ajoute Jules MOCH, en mesure de tenir et je voudrais que ceux d'entre vous qui parlent si légèrement de dissolution ou de retour dans l'opposition, se rappellent l'exemple tchèque. » Notre ami fait un parallèle entre la situation des deux pays et souligne que la différence essentielle consiste dans le fait que l'Intérieur, la Défense Nationale et l'Information ne sont pas, en France, aux mains des Communistes. Sinon, le coup de Prague, qui a permis en 40 heures la transformation d'une vieille démocratie en régime totalitaire, pourrait se renouveler à Paris (Applaudissements).

3° *Tactique communiste.*

Jules MOCH veut en ce domaine informer pleinement les militants, sans prononcer une parole imprudente. C'est pourquoi il lit des textes au lieu d'improviser.

Dans le courant de l'été, une note du Kominform au Secrétariat Général du P.C., qui portait encore la signature de JDANOV, mort le 31 juillet, faisait connaître que, quel que dût être le résultat des démarches diplomatiques alors en cours à Moscou, la lutte contre le plan Marshall devait être poursuivie sans relâche en Europe occidentale et plus particulièrement en France ; que tous les moyens de propagande devaient être mis en ligne pour provoquer dans les semaines à venir une vaste campagne d'agitation ; que même si un commencement d'entente s'établissait entre U.R.S.S. et U.S.A., cela ne signifierait pas que les Partis Communistes occidentaux devraient fléchir dans l'action à mener contre la politique « impérialiste » des U.S.A. « C'est, dit Jules MOCH, toujours la double politique : réaliser éventuellement une entente avec les Etats-Unis, mais la saper en sous-main par les Partis communistes, chargés de poursuivre la guerre froide ».

Au reçu de cette note, un dirigeant communiste français a pris contact avec les chefs communistes de la C.G.T., et leur a fait connaître qu'il était indispensable de mener une action de grande envergure dès le mois de septembre ; que, pour cela, il fallait avoir en moins « une grosse fraction de Force Ouvrière » afin que, sous la poussée des militants, les dirigeants de cette Centrale soient contraints d'accepter les mouvements de revendication.

Quelques jours plus tard, un autre dirigeant communiste français faisait connaître à la Russie que d'après des rapports des secrétaires fédéraux du P.C., et des secrétaires de la C.G.T., tout serait prêt pour commencer une sérieuse vague d'agitation à la fin du mois de septembre, spécialement dans le Pas-de-Calais, le Nord, la Moselle, la Loire-Inférieure, le Puy-de-Dôme et la Saône.

Puis, un autre communiste se rendait à Prague pour fournir un rapport complet au Secrétariat général du Kominform.

La réunion de l'O.N.U., à Paris, a permis des pourparlers multiples. Des hommes politiques de l'Europe orientale ont indiqué au P.C., qu'il devait prendre position à fond contre « l'organisation militaire de l'Europe occidentale » et se déclarer prêt à s'opposer à toute

agression contre l'U.R.S.S. ; que l'heure des sacrifices était arrivée ; que toutes les forces prolétariennes devaient être mises en action pour ruiner « les plans militaires devant faire de la France une base d'assaut contre la Russie » ; d'où d'ailleurs, aussitôt, le communiqué du Bureau politique annonçant que jamais la France ne ferait la guerre à la Russie.

Au cours d'autres entretiens plus récents, il a été indiqué aux Communistes français que la lutte contre le plan Marshall devait se doubler d'une lutte contre « les buts de guerre américains » ; que la grève devait aboutir à la chute verticale de l'économie française et démontrer que la présence des communistes au Gouvernement était devenue nécessaire pour éviter ce chaos. Ainsi, l'on pourrait revenir à la tactique de Prague.

Des fonds importants ont été promis. Le P.C. a été informé notamment que Moscou prendrait totalement à sa charge les frais que représenterait la grève des mines et certaines de celles qui suivraient. On a parlé, pour le début, d'une vingtaine de millions par jour, cette somme devant être augmentée par la suite.

Des opérations analogues sont d'ailleurs prévues en Belgique et en Italie.

« Voilà pourquoi, dit Jules MOCH, il faut que nous arrivions, comme en décembre 1947, à dissocier dans l'esprit de la classe ouvrière, tout ce qu'il y a de fondé dans ses revendications économiques de tout ce qu'il y a d'ambitions impérialistes d'un Parti nationaliste étranger. »

4° *Activité du R.P.F.*

Mais nous devons nous battre sur deux fronts. Le gaullisme est peut-être plus redoutable que le communisme. Il dispose de nombreuses complicités. S'il envisageait un coup de force, celui-ci ne tournerait pas à son profit, mais au profit du Communisme, car à un nouveau 6 Février succéderait immédiatement un 9 Février, et il serait à craindre qu'un tel mouvement soit rapidement pris en mains par les Communistes. « Si je ne veux pas de de Gaulle au pouvoir, dit Jules MOCH, je ne veux pas non plus de Thorez » (Applaudissements).

Jules MOCH évoque ensuite son discours à l'Assemblée à propos des incidents de Grenoble. Il y a montré la situation du R.P.F. et de ses « services d'ordre » dont l'un, celui constitué par quelques jeeps, a tiré des coups de feu en l'air, a foncé sur la foule quand elle criait : « A bas de Gaulle », pour dissocier les manifestants.

Jules MOCH a pris ses précautions. C'est ainsi que, récemment, au Manège Japy, il a fait fouiller les 1.200 auditeurs venus à un meeting R.P.F., avec comme consigne d'arrêter quiconque était porteur d'un engin quelconque, fût-ce de boulets de fonte ; de retenir toutes les personnes ainsi arrêtées la nuit au poste et de les déférer le lendemain au Parquet. Il y eut ainsi 26 arrestations, dont 22 R.P.F. et 4 communistes, qui ont été condamnés.

Jules MOCH rappelle ensuite qu'en accord avec RAMADIER, des services militaires de sécurité qui entouraient de Gaulle ont été remplacés par une protection civile, comme celle qui est due à toute personne pouvant être menacée. Il a fallu pour aboutir que RAMADIER fût à la Défense Nationale la même mesure ayant été demandée en juin, mais non obtenue. Un sous-préfet qui avait violé l'interdiction d'assister aux réunions de de Gaulle a été immédiatement révoqué (Applaudissements).

Jules MOCH rappelle ensuite le coût du service d'ordre mobilisé pour protéger de Gaulle contre les contre-manifestations qui, depuis le début de l'année, s'est élevé à dix millions, pour les seuls C.R.S., non compris les frais de déplacement de la Garde, de la Gendarmerie et de l'Armée.

Il cite enfin des extraits d'une récente conférence de presse de de Gaulle, où celui-ci l'appelle « le personnage qui a parlé dans ce qu'on appelle encore le Parlement au nom de ce qu'on appelle encore le Gouvernement », et qui s'est permis « un certain nombre d'allusions à l'égard de celui qui fut son chef militaire et son Président du Gouvernement ». De Gaulle a accusé Jules MOCH d'avoir exploité le cadavre de Grenoble. Jules MOCH réplique que tout serait à lire dans le texte intégral de cette conférence de presse d'où ressort un fascisme de plus en plus affirmé.

Notre ami, pour peser ses termes, comme il l'a fait à propos du P.C., lit alors une note sur le rôle du R.P.F., sa naissance, les obstacles qu'il a rencontrés, le nom du Général de Gaulle ne suffisant pas à créer un mouvement irrésistible ; l'organisation qu'il a dû se donner (centres d'orateurs, inter-groupe parlementaire, groupes d'action ouvrière), puis la victoire des éléments extrémistes, marquée par cette phrase de de Gaulle : « Une épreuve de force entre le pays et le parti communiste est à peu près inévitable. Il faut donc avoir à sa disposition des éléments susceptibles de paralyser l'action communiste, si le Gouvernement alors en place s'avérait incapable de rétablir l'ordre ». D'où les services de protection, les groupes de choc, les Ecoles de Cadre ; d'où aussi la campagne du Timbre, qui a rapporté des sommes élevées.

Jules MOCH fera son devoir de républicain sur ce front comme sur l'autre.

5° *Le Troisième front.*

« Mais, affirme notre ami, mon exposé serait incomplet si je ne disais qu'il y a un troisième front, au moins aussi important parce qu'il permet de mobiliser pour la lutte contre les deux autres. C'est le front du prix de la vie. » « Toutes les fois qu'on demandera l'aide de la police contre les mercantis, son concours total sera accordé » (Applaudissements).

Il faut d'ailleurs être juste, un effort est fait actuellement. Jules MOCH fait ici l'éloge de la loyauté de M. QUEUILLE et lit des instructions envoyées aux Préfets par M. André MARIE pendant qu'il assurait l'intérim de l'Intérieur, instructions qu'il approuve pleinement.

Il montre l'effort fait en matière de ravitaillement et donne lecture de circulaires de M. COUDE du FORESTO, en vue de ramener les prix de la viande à leur juste niveau. Ce plan comporte la fixation de prix d'achats prioritaires, le rattachement des départements producteurs chacun à un département consommateur, la notification de contingents départementaux devant être obligatoirement fournie après répartition entre les communes et dans les communes entre les producteurs, ces prestations étant fixées par les maires ou, à défaut, par les Directeurs départementaux. On essaiera des livraisons à l'amiable par Commissions d'achat ; à défaut, on recourra à la réquisition.

Notre ami annonce pour le lendemain deux arrestations importantes, et d'autres encore plus importantes à Paris le surlendemain (Applaudissements).

« C'est, dit Jules MOCH, le principal problème. Si j'ai tenu à l'inscrire comme une sorte de Troisième front, c'est parce que je considère qu'une victoire sur ce Troisième front est aussi importante que sur les deux autres. »

Il souligne que, dans cet effort, tous les Ministres sont solidaires : le Président du Conseil radical, le Ministre de la Justice radical, le Secrétaire d'Etat au Ravitaillement M.R.P., et les ministres socialistes.

Il a le droit d'ajouter que l'effort des socialistes au Gouvernement a permis cette reconstitution des Com-

missions d'achat et des boutiques-témoin, qui s'ouvrent dans les grandes villes. Les militants doivent rappeler avec fierté cette activité de leurs ministres.

CONCLUSION

Jules MOCH revient sur l'exemple de l'ancienne démocratie tchèque, bien plus frappant que ceux de la Bulgarie, de la Hongrie ou de la Roumanie. Il montre l'absolue nécessité de la lutte sur les deux fronts en même temps que sur le front des prix, et conclut en ces termes : « Nous connaîtrons des hauts et des bas, des avances et des reculs. Nous surmonterons tous les obstacles si nous avons l'appui total, cordial, amical et je dirai presque chaleureux et enthousiaste des militants. » Il ajoute : « Si nous sommes tous solidaires, je porte peut-être en qualité de Ministre de l'Intérieur les plus lourdes responsabilités, celles de défendre la République. Je ne reculerai pas tant que je me sentirai en accord avec vous, tant que vous comprendrez ce qu'il faut faire, que vous me jugerez non d'après ce que l'on colporte, mais d'après ce que nous vous disons. Je connaîtrai encore des difficultés, des hésitations — car on hésite souvent avant de prendre des décisions comme celles auxquelles j'ai dû me résoudre encore cette nuit — parfois même des angoisses. Mais je vous le dis tout net, quand on a de telles épreuves à supporter, la confiance des militants est indispensable pour remplir sa tâche. J'en ai un besoin impérieux pour mener à bien ce combat nécessaire à la défense du Parti, de la liberté et de la République ! »
(Vifs applaudissements. Les assistants, debout, applaudissent longuement l'orateur).

Exposé de CHRISTIAN PINEAU

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

Un très grand nombre de polémiques se sont développées à propos des Plans proposés par les Ministres des Finances successifs, dont la Presse a parlé, généralement avec une parfaite méconnaissance de la question.

Aussi, l'opinion publique a-t-elle eu l'impression que derrière les termes juridiques se cachent de profondes oppositions de doctrine et des manœuvres de politique financière incompréhensibles pour elle.

Il convient donc d'indiquer quelles sont au point de vue technique les principes essentiels des conceptions financières en présence et, pour cela, de rappeler tout d'abord les données constantes de notre situation financière :

a) *Les nécessités de la Reconstruction :* Si les destructions du domaine public sont en partie réparées, la reconstruction privée est à peine engagée. De ce fait, la dette de l'Etat à l'égard des sinistrés demeure encore énorme et pèse lourdement sur l'avenir.

b) *L'insuffisance de nos ressources :* Nous manquons de matières premières et notre équipement est insuffisant. L'ensemble de notre production, même si parfois une bonne récolte agricole peut faire illusion, ne parvient pas à assurer à la fois la consommation intérieure française et un montant d'exportations égal à celui des importations nécessaires. Comme nous ne possédons plus ni l'or, ni les devises susceptibles de compenser le déficit de notre balance commerciale, la France a le choix entre l'asphyxie économique et le recours au crédit étranger.

c) *Le plan Marshall* permet à la France de recourir à ce crédit, mais dans des conditions bien déterminées qu'il n'est pas inutile de rappeler. Le plan Marshall n'est pas destiné à permettre aux Français de mieux vivre et de consommer davantage. Il a exclusivement pour but de permettre à l'Europe, pendant quelques années, de se reconstruire et de se rééquiper de manière à pouvoir, le délai écoulé, assurer son indépendance économique.

Il est financé, non point par les banquiers de Wall Street comme le prétendent un peu ridiculement ses adversaires, mais par l'ensemble des contribuables américains qui acceptent de payer environ 15 % en sus de leurs impôts normaux pour aider l'Europe à vivre. Du fait d'un tel financement, il est normal que l'opinion publique américaine se préoccupe de savoir si les crédits consentis sont employés par leurs bénéficiaires conformément à leur destination. Aussi, le Gouvernement américain ne peut-il admettre que les sommes avancées à la France soient employées à financer le budget ordinaire de l'Etat, c'est-à-dire à dégrever le contribuable français tenu d'y faire face. Il veille au contraire à leur rigoureuse affectation au budget de reconstruction et d'équipement.

Dans la pratique, le plan Marshall se traduit par des envois de matières premières et d'outillage. Ces envois font l'objet de factures en dollars, dont la contre-valeur en francs ne peut être débloquée par une Commission parlementaire américaine que si les garanties sont données quant à son emploi.

d) *Le déficit budgétaire :* L'excès des dépenses de l'Etat et l'insuffisance relative de l'effort des contribuables n'ont pas permis d'assurer l'équilibre du budget ordinaire. Le contribuable français est, en effet, celui d'Europe qui, à l'heure actuelle, paie le moins d'impôts. Mais le partage fiscal est tel que les contribuables honnêtes payent une très large part de ce que les contribuables malhonnêtes ne payent pas. Toujours est-il que le déficit budgétaire se traduit, depuis plusieurs années, par une inflation qui fausse, dans l'économie intérieure, tous les problèmes de répartition et entraîne des dévaluations successives de la monnaie.

Il est bien évident que l'existence même de ce déficit

est contraire aux principes du plan Marshall que nous avons ci-dessus rappelés. D'où la pression constante des Américains sur les gouvernements français pour que ceux-ci fassent l'effort nécessaire pour le résorber.

e) Enfin, *l'anarchie des prix*, anarchie due incontestablement à l'abandon un peu rapide de certains contrôles. Mais aussi et pour une très large part à l'instabilité monétaire.

Dans l'ensemble de notre Pays se produit un phénomène de fuite devant la monnaie qui se traduit par une rétention des stocks et qui oblige le Gouvernement à entrer dans un système de pressions constantes qui seraient infiniment moins dures si nous pouvions rétablir la stabilité monétaire.

Voilà quelques-unes des données essentielles du problème devant lesquels les Ministres des Finances se sont trouvés à la fin de 1947 et au cours de 1948.

LE PLAN MAYER

Au mois de décembre 1947, M. René MAYER s'était trouvé devant une poussée revendicative des salariés qui résultait en grande partie des hausses antérieures des prix des produits alimentaires. L'augmentation des salaires entraînait inévitablement une dévaluation du franc et un accroissement des signes monétaires mis en circulation.

Pour éviter, à la suite de ces opérations, une inflation accélérée qui aurait déséquilibré l'économie française, mis le régime en péril et, peut-être, entraîné le rejet du plan Marshall par le Congrès américain, il fallait prendre des mesures déflationnistes énergiques.

D'où :

— *Le prélèvement exceptionnel* qui opérait une ponction monétaire compensatrice du pouvoir d'achat récemment créé ;

— L'échange des billets de 5.000 francs, qui assurait le succès du prélèvement en décelant les ressources effectivement disponibles ;

— Un premier effort d'économies budgétaires. Ces mesures étaient complétées par la liberté du marché de l'or et des devises, dont l'objet était de permettre certaines importations privées sans contre-partie. En fait, ladite liberté a donné des résultats médiocres en raison de l'incertitude de la situation internationale.

Malheureusement pour l'expérience MAYER, une erreur a été commise : la hausse excessive de l'ensemble des prix industriels. Sans doute paraissait-il logique de permettre aux entreprises, à une époque où les emprunts sont difficiles, voire impossibles, à placer, d'assurer l'auto-financement de leur rééquipement au moyen de marges bénéficiaires supérieures.

Mais, dans une économie mal organisée et incontrôlée, le partage, dans un bilan, entre le rééquipement réel et l'investissement financier improductif est difficile à faire. Les prix industriels ont monté, sans que l'on soit très sûr que la production française y ait trouvé un avantage marqué.

Mais les conséquences de ces hausses ont été graves sur le secteur rural et ont justifié, au début de l'été, des réclamations des organisations professionnelles agricoles.

Alors que M. René MAYER avait voulu recréer l'équilibre entre les prix agricoles et les prix industriels en augmentant les derniers par rapport aux premiers, les cultivateurs se prétendaient lésés et réclamaient un autre équilibre, c'est-à-dire la hausse des prix agricoles par rapport aux prix industriels.

Tout le processus inflationniste allait être remis en marche à une époque où la trésorerie ne pouvait être assurée sans le concours des fonds débloqués du plan Marshall. Il fallait envisager le recours à des avances de la Banque de France ou demander au Pays un nouveau sacrifice, au moins équivalent à celui du prélèvement.

Toutes ces opérations se présentaient dans un climat social défavorable, résultant de la désillusion de la classe ouvrière à l'égard d'une baisse des prix, qu'il eût été prudent de la part des Pouvoirs publics de ne pas lui présenter comme si facilement réalisable.

Il semble que M. René MAYER n'ait pas voulu risquer son nom sur une deuxième expérience, et il y a peut-être là une explication assez profonde de la chute du gouvernement SCHUMAN, en juillet dernier.

L'équité exige toutefois qu'on accorde à cette première expérience un mérite, celui d'avoir assuré une stabilité relative des prix pendant six mois et d'avoir contribué, dans une certaine mesure, à l'assainissement des Finances Nationales.

LE PLAN REYNAUD.

Dans l'histoire financière de l'après-guerre, le passage, durant un mois, de M. Paul REYNAUD, au Ministère des Finances, apparaîtra comme une étrange aventure.

Il peut être un peu tôt pour une reconstitution ; il semble toutefois possible de la tenter.

L'ancien Président du Conseil arrive au Ministère des Finances avec la certitude absolue que ses prédécesseurs ont été des incapables, que toutes les tentatives de l'après guerre ont été des échecs et qu'il faut effacer le Passé. Il constate la crise monétaire, mais au lieu de l'attribuer à une situation de fait, résultant de la guerre, il lui donne pour unique cause, un manque de confiance du contribuable ou du prêteur à l'égard de l'Etat. La présence au Ministère des Finances d'un homme intelligent, capable, ayant fait ses preuves dans le Passé doit, dans son esprit, renverser la situation et recréer cette confiance, dont la disparition est la cause de tout le mal.

Comme il connaît mal, faute d'une documentation récente, les difficultés de l'approvisionnement français et les goulots d'étranglement de la production, il croit que celle-ci peut augmenter miraculeusement par un effort accru de la classe ouvrière. Il veut renouveler avec les données qu'il croit identiques, mais qui sont totalement différentes, son expérience de 1938.

Son plan est à peu près celui-ci :

Le Retour de la Confiance aidera à placer dans le public les emprunts qui permettront au Trésor de faire ses échéances de fin d'année. Une politique d'expansion de crédits facilitera la trésorerie des entreprises, sans faire apparaître, au bilan de la Banque de France, l'inflation sous une autre rubrique que celle du « Portefeuille des effets de commerce ». L'augmentation de la durée du travail, dans un climat d'euphorie patronale, assurera le développement de la production. Une partie du bénéfice supplémentaire ira aux salariés, une autre aux entreprises qui pourront investir, une troisième à l'Etat, ce qui accroîtra les ressources budgétaires.

Une politique rigoureuse d'économies immédiates dans tous les domaines, M. Paul REYNAUD a l'illusion qu'on peut abattre tous les murs en laissant la maison debout, assurera l'équilibre définitif du budget.

Il ne restera plus à faire que l'opération monétaire finale, la création d'une nouvelle monnaie dont le cours sera stabilisé par rapport à celui des monnaies internationales appréciées.

Ce plan, certainement cohérent dans l'esprit de

M. REYNAUD, n'avait pas de bases très solides. M. Paul REYNAUD en commence l'application par l'annonce aux agriculteurs d'une politique nouvelle dont la première conséquence sera une hausse des prix de la viande et d'un grand nombre de produits alimentaires.

Les crédits en banque augmentent de 75 milliards au désespoir du Conseil de la Banque de France... mais la confiance ne renaît pas pour autant. Il faut dire que la tension internationale, la crise de Berlin, auxquelles M. Paul REYNAUD n'a pas attaché une importance psychologique suffisante, décourageraient les capitalistes les plus persévérants.

Ce sont les Américains qui, semble-t-il, rappellent le Ministre des Finances aux contingences.

Ils ne veulent pas d'inflation, et l'inflation apparaît aussi bien pour eux lorsqu'ils lisent le bilan de la Banque de France, tant aux postes commerciaux qu'à celui des avances à l'Etat. Ils ne veulent pas que le déficit du Budget soit financé par des emprunts, mais ils estiment que le contribuable français doit faire des sacrifices équivalents à ceux que consent le contribuable américain pour aider l'Europe.

En bref, il apparaît que le plan envisagé ne suffit pas pour que le déblocage des crédits Marshall soit consenti par les Etats-Unis.

M. Paul REYNAUD doit modifier en quelques jours des conceptions qu'il a mûries pendant dix ans et repenser tous les problèmes sur des nouvelles données.

Pendant ce temps, l'opinion publique attend et s'inquiète. On lui a promis un « Plan Reynaud » ; il lui faut un « plan Reynaud ».

Alors, comme d'habitude, on fouille les fonds de tiroir des services de la rue de Rivoli et, en quelques jours, on improvise un nouveau Plan de compression fiscale, dont l'esprit est absolument opposé à celui du premier.

Effort nouveau demandé au Pays, économies budgétaires, tout cela est classique et ne contient rien en soi de nature à entraîner une crise politique. Mais la hausse des prix agricoles a été imprudemment déclenchée, la politique de baisse des prix a été dénoncée devant l'opinion publique. Aussi, toutes les revendications sociales se ranimant-elles. Il faut à la classe ouvrière une compensation. Or, M. Paul REYNAUD — et ce point est extrêmement important, car il explique la position des Ministres socialistes au sein du Gouvernement A. MARIE — interprète cette volonté de la classe ouvrière comme une volonté des salariés d'améliorer leurs conditions de vie dans une situation étale de la production.

C'est là, une nouvelle erreur psychologique. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit, mais d'un transfert de pouvoir d'achat. Pour une production déterminée, l'augmentation du pouvoir d'achat d'une seule partie de la population entraîne à l'évidence une diminution de celui des autres parties. Les avantages nouveaux accordés à l'agriculture ne peuvent se traduire que par une aggravation de la situation des citadins. Trouver une « compensation », c'est simplement faire, par la voie fiscale ou par une augmentation des salaires, un transfert de pouvoir d'achat en sens inverse.

Or, que contient le projet n° 2 de M. Paul REYNAUD ?

— Une augmentation du taux des impôts cédulaires, à l'exception de l'impôt sur les traitements et salaires, et de l'impôt général sur le revenu. On obtient ainsi un transfert incontestable de pouvoir d'achat.

—Une augmentation de certains prix de produits et services vendus par l'Etat. La nécessité de cette hausse est évidente pour les produits et services dont la vente est déficitaire, à moins de rétablir des subventions économiques dont l'expérience a montré qu'elles étaient catastrophiques en période de déficit budgétaire. Mais elle l'est moins pour des produits comme le tabac dont le prix a une incidence appréciable sur le minimum vital.

— L'annonce d'économies massives. Une nouvelle fois, tout le monde est d'accord sur l'ensemble et chacun se prépare à défendre en détail les services auxquels il s'intéresse.

— Une augmentation des salaires, destinée à éponger exclusivement les hausses en cours de réalisation, mais aucune des hausses survenues depuis le précédent rajustement.

— Enfin, *rien, absolument rien*, sur l'effort qui doit et peut encore être tenté à l'égard de certains prix dont le caractère spéculatif est évident et dangereux pour la stabilité sociale.

Tenter une aventure sur ces bases, c'était courir au-devant de mouvements sociaux si graves qu'ils eussent fait échouer toute l'expérience et entraîné, par la force, une hausse des salaires incompatible avec la stabilité de la monnaie.

M. Paul REYNAUD se trouva du jour au lendemain, privé des concours politiques dont il avait besoin, et il abandonna le Ministère des Finances en laissant le Pays dans une situation financière plus sérieuse que celle qu'il avait si durement reprochée à son prédécesseur.

LE PLAN PINEAU.

C'est dans ces conditions que j'ai été amené à prendre la succession de Paul REYNAUD. Je n'avais ni le prestige, ni l'autorité de l'ancien Président du Conseil et mon passé syndicaliste dressait contre moi à priori l'opinion de la Bourse et de la Haute Banque. Le problème de la Confiance ne pouvait donc pas se poser pour moi.

Il est toutefois curieux que les mêmes journaux m'aient reproché simultanément de reprendre l'expérience Paul REYNAUD et de vouloir innover dangereusement en matière financière.

La vérité est que pendant mon court séjour au Ministère des Finances, j'eus surtout à envisager les moyens de faire face à une grave crise de trésorerie. Si, avant le 30 septembre, les crédits MARSHALL n'étaient pas débloqués, l'échéance de fin de mois ne serait pas faite sans recours aux avances de la Banque de France, c'est-à-dire, à l'inflation directe et publique.

Or, le déblocage ne pouvait être obtenu sans un équilibre préalable du Budget de 1948. D'où la nécessité de demander au Pays, un effort financier égal au déficit probable, soit environ 80 milliards en quatre mois, l'équivalent du prélèvement exceptionnel.

Le « PLAN PINEAU » puisqu'on l'a appelé ainsi dans la Presse, prévoyait notamment :

— un effort fiscal inévitable comportant pour deux tiers, le recours à l'impôt direct — qui a beaucoup moins d'incidence sur le coût de la vie que l'impôt indirect — qui a beaucoup moins d'incidence sur le coût de la vie que l'impôt indirect — et pour un tiers seulement à l'impôt indirect ;

— une application immédiate d'une partie de la réforme fiscale par la suppression de l'impôt sur les salaires, mesure très importante et qui correspond à une très vieille revendication du parti socialiste ;

— des mesures effectives contre la fraude, notamment l'impôt sur les voitures automobiles des sociétés ;

— la hausse des prix des produits et services déficitaires, mais aucune hausse du prix du tabac ;

— un changement de la politique trop libérale des prix précédemment pratiquée et un retour à la taxation à tous les stades en matière de viande,

Pour compléter ce programme, nous avions obtenu du Président du Conseil cet acompte de 2.500 francs destiné à compenser le déplacement du pouvoir d'achat.

Le plan ne comprenait, contrairement aux insinuations des petits journaux de chantage qui gravitent autour de lo Bourse, aucune aventure spectaculaire susceptible de jeter l'affolement dans l'opinion publique et d'aboutir à une désorganisation de l'économie.

On sait le sort réservé à ce projet.

LE PLAN QUEUILLE.

Le Président QUEUILLE prit le Ministère des Finances dans les mêmes conditions que moi avec toutefois, huit jours de moins devant lui pour assurer son échéance de fin de mois.

Mais il bénéficiait d'une situation politique plus favorable qui lui permettait d'espérer le vote par le Parlement d'un projet fiscal dans des délais raisonnables.

Certains journaux ont écrit que le Plan QUEUILLE résultait des travaux préparatoires de mon équipe.

Le fait est exact dans une certaine mesure. Pendant une semaine un projet fiscal assez complet avait été élaboré ; il restait aux collaborateurs directs du nouveau Ministre des Finances à faire un choix et une mise au point. Toutefois, on peut relever quelques différences appréciables :

— l'une en faveur du Plan QUEUILLE, à savoir la renonciation à toute majoration de la taxe à la production ;

— l'autre en sa défaveur, à savoir l'augmentation du prix du tabac, tempérée, il est vrai, par des exonérations pour les catégories de tabac dites « populaires ».

Sur le plan des salaires, il était pratiquement impossible même en déplorant une telle impossibilité, de ne pas opérer un rajustement équitable. Il semble que le Président QUEUILLE et moi n'avons pas été éloignés l'un de l'autre sur ce point.

Mais la différence fondamentale entre les deux plans demeure la question des prix : action directe sur ceux-ci dans un cas mesures « souples et prudentes » dans l'autre.

Ce sont en réalité des oppositions de doctrine, mais les faits sont si puissants qu'ils entraînent peu à peu un libéral comme M. QUEUILLE dans la voie d'une lutte effective contre la spéculation, donc d'une action directe sur les Prix.

Il est prématuré de prévoir ce que deviendra le plan QUEUILLE. Il a en tout cas bénéficié au départ d'un élément favorable : le déblocage par les Américains — après le vote par le Parlement des projets fiscaux — d'une partie appréciable des crédits MARSHALL, ce qui a considérablement allégé la Trésorerie.

Mais il se trouve devant une situation qui résulte, certes pour une part du mécontentement de la classe ouvrière — frappée surtout par l'injustice sociale — mais aussi de l'action de certains éléments politiques qui veulent à tout prix torpiller l'organisation européenne.

Le Plan MARSHALL, si nous en profitons pour rééquiper la France, et c'est là, un impératif catégorique, doit nous permettre dans quatre ou cinq ans, d'assurer notre relèvement et notre indépendance économiques.

L'abandon de ce plan provoquerait l'anémie de notre économie, le chômage et créerait un climat permettant aux communistes de réaliser dans notre Pays, les opérations qu'ils ont réussies dans d'autres.

Il va donc s'agir dans l'avenir, non seulement de choisir entre des solutions de politique intérieure, mais aussi, de prendre parti sur la politique extérieure de la France. Resterons-nous demain une démocratie libre ou deviendrons-nous une proie sur l'échiquier des démocraties populaires de système russe.

C'est là, le choix fondamental à faire. Quant à moi, j'estime que pour un socialiste, le choix ne peut faire de doute. Il faut nous battre pour la liberté des échanges internationaux, contre l'autarcie, contre la dictature. Et je ne vois pas qu'une autre solution soit possible.

Les communistes ont l'intention de tout faire pour provoquer une expérience gaulliste, dans la pensée que De Gaulle se fâchera avec les Américains, ce qui mettra fin au plan MARSHALL et conduira peut-être à une nouvelle alliance avec la Russie.

Il convient de réfléchir à cette concordance de la politique communiste et de la politique gaulliste qui, toutes deux, couperont la France de ses alliés occidentaux. Les buts ne sont pas les mêmes, mais les résultats se rejoignent.

Exposé de MARCEAU PIVERT

(Membre du Comité Directeur)

Il n'y a eu, jusqu'à maintenant, que quelques allusions à la situation internationale.

Or, c'est celle-ci qui commande tous les problèmes de politique intérieure et c'est parce que nous sommes très inquiets de la manière dont on s'est engagé dans une politique d'alliance militaire qui peut conduire à la guerre. que nous sommes décidés à poser le problème de la participation ou de la non-participation, en fonction d'une véritable orientation internationale du socialisme.

La participation ministérielle est une question de tactique, tandis que l'orientation générale de la politique socialiste est une question fondamentale. Que signifient les dangers de guerre qui réapparaissent ? Ceci : c'est le régime capitaliste qui est en crise profonde et qui ne peut plus se prolonger, se survivre qu'en détournant une fraction de plus en plus importante des forces productrices vers la militarisation et la destruction.

Par conséquent, le problème même de la révolution est posé à l'échelle internationale, mais il exige une prise de conscience très claire de la part de toutes les couches sociales qui ont intérêt à modifier la structure actuelle du monde et à créer une société moins chaotique et plus civilisée. Pour cela, le fonctionnement maximum de la démocratie intérieure du Parti est indispensable, car c'est sur le problème de la guerre et de la paix que la fonction internationale du socialisme peut et doit le mieux fournir ses solutions et entraîner derrière elle l'ensemble des masses populaires.

De quelle guerre d'ailleurs s'agit-il ? De massacres auprès desquels les destructions de Hiroshima et Nagasaky seraient des jeux d'enfants. Les techniciens qualifiés estiment qu'au cours de la première nuit de bombardement aérien, avec les nouvelles bombes atomiques, 40 millions de victimes seraient couchées dans la tombe. Pour préparer cette destruction, la société capitaliste qui a cependant détruit les puissances militaires allemande, italienne et japonaise, dépense actuellement 1.000 milliards de francs par mois. L'amplitude de ce phénomène commande toutes les autres questions, et c'est pourquoi, au dernier Congrès du Parti, nous avons exigé une réduction massive des crédits militaires, non seulement pour des raisons financières ou économiques, mais encore comme expression d'une orientation politique qu'il nous faut maintenant préciser.

La militarisation recommence, les états-majors combinés sont au travail. Leurs conférences et leurs plans pourraient sans doute s'expliquer et même se justifier dans une certaine mesure s'il s'agissait d'organiser la défense d'une Europe décidée à protéger son indépendance et ses libertés, mais il semble que ce n'est pas de cette Europe qu'il s'agit. Tous les travaux actuels sont subordonnés à des considérations stratégiques de l'état-major américain, ce qui entraîne une fabrication standardisée des munitions et des armements sur le type américain, puis une doctrine commune militaire et stratégique dont les conséquences sont incalculables, non seulement pour notre budget, mais encore pour notre politique. Ainsi notre Parti semble déjà engagé dans un bloc militaire et nous ne pouvons vraiment pas mentir à la classe ouvrière en lui promettant une amélioration de ses conditions d'existence, car il nous faudra bien payer par exemple les trois cents chasseurs à réaction dont il est question, et bien d'autres instruments qui n'ont rien à voir avec la production des objets de consommation courante. Nos camarades britanniques sont aussi devant les mêmes problèmes ; demain, les Italiens et les Allemands seront sollicités par le même choix. Si nous avons le désir d'imposer dans tous les domaines des solutions socialistes, il nous faut commencer par répondre à cette situation en refusant de nous laisser intégrer dans un bloc militaire. Tous les socialistes d'Europe, tous les éléments démocrates, devraient être d'accord pour une telle politique.

Je réponds en passant à l'hypothèse émise par GAZIER d'un accord possible entre l'Amérique et les Russes. En effet, cet accord est possible. Il serait provisoire. Il constituerait une trêve, mais le problème resterait le même, car pendant cette trêve la course aux armements continuera et si des camarades ici entrevoient la possibilité d'une collaboration au Gouvernement avec des communistes, cela signifie qu'ils sont prêts à accepter, quand les communistes le préconiseront, comme ils l'ont déjà fait, l'asservissement de la classe ouvrière, la prolongation des heures de travail, l'intensification des armements. C'est, en effet, le régime qui est déjà installé à Prague : les ouvriers produisent plus que l'an passé, mais ils produisent surtout des armes et leurs boutiques se vident de denrées de consommation. Ils en sont au régime de la saccharine afin de mieux préparer la guerre.

Voici donc notre cri d'alarme. Nous ne voulons pas contribuer à la militarisation et à l'asservissement de la classe ouvrière en vue de préparer la troisième guerre, et nous refusons toute collaboration avec les agents des deux impérialismes, même et surtout quand ceux-ci sont installés dans la classe ouvrière elle-même qu'ils contribuent à conduire à la catastrophe.

Pour nous socialistes la guerre est précisément le moyen, le seul moyen dont dispose le régime capitaliste pour prolonger son existence. En ce moment la préparation de la guerre creuse la tombe de nos libertés, car c'est de Gaulle qui apparaîtra bientôt à la grande bourgeoisie internationale comme le meilleur instrument de cette militarisation. Ainsi donc, nous sommes disposés, et nous l'avons prouvé, à favoriser toutes les coalitions démocratiques destinées à permettre à la classe ouvrière de reprendre conscience de sa mission internationale, mais nous ne pourrons pas le faire en acceptant que ses efforts de conciliation soient utilisés pour la préparation de la guerre.

Cette orientation signifie que nous n'acceptons pas l'idée de lutter contre le stalinisme par des moyens militaires, mais au contraire, par des moyens politiques et c'est ici que nous affirmons le rôle historique du socialisme démocratique international. Nous devons reprendre la classe ouvrière aux staliniens qui, comme les gaullistes, jouent le jeu terrible de la préparation à la guerre, qui sont déjà installés dans la guerre. Nous devons faire la preuve qu'il existe une solution démocratique et socialiste, et c'est en ce moment même que nous devons faire le choix décisif pour nous orienter vers la construction d'une véritable démocratie sociale européenne.

De ce point de vue, la politique économique que le Parti socialiste doit imposer ne peut être que celle qui protège

et qui élève le niveau d'existence de la classe ouvrière elle-même.

La lutte contre la guerre, contre la dictature, c'est déjà la lutte contre la misère. Il ne s'agit pas pour nous d'essayer de faire triompher une thèse de minorité ou de personnalité, mais c'est au contraire la conception générale du socialisme qui doit finir par s'imposer, non seulement à l'ensemble du Parti, mais encore à l'ensemble des forces sociales qui en France et en Europe ont encore à l'heure actuelle la possibilité de modifier le cours des événements. Si vous vous engagez dans la militarisation, la misère s'aggrave, vous jetez le prolétariat dans le désespoir et vous l'obligez à accepter la direction stalinienne pour ses combats. C'est ici que nous rappelons les faiblesses qui ont pu nous diviser au cours des crises récentes lorsque nos alliés de la majorité gouvernementale n'ont pas voulu accepter que le ministère des Finances et de l'Economie, qui était détenu par un socialiste, soit entre les mains du Parti en vue d'appliquer ses solutions. Il est apparu avec clarté aveuglante que ce qu'on voulait en réalité, c'était nous utiliser pour faire la politique des autres. A ce moment, j'ai dit non et c'est pourquoi j'ai voté contre l'investiture à M. Queuille.

Maintenant, la situation s'est encore un peu plus dégradée. Il importe donc que le Parti réagisse. Il doit traduire énergiquement les besoins et les aspirations de la classe ouvrière. Il doit imposer les mesures de salut public qui bloqueront la hausse des prix, et réduiront la marge scandaleuse des profits et des spéculations. Il doit mobiliser autour de lui toutes les forces démocratiques, syndicales, pacifistes, qui ont échappé à l'influence gaulliste ou stalinienne. Il doit prendre le langage viril et audacieux que des millions de victimes attendent, il doit apparaître comme le champion de l'indépendance européenne, de la troisième force internationale qui a autre chose à faire que de se laisser disloquer entre deux grandes puissances, qui doit au contraire planifier l'Europe, socialiser les industries-clés, guider les forces anti-impérialistes des autres continents dans leur marche vers l'émancipation. En face de la démocratie populaire oppresseuse. En face de la démocratie capitaliste impuissante, il nous faut créer les conditions d'une démocratie sociale vivante, active, créatrice. Ceci implique que nous en finissions avec le colonialisme qui fusille nos meilleurs alliés. Ceci implique que nous en finissions avec la dispersion et les contradictions permanentes dans l'attitude des différents partis socialistes en face des même problèmes.

En Pologne, sous l'influence stalinienne comme sous l'influence américaine, on interdit de nous envoyer du charbon ou bien on exige des dollars pour le payer. Dans la Ruhr, les grandes puissances se disputent le contrôle des mines que les Allemands veulent socialiser, mais que les grands impérialismes veulent contrôler, et dans nos mines du Nord le charbon français est bloqué par une grève dont les bases économiques sont justifiées par la pauvreté des résultats économiques, politiques que nous avons obtenus, mais dont le développement est commandé par des raisons de stratégie internationale.

Quelle ne serait pas la force du mouvement socialiste européen revendiquant partout la propriété collective et la planification de l'extraction charbonnière à travers toute l'Europe. Là se trouve la solution de l'abondance, surtout si on décide que ce charbon ne servira plus à faire des tanks, mais à faire des tracteurs ou des locomotives. Même dispersion et même désordre dans l'attitude des différents représentants du socialisme international. Chacun d'eux est obligé, puisqu'il s'est affirmé dans le cadre national, de subordonner ses perspectives à des forces sociales adverses. C'est Reuther, secrétaire du grand Syndicat de l'automobile américain, qui fait campagne pour Truman. C'est Prieto, qui est obligé de traiter avec les monarchistes espagnols. C'est Saragat, qui est subordonné à de Gasperi. C'est Schumacher, obligé de tenir compte de l'influence de la sidérurgie américaine. Ce sont nos propres ministres socialistes français qui doivent faire passer leur préférence après les exigences du Quai d'Orsay, et c'est Bevin lui-même qui est encore trop souvent prisonnier de la bastille du vieil impérialisme britannique, le Foreign Office, et cependant tous ces hommes sont socialistes. L'heure est venus de les rassembler dans une politique internationale commune, appuyée sur les alliés du socialisme qui sont innombrables mais dispersés.

C'est ce que nous dirons au Conseil National du 14 novembre et nous pensons que notre langage, quelles que soient les conséquences qu'il pourra entraîner sur le plan gouvernemental, qu'il y ait crise ou qu'il n'y ait pas crise, sera de nature à rallier rapidement autour du socialisme tous ceux qui, en face des dangers terribles de dictature, de misère accentuée et de guerre, accepteront de lutter sous la direction d'un grand parti pour la démocratie sociale, pour la liberté et pour la paix.

Exposé de ROBERT LACOSTE

MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce tient à informer ses camarades du Parti du déroulement des mouvements de grève extrêmement graves qui ont affecté les entreprises nationalisées relevant de son Ministère.

Les deux mouvements intéressant l'Electricité et les Charbonnages sont d'inégale importance. Ils avaient comme motif initial ce qu'on a appelé « les Décrets Lacoste » ; mais, depuis le début, d'autres motifs sont venus s'y substituer.

Robert Lacoste indique quelles étaient les raisons qui ont inspiré les décrets en cause : « Je pense profondément, dit-il, que nous sommes arrivés à un point où rien n'est plus important pour nous que de faire digérer les Nationalisations par notre économie, et d'en assurer la pérennité en les soumettant aux règles communes de la compression des frais généraux et des prix de revient ».

« En effet, il faut que toutes les couches de la population soient convaincues que les entreprises nationalisées sont rationnellement et objectivement gérées. C'est à cette condition que dans l'avenir, on pourra faire appel au crédit public pour assurer leur financement. D'autre part, la situation économique où nous nous trouvons est caractérisée par la lourdeur des prix, ce qui entraîne la fermeture progressive de nos débouchés d'exportation ; cela commande de tout faire pour que les prix industriels de base, en particulier, celui du charbon, soient le moins lourd possible.

Le prix du charbon retentit sur tous les prix industriels.

« C'est notre devoir, étant donné que nous voulons sauver le secteur nationalisé de le gérer le plus économiquement possible ».

Les industries nationalisées ne peuvent être distraites de la loi commune. C'est ainsi que l'on défendra véritablement les nationalisations.

Et Robert LACOSTE précise : « Le jour où, me débarrassant d'une certaine discrétion que je crois toujours de mon devoir d'apporter dans mon comportement quotidien, je pourrais énumérer toutes les menaces dont nos nationalisations ont fait l'objet et auxquelles il a fallu tenir tête, jour après jour, vous seriez sûrement surpris, et vous serez surpris que d'autres camarades qui travaillent dans ces industries nationalisées, aient pu ne pas comprendre toute la portée d'initiatives que le Gouvernement a prises tout récemment ».

Les assurances ont été données aux organisations syndicales que les représentants du Personnel siégeraient dans les Commissions chargées de donner leur avis sur la compression des frais généraux et des frais d'effectif, au même titre que les représentants des exploitants, c'est-à-dire de l'Etat.

En ce qui concerne « Electricité et Gaz de France », le problème de l'Utilisation des ressources du Comité Central des Œuvres Sociales (ressources qui s'élèvent à plus de un milliard et demi) devait être résolu. En effet, qui peut penser qu'un pareil budget puisse rester sans règle de contrôle, car ces sommes immenses sont prélevées sur l'ensemble des consommateurs et réparties par un Comité composé de gens élus au scrutin majoritaire. Dans ce domaine, les négociations patientes et longues ont abouti à un accord.

En ce qui concerne les Charbonnages, la situation est plus grave. On se trouve devant un mouvement tendant à la paralysie de l'économie de tout le pays. Pourtant, tout a été mis en œuvre (car c'est le devoir d'un ministre socialiste) pour éviter les incidents, les bagarres qui pèsent quelquefois, après les grands conflits sociaux, sur la conscience de la Nation. On a tenté d'exploiter la mort d'un mineur. L'autopsie a révélé qu'il s'agissait d'une mort accidentelle due à une embolie.

Des menaces sont proférées pour influencer les dirigeants et terroriser les faibles.

Mais il y a pire : pour la première fois, des exploitations faisant partie du patrimoine national, les cokeries dont la valeur se chiffre par dizaine de milliards, et qui alimentent en gaz toute la population ouvrière du Nord et du Pas-de-Calais ont été arrêtées.

Le devoir du Gouvernement était de faire appel aux mineurs pour assurer la conservation de ces établissements si coûteux. En cas de refus, la réquisition de tous les hommes nécessaires était décidée.

Alors que les délégués de la C.G.T., MM. LECŒUR et DUGUET avaient quelques jours avant, refusé de laisser assurer cet entretien, l'épreuve de force qu'on avait annoncée, n'a pas eu lieu et les dirigeants de la C.G.T. ont accepté d'assurer la conservation de nos cokeries.

« Je considère, ajoute le Ministre, que cette partie est gagnée parce que nous avons été honnêtes et décisifs ». Dans cette préparation d'un climat de détente, nous avons trouvé, du côté de nos amis et camarades de Force Ouvrière, un très bel état d'esprit.

Les mesures que le Gouvernement a prises en faveur des mineurs sont enregistrées avec satisfaction par F.O. et la C.F.T.C. qui conviennent publiquement que les promesses ont été intégralement tenues. Puisque la preuve a été donnée que le Gouvernement a fait tout ce qu'il pouvait sur le plan de la revendication professionnelle et économique, F.O. et la C.F.T.C. demandent maintenant un nouveau référendum. Leur suggestion rencontrent du reste une audience bien plus large que les dirigeants de la C.G.T. ne le croyaient.

Il nous faut espérer que la détente interviendra le plus rapidement possible, car nous avons perdu en une semaine près de 700.000 tonnes de charbon ce qui représente 35 à 40 jours de fonctionnement pour « Electricité et Gaz de France ». C'est pourquoi, il est nécessaire de rétablir des restrictions de consommation d'Electricité, restrictions qui atteignent gravement certaines dustries comme l'Electro-Métallurgie et l'Electro-Chimie.

Nous nous trouvons devant un plan de bataille considérable qui doit provoquer l'effondrement de la France car, par cet effondrement, on an ule, sur le continent, la pièce maîtresse de l'Europe Occidentale. Les ordres

du jour des organisations de la C.G.T. ne les cachent même plus et, après cette grève, d'autres éclateront ailleurs ou de nouveau dans les Charbonnages.

Ces grèves ont trouvé un terrain favorable, en raison de l'immense déception causée à la classe ouvrière la hausse constante des prix des denrées alimentaires depuis l'été dernier. « Il est bien évident que les événement politiques se succèdant, interrompant la continuité de l'effort, ont renversé tout d'un coup, la tendance à la baisse ».

Mais on ne maîtrisera la course des prix et des salaires que lorsqu'on aura résolu le problème monétaire. En raison de l'incrédulité monétaire (qui date du reste du jour de l'armistice de 1940 et qui n'a fait que s'amplifier), les prix sont des prix spéculatifs et non des prix économiques.

Toutes les mesures que l'on pourra prendre ne seront que des paliatifs jusqu'au jour où ayant réalisé l'équilibre entre les prix et les salaires, les revenus et les charges de toutes natures, on aura le courage de fixer une nouvelle monnaie et de la défendre à n'importe quel prix.

Et, précisant sa pensée, Robert Lacoste s'écrie : « Tant que vous n'aurez pas fait cela ,vous laisserez dans ce pays des facteurs de pourrissement contre lesquels vous ne pourrez rien ».

Quand on se rappelle l'évolution des finances allemandes sous la République de Weimar, on voit comment, à un moment donné, on ne peut plus arrêter l'inflation par l'impôt, car l'impôt finit par devenir un facteur supplémentaire d'inflation.

— Pourquoi, du reste, ce climat de pessimisme dans le pays ?

—Pourquoi nie-t-on partout les progrès immenses qui ont été réalisés ?

« Nous avons, depuis quatre ans, accumulé les réalisations dans le domaine de la construction des biens d'équipement. Y a-t-il un pays au monde où on aurait été aussi discret qu'on l'a été en France à propos des réalisations de notre programme de mise en valeur de nos sources d'énergie hydro-électrique ?

Avant la guerre, nous faisions 500 millions de Kwh par an. Nous en disposons actuellement d'un milliard et nous sommes prêts d'atteindre deux milliards.

En même temps, notre outillage industriel a été complètement rénové et notre outillage agricole développé d'une façon considérable. Les magasins, les foires et marchés sont largement approvisionnés en biens de consommation.

La production agricole n'a jamais été aussi abondante. « Et c'est ce pays qui a montré d'une façon croissante sa santé robuste et profonde, c'est ce pays qui doute de lui-même, qui se refuse à faire le dernier acte de son redressement : la réforme fiscale et la réforme monétaire ! » On voit des catégories entières de citoyens défendre des intérêts purement corporatifs, menaçant de ne plus payer d'impôts, de charges sociales.

Tout cela accompagné d'une campagne contre les Gouvernements, simplement parce que ce sont des gouvernements parlementaires.

C'est ce qui impose au Parti Socialiste cette stratégie de défense républicaine qui est surtout la manifestation d'un courage patient.

Les grèves actuelles déclanchées dans notre Pays et qui menacent l'Italie et la Belgique ont pour but justement d'empêcher le développement du socialisme en Europe Occidentale où nous avons su, à la fois décider les Nationalisations, et conserver un secteur économique libre où l'initiative individuelle et les qualités professionnelles peuvent s'épanouir. Il faut que cette entreprise réussisse, si nous voulons que le Socialisme subsiste.

On imagine facilement jusqu'à quel point, notre niveau de vie baisserait, si par suite d'un déferlement soviétique jusqu'aux rives de l'Atlantique, l'Europe était totalement isolée de ses échanges internationaux sans lesquels, il n'y a pas d'Europe, ni de civilisation.

De l'autre côté, certains voudraient nous imposer l'impératif de l'entreprise privée seule, c'est-à-dire de la spéculation avec ses injustices.

Il faut rompre ce dilemne. le plus rapidement possible.

« Nous devons constituer un ensemble de pays qui ne soient tournés ni contre un peuple, ni contre un autre et qui fièrement et vaillamment forgent eux-mêmes leurs conditions de vie qui ne peuvent être que les principes mêmes d'un socialisme libéral.

C'est la grande tâche du parti socialiste dans les années qui viennent et s'il veut la mener, il ne faut pas qu'il disparaisse et pour ne pas disparaître, il faut qu'il se montre capable de répondre aux responsabilités que l'histoire a mises sur ses épaules.

Ce ne sont pas les responsabilités qu'il attendait d'un programme qu'il avait prévu dans sa doctrine ou ses thèses. Les seuls moyens d'y faire face, c'est de continuer l'œuvre qui, à certains, paraît peu brillante, mais qui est d'être patient courageusement et de maintenir avant tout l'idéal de la République, de la Démocratie, de maintenir les facteurs profonds de notre économie.

Cette tâche est dure et humble, mais elle est grande et il faut, pour la poursuivre, beaucoup de courage.

Exposé de DANIEL MAYER

Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale.

L'AUGMENTATION DE SALAIRES DE 15 %.

La dernière augmentation de salaires de 15 % se décompose en trois parties. Il eut certes, été plus spectaculaire pour la propagande de déclarer qu'il s'agissait uniquement d'une augmentation de 15 % hiérarchisée. Mais l'une des trois parties est suffisamment révolutionnaire pour justifier ce décompte.

En première partie, il est accordé 7 francs de l'heure à tous les travailleurs, depuis le manœuvre-balai jusqu'aux grades les plus élevés de la hiérarchie. Cette somme est uniforme quel que soit le montant du salaire auquel elle s'ajoute.

En deuxième partie, cette absence de hiérarchie est corrigée par la suppression de la cédule des traitements et salaires. Les 85 milliards qu'elle rapportait à l'Etat sont remplacés par une taxe de 5 % sur le montant global des salaires, taxe qui sera payée par le Patronat. Aucun Gouvernement, fut-il le plus conservateur, ne pourrait rétablir un jour la cédule des traitements et salaires. Il s'agit donc d'une mesure révolutionnaire et définitive qui est une sorte de transfert du pouvoir d'achat de la classe patronale à la classe ouvrière. Toutefois, il est bien évident que les salariés chargés de famille, exonérés de l'impôt sur les traitements et salaires, ne bénéficieront pas de la suppression de la cédule.

La troisième mesure a justement pour effet, de corriger cette injustice en accordant des sommes supplémentaires aux pères de famille par un relèvement du taux des allocations familiales.

LE PROBLEME DES ZONES DE SALAIRES.

En ce qui concerne les zones de salaires, le principe de l'éventail, tel qu'il existe, partant de zéro (zone parisienne) à — 25 % pour les régions les plus reculées, n'est pas un éventail trop large. On en a la preuve, lorsqu'on constate que la marge entre les salaires noirs de Paris et les salaires noirs de province est plus grande que celle existant entre les salaires légaux de Paris et ceux de province. Ce qu'il est nécessaire de faire cependant, c'est de corriger les injustices relatives à l'intérieur d'un département entre des communes dans lesquelles le coût de la vie est sensiblement le même et qui ne sont pas actuellement dans la même zone. Il faut toutefois, faire attention de ne pas tomber dans le piège de l' « échelle de perroquet ». En effet, bien souvent, le travailleur ne compare pas son salaire à son pouvoir d'achat, mais au salaire du salarié d'une autre profession que la sienne ou d'une autre commune que la sienne. Malheureusement, en effet, le syndicalisme semble avoir disparu en faveur d'une sorte de corporatisme étroit et mesquin.

DEFENSE DE LA SECURITE SOCIALE.

En ce qui concerne la Sécurité Sociale, il est évident qu'il nous faudra prendre les mesures qui empêcheront celle-ci d'être la complice de l'absentéisme dans certaines industries, notamment au moment des travaux agricoles. Il faudra humaniser la loi, assouplir les rapports entre l'Administration et les assurés, mais il est impossible de supprimer le petit risque, d'allonger le délai de carence et de prendre toutes autres mesures, telles que les Ministres des Finances successifs les proposaient et qui avaient pour but de porter atteinte au principe de la loi qui, depuis qu'elle n'est plus une loi de propagande dans les mains du parti politique, n'a jamais cessé d'être une loi humaine, sociale et nationale.

FORMATION PROFESSIONNELLE.

En ce qui concerne la Formation Professionnelle accélérée, tout le nécessaire a été fait pour que le nombre des stagiaires ne diminue pas et que des économies massives soient cependant réalisées, et que désormais des centres de formation professionnelle accélérée ne forment pas des propagandistes d'un parti, mais des ouvriers qualifiés.

DEFENSE DES INTERETS DE LA CLASSE OUVRIERE

Si je fais le bilan de près de 18 mois d'activité continue, je m'aperçois que ce bilan est peut-être négatif, en ce sens qu'aucune loi portant le nom d'un Ministre socialiste n'est à son actif ; cependant, nous avons empêché des grèves, nous avons revalorisé le pouvoir d'achat que les conditions économiques du moment avaient diminué ; nous avons augmenté la retraite des vieux, les pensions, les rentes. Nous avons sauvé la Sécurité Sociale, défendu contre les Patrons et contre l'hégémonie d'un Parti, les comités d'entreprise, réorganisé la structure de la Médecine du Travail, permis à certaines grèves de se terminer rapidement sans que la classe ouvrière souffre trop douloureusement.

C'est peut-être négatif, mais c'est au Parti de dire s'il préfère cela à une absence du Gouvernement qui aurait abouti à des résultats opposés à ceux-ci.

LA LIGNE DE CLASSE PASSE A L'INTERIEUR DU GOUVERNEMENT.

Les devoirs d'un Ministre socialiste sont doubles. Il lui faut concilier l'intérêt national et l'intérêt de la classe ouvrière toutes les fois qu'il semble qu'il y ait opposition, voire contradiction entre celui-ci et celui-la. Il ne faut pas opposer l'Etat républicain à la classe ouvrière. Dans toute la mesure où les revendications de celle-ci sont légitimes, il faut discriminer entre la légitimité de l'affirmation de certains besoins et la politisation de quelques mouvements. Pour cela, il ne faut nullement oublier que l'on est le représentant de la classe ouvrière au sein du Gouvernement. Or, il est évident que chaque fois que le Parti socialiste collabore à un Gouvernement de coalition avec quelque Parti que ce soit, fut-ce le plus progressiste, la ligne de classe part à l'intérieur du Gouvernement. Pour que les rapports de force penchent en faveur de la classe ouvrière, il est nécessaire que les Ministres socialistes ne soient pas confiés à eux-mêmes,

mais que le Parti tout entier, un Parti uni, fraternel et fort, les appuie. Il faut aussi, qu'ils soient les représentants de cette partie revendicative légitime dont le Parti communiste est si maladroitement, et parfois si traitreusement, l'interprète.

SOLIDARITE AVEC LES ORGANISATIONS OUVRIERES LIBRES.

Il nous faut, certes, aider « Force Ouvrière » dans toute la mesure où celle-ci est dégagée d'autres considérations que les seuls intérêts de la classe ouvrière. Il nous faut parfois lutter contre la démagogie de la C.F.T.C. qui fait souvent de la surenchère à l'égard de la C.G.T. et il faut faire comprendre que la démagogie ne paie pas.

DEUX DANGERS MENACENT LA REPUBLIQUE.

Je voudrais maintenant revenir à quelques considérations sur la politique du Parti, car je pense que le fait d'être Ministre n'est pas une raison pour être discret à l'intérieur du Parti et ne pas dire ce que l'on pense. Un Ministre n'est qu'un militant ayant provisoirement des fonctions extérieures au Parti, qui lui ont d'ailleurs été accordées par mandat du Parti. Quelqu'un a parlé du problème de conscience qui l'avait amené à quitter le groupe parlementaire. Il n'y a pas de conscience individuelle ; il n'y a que la conscience du Parti. On n'a jamais raison contre son Parti. Lorsqu'on est en désaccord avec celui-ci, on n'a qu'à démissionner du mandat qu'il vous a confié et remettre ce mandat au Parti. Nous sommes tous solidaires les uns des autres quelles que soient les positions personnelles que nous puissions prendre.

Pour l'instant, deux dangers guettent la République : le danger gaulliste et le danger communiste. Ce dernier est d'une nature plus grave que l'autre, en ce qui concerne notre sort personnel, nos personnes, notre vie mais l'autre, est certainement plus imminent et, par conséquent, plus actuel à l'encontre des institutions républicaines.

Le communisme amènerait De GAULLE ; De GAULLE lutter contre De GAULE et contre le communisme. amènerait le communisme. Je me refuse au choix. Il faut

Il faut aussi lutter contre cette utopie que la dissolution nous permettrait de retrouver notre équilibre ou notre Unité. Ce n'est pas vrai. Ou bien nous aurions, lors des prochaines élections, le scrutin actuel et au lendemain deux blocs antagonistes, l'un gaulliste, l'autre communiste. Il nous faudrait encore choisir. Nous serions les arbitres d'un choix. Ou bien nous aurions le scrutin d'arrondissement. Là, ce serait le problème des désistements. Pour préparer ce nouveau scrutin, le choix s'imposerait à nos fédérations et celles-ci choisiraient peut-être de manière différente de département à département.

CONDITIONS DE L'UNITE ET DE L'EFFICACITE.

Il nous faut donc rechercher les points communs qui sont les nôtres pour mener la lutte sur les deux fronts. Le groupe parlementaire et le Comité Directeur unanimes, l'ont déjà dit : il faut défendre la République, la défense de la République est indissociable de la défense du pouvoir d'achat des masses laborieuses. Il faut que le Parti se mobilise pour organiser la lutte, au Gouvernement, au Parlement et dans le pays contre les trafiquants, contre les spéculateurs, contre tous ceux qui veulent ruiner le prestige du régime républicain. Pour cela, aucune concession ne doit être faite. Toute concession faite au communisme grossit les rangs du R.P.F., toute entente avec le R.P.F. nous prive, en faveur du communisme, d'une grande fraction de la classe ouvrière. Le dialogue tragique qui se répand à travers le monde n'est pas entre les forces d'un capitalisme décadent et de la révolution socialiste ; il est entre ceux qui veulent supprimer la liberté et dont VICHINSKY est l'interprète et ceux qui en sont les défenseurs, comme par hasard, tous socialistes : BEVIN, EVATT, MAC NEIL, SPAAK et nous-mêmes. C'est le socialisme qui doit l'emporter, mais pour cela, nous ne pouvons pas confier le sort du Parti à huit Ministres et à trente membres du Comité Directeur. Nous devons faire nous-mêmes l'effort de propagande auprès de tous les hommes et de toutes les femmes de notre Pays pour les amener à nous rejoindre. S'il est exact que nous devons exiger de nos élus, un compte rendu de mandat, le Parti aussi doit faire son propre compte rendu de mandat et aussi son examen de conscience.

Exposé de FRANCIS LEENHARDT

(BOUCHES-DU-RHONE)

Jusqu'à présent, nous avons entendu soutenir trois thèses : celle de la majorité du Comité directeur, celle d'André PHILIP qui a dénoncé la participation aux gouvernements Marie-Reynaud et Queuille, qui a proposé un programme bivalent, pouvant servir aussi bien pour la participation éventuelle à un gouvernement que pour la dissolution ; et puis, il y a la troisième thèse, celle que Boutbien n'a pas encore développée qui est la position contre toute participation par principe.

Je voudrais proposer une quatrième thèse qui se situe entre la proposition Philip et celle de Boutbien.

Mais, auparavant, j'expliquerai comment une fédération comme celle des Bouches-du-Rhône en est arrivée à une forte majorité, à condamner la participation aussi bien au gouvernement Marie qu'au gouvernement Schuman et qu'au gouvernement Queuille.

Ici, je souligne cette succession d'erreurs et de défaillances qui nous ont conduits à porter des jugements aussi

sévères. C'est, non pour le plaisir de condamner le passé, mais pour examiner dans quelle mesure on peut s'engager dans une autre voie.

L'une des plus graves erreurs qui aient été commises, c'est en décembre dernier, d'avoir accepté que René Mayer prenne le portefeuille des Finances.

La libération des prix a été une chose absolument insensée alors que tout concourait à la hausse des prix, hausse des salaires, hausse des impôts nouveaux, hausse due à la dévaluation. Il y a eu la liberté de l'or, cadeau supplémentaire. Aucune action n'a été exercée sur les prix pendant plusieurs mois et cela a été le retour au cycle infernal.

La loi qui devait sanctionner les hausses illicites était inapplicable en raison de l'organisation du maquis qui la rendrait inapplicable.

Il en sera ainsi aussi longtemps que nous tolèrerons qu'un ministre radical soit au Ministère de la Justice. Nous savons bien que les radicaux sont les défenseurs des classes privilégiées, les défenseurs des spéculateurs et des trafiquants .

Et puis, il y a eu le sursaut du congrès. On a compris que René Mayer restait sourd à toutes les revendications du mouvement Force Ouvrière, engagé dans cette politique de baisse à laquelle le Parti paraît ne plus croire, au moment où sa politique a pénétré dans les masses syndicales et ouvrières comme la seule possible. Il y a eu le départ de Schuman.

La phase de révolte est toujours suivie de la phase de capitulation. La formation du gouvernement Marie-Reynaud est une phase de capitulation.

On est arrivé à la phase de décrets-lois. C'est, avec la participation au cabinet Reynaud, une des choses qui ont fait le plus de mal au Parti, car c'était facile à exploiter contre nous et difficile à défendre de notre part.

J'en arrive au cas Schuman. Pendant trois jours, le groupe a senti une très grande unité. Nous étions tous d'accord pour ne pas participer.

La preuve n'a donc pas été faite qu'il était impossible de constituer un gouvernement sans notre participation. L'impossibilité n'a pas été démontrée, et la décision de participer au gouvernement Schuman a été obtenue devant le groupe dans un climat d'émotion.

J'en arrive à Queuille.

Etait-il possible dans une telle conjoncture, de choisir Queuille ? Cinquante ans de démagogie paysanne !! Au demeurant un brave homme ! Mais il est responsable, avec Thorez, de la libération de la viande en février 1947, ce qui a déterminé le retour au cycle infernal.

Alors que tout le problème réside dans la question des prix agricoles, on a marché pour Queuille.

La solution des crises a toujours présenté les mêmes caractéristiques.

Première caractéristique : dans les premiers jours, on discute dans le calme, on bâtit des raisonnements solides et on défend des principes.

Puis, un beau soir, c'est l'émotion ; il faut participer dès ce soir, sinon demain la République est morte.

En outre, la participation est toujours décidée dans des conditions qui violent nettement les décisions du congrès.

Si les actes d'indiscipline sont condamnables dans la forme, ils sont malheureusement justifiés dans le fond. Car enfin, c'est dans les droits de l'homme que, lorsque la constitution est violée, l'insurrection devient le plus sacré des devoirs. C'est à cause de cela que nous voyons les cas d'indiscipline se multiplier.

Le Conseil National du 14 novembre devra condamner les deux principes : participation à tout prix ; éviter à tout prix la dissolution et considérer qu'ils sont totalement étrangers à la politique socialiste.

Nous pensons que les erreurs accumulées sont telles qu'il faut renouveler le Comité Directeur. Et renouveler le Comité Directeur, ce n'est pas seulement pour sanctionner les décisions que l'on n'a pas respectées, les décisions du congrès, parce qu'il a cédé au chantage, à la dissolution. C'est parce que nos partenaires au gouvernement ou au Parlement savent l'efficacité de ce chantage sur le Comité Directeur actuel qu'ils l'utilisent avec tant d'assurance ; ils sont sûrs que le Comité Directeur cèdera.

Il faut trouver autre chose pour exprimer le sentiment démocratique du Parti. Il ne faut pas que des hommes soient élus uniquement parce qu'ils se sont engagés comme s'ils avaient prêté le serment de fidélité.

Il y a un effort à faire pour réaliser une représentation au Comité Directeur de la pensée moyenne des fédérations. Il faut même leur permettre d'envoyer quelqu'un au Comité Directeur.

J'en arrive à la position à prendre sur la participation ou la dissolution.

Si nous avons un Comité Directeur élu sur les bases que je viens d'indiquer, à ce moment-là, un essai sérieux de non participation pourra être fait.

Si l'on aboutit à un accord, alors faites payer très cher, votre participation, exigez la présidence du Conseil, exigez l'application du programme minimum.

Cela ne peut aboutir que si nous sommes prêts à faire nous-mêmes l'effort nécessaire. Il faut engager dans le pays, en vue d'une dissolution, la bataille sur le programme à établir comme condition de notre participation et de l'appel au pays. Il faut regarder en face, une dissolution de plus en plus probable. C'est seulement lorsqu'on saura que nous sommes prêts à nous adresser nous-mêmes au pays, qu'il sera possible de faire passer dans les actes gouvernementaux, une partie des conditions nécessaires pour que la classe que nous représentons ne soit pas brimée.

Il y a des choses pires que la dissolution. C'est que le Parti perde son âme, qu'il perde sa puissance de révolte. Nous ne sommes pas tombés dans la déliquescence.

Nous sommes dans la voie de la disparition de l'autorité ; elle n'existe plus que pour les grévistes.

A partir du moment où l'Etat n'est plus obéi, un ouvrier n'est pas plus tenu de respecter son autorité qu'un producteur.

Lorsqu'on en arrive à ce degré de décomposition de l'autorité, on va à la catastrophe inévitable.

Nous sommes de nouveau rentrés dans ce cycle infernal, mais à une cadence inconnue jusqu'à ce jour. Quand on regarde la courbe des prix de détail et leur montée, on se demande comment Queuille pourrait y faire face.

Sur une question capitale, celle du charbon, je voudrais savoir si le Parti a une position.

Il faut qu'il expose dans le *Populaire*, la position économique du Parti.

L'inflation monétaire est préférable à celle des prix. Mais il est évident que l'effet psychologique de la hausse des prix, de la hausse du charbon notamment, produit un effet dix fois supérieur à l'effet psychologique du déficit.

Sur ce problème essentiel, il faudrait que nous soyons d'accord pour établir un programme minimum.

Il faut attacher d'autant plus d'importance à la discussion de ce programme que le plus grave, dans la situation du Parti, c'est que pendant plusieurs semaines nous avons eu le sentiment au Groupe Parlementaire, qu'il y avait une majorité qui croyait davantage aux recettes de Paul Reynaud qu'aux solutions du Parti socialiste.

Si nous ne sommes pas entendus au Conseil National, si l'on croit que le Comité Directeur peut continuer sa politique actuelle, nous voterons contre toute participation, nous voterons pour la dissolution, car nous préférons la bataille à l'ataxie et au renoncement.

Exposé de LEON BOUTBIEN

(SEINE)

Vous ne serez pas étonnés que mes premières paroles soient une critique adressée au gouvernement actuel. N'êtes-vous pas étonnés qu'un gouvernement qui dispose de l'information, de la radio, qui est capable d'influencer une certaine presse et dispose de préfets et de sous-préfets, ne soit pas en mesure de faire connaître à l'opinion publique les difficultés réelles qui pèsent actuellement sur le pays, et de montrer dans quelles conditions il est amené à prendre certaines décisions? Il y a là une carence extrêmement grave et extrêmement coupable car elle entretient dans les esprits un certain désarroi et laisse place libre à toutes les propagandes adverses qui utilisent en les déformant les événements, et qui jettent le trouble, l'inquiétude et le discrédit sur les institutions républicaines.

Après deux jours de discussions, les différentes thèses qui actuellement divisent le Parti, ont été exposées avec beaucoup de conscience et de clarté.

Si je voulais les résumer à mon tour, d'une manière aussi objective que possible, je dirais : en face de la gravité de la situation actuelle, où aucune solution n'est idéale, les camarades se divisent en deux grands groupes.

— Ceux qui croient qu'il est encore possible en continuant de participer au gouvernement d'éviter le pire dans l'immédiat, et faire barrage aux entreprises totalitaires du gaullisme, et empêcher l'agitation communiste de devenir une menace contre la démocratie.

— Ceux qui croient que la seule présence socialiste au gouvernement ne suffit pas pour éviter le pire dans les circonstances présentes, et qu'elle risque en se prolongeant dans l'impuissance de jeter un discrédit sur le socialisme, et qui veulent donc subordonner la participation gouvernementale à son efficacité et étayer fortement la défense républicaine dans tout le pays.

C'est cette seconde thèse que j'entends défendre devant vous et demander au parti d'approuver.

M'adressant à ceux qui défendent la première thèse, je voudrais leur demander d'abord de répondre à quelques questions :

Sur le plan économique le gouvernement est-il en mesure de faire barrage à l'inflation ? Ceux qui de nos camarades appuient la politique gouvernementale, ont-ils confiance dans les moyens employés ? Estiment-ils que la collaboration des radicaux, que nous savons tous être des éléments très conservateurs, donnent au gouvernement actuel une homogénéité politique suffisante, qui lui permette de prendre les décisions graves que la situation impose ? Croient-ils réellement à une efficacité gouvernementale ?

La bataille qu'il nous faudra livrer sera rude et étendue. Il faudra faire front à l'intérieur contre les intérêts coalisés des gaullistes et des communistes : il faudra briser les féodalités économiques installées dans l'état : il faudra réduire le corporatisme qui envahit le syndicalisme, il faudra défendre et assurer la paix contre toute politique de blocs, en s'opposant à toute ingérence étrangère. Disons-le nettement : remettre entre les seules mains de nos camarades ministres le soin de la défense de la légalité républicaine et ceci malgré leur bonne volonté et leur courage, est insuffisant.

La première tâche est d'avoir le peuple avec soi, pour soi. Or, aujourd'hui, les socialistes sont-ils compris, écoutés, suivis par l'opinion publique ? Vous tous qui êtes des militants, savez les difficultés que vous rencontrez dans votre propagande quotidienne. Il faut donc bien en chercher les raisons. Si le parti a perdu le contact réel avec les masses, ce n'est pas seulement parce que sa composition sociale s'est modifiée mais surtout, parce que le parti n'a pas su expliquer ni justifier dans les faits, sa présence au gouvernement.

Je voudrais répondre sans plus attendre, à une objection qui nous était faite par un orateur et qui laissait entendre que nous étions hostiles au principe même de la participation en toutes circonstances. Ce n'est pas vrai. Dans la période que nous vivons, intermédiaire entre un régime libéral classique, et un régime d'économie socialisée, l'état joue un rôle important. Son contenu de classes s'est modifié si bien que Daniel Mayer, peut avec raison répéter que la ligne de classe passe dans le gouvernement. Mais ce qui doit caractériser la participation socialiste à un gouvernement, est que nos ministres s'appuient résolument et uniquement sur les intérêts des masses ouvrières et paysannes, de façon à accélérer le processus de remplacement de l'ancien état capitaliste C'est en s'appuyant sur les masses, sur leurs revendications que l'on garde le contact avec elles, et que notre participation est efficace et alors pleinement justifiée. Si cela signifie être d'honnêtes exécutants, non seulement nous renforçons l'aile réactionnaire et conservatrice qui devant nos faiblesses relève la tête, mais encore et surtout nous nous discréditons, et nous laissons champ libre aux communistes, pour mystifier la conscience ouvrière.

Puisque certains de nos ministres reconnaissent que la ligne de classe passe au sein du gouvernement, ils devraient en tirer toutes les conclusions, y rester pour y exprimer les intérêts et les aspirations de la classe que nous représentons, s'en aller si notre rôle est nul, si nous devons simplement servir de couverture démocratique et progressive à une réaction sociale. Donc, il est inopportun de reprendre un débat sur le ministérialisme qui avait un tout autre sens, avant la guerre de 1914. Nous sommes pour la participation, oui, mais pas dans n'importe quelle circonstance et pour n'importe quoi.

Par une série d'erreurs, le parti en s'enfonçant de plus en plus dans le néo-radicalisme, et en perdant une claire vision de son rôle d'avenir, nous a conduit dans une impasse. Pour en sortir, nous courrons un risque, mais toute politique en comporte.

Ou il faut laisser le malade mourir de sa belle mort — ou il faut tenter l'opération chirurgicale qui lui donnera un pourcentage de chances plus grand de s'en tirer.

Nous choisissons la rupture radicale avec la politique qui a été suivie, nous choisissons l'opération chirurgicale.

Aujourd'hui le retrait immmédiat des ministres, en ouvrant une nouvelle crise ministérielle, ferait courir un risque grave au régime républicain. Nous ne sousestimons pas ces dangers, mais on aurait pu faire l'économie de crises ministérielles. Fallait-il être très subtil pour refuser la participation à un gouvernement où Paul Reynaud avait les Finances, n'étions-nous pas fixés d'avance sur nos désaccords ? En ne participant pas à ce gouvernement, on aurait évité une crise.

Il y a également M. Queuille, qui au moment des pourparlers pour la constitution de son ministère, avait admis qu'il puisse être seulement un ministère de transition en attendant que la santé d'Herriot soit rétablie ou... que les projets fiscaux impopulaires soient votés !

Nous ne dominons donc pas tous les éléments qui pourraient ouvrir une crise supplémentaire. Elle pourrait avoir lieu sans notre consentement. Ce que nous proposons

dans l'immédiat est plus concret. Apporter au gouvernement un programme précis et énergique, immédiatement applicable, et largement popularisé par notre presse et notre propagande. Si nos partenaires y souscrivent alors continuons, sinon il faudra se retirer.

Certains évoqueront alors les risques de la dissolution. Ces dangers nous les admettons. Elle n'est pas la formule idéale que nous proposons. Mais la dissolution peut nous être imposée par une coalition des extrêmes, par une agitation et le désordre dans le pays, par des grèves généralisées, par l'impuissance gouvernementale. En nous opposant alors systématiquement à la dissolution, nous donnerions l'impression de vouloir fuir le verdict des électeurs, et éviter de faire devant le peuple souverain, notre compte rendu de mandat. Croyez-vous alors, en tirer bénéfice ?

Il est indispensable de défendre la République, pour ma part je suis optimiste, car j'estime que l'on n'est jamais vaincu lorsqu'on combat avec courage, et je garde confiance dans le bon sens populaire et dans son intelligence politique. La situation actuelle peut nous appeler à prendre des mesures extrêmement énergiques. Les déclarations de Jules Moch sont précises, allons-nous enfin agir ?

Voilà la question que je pose au parti. Il est anormal que le général de Gaulle continue à bénéficier d'un traitement d'officier en activité ; s'il est en activité, pourquoi ne pas lui donner un commandement correspondant à son rang ? Sinon qu'il démissionne ou s'il refuse, pourquoi ne pas le mettre aux arrêts comme tout militaire insubordonné ? La loi est la loi pour tous, la République devrait le prouver.

Si les grèves répétées sont incontestablement utilisées par les communistes pour accélérer le désarroi, arrêter la production, rendre inopérant le redressement de la France, elles procèdent d'un climat de mécontentement populaire qui est justifié. Les revendications essentielles des travailleurs, qui voient leur standard de vie abaissé chaque jour, doivent être satisfaites soit par une augmentation des salaires, soit ce qui serait moins dangereux pour l'avenir, par une politique brutale de compression des prix. Dans les heures difficiles que nous traversons, nous sentons bien aussi, qu'il manque au parti, d'avoir su inspirer aux masses une confiance dans l'avenir, une foi socialiste dans un monde meilleur. Lorsque cette conviction fait défaut il n'est pas étonnant que chaque difficulté quotidienne provoque des remous et des hostilités. La marche au socialisme suppose des bonds en avant, mais aussi des reculs. Il faut être capable de tenir suffisamment les camarades en main, pour que le moindre recul n'entraîne une déception, une lassitude, ou un désespoir.

Regardez, camarades, ce qui se passe dans les pays voisins. En Angleterre, les ouvriers de la région du Yorkshire bien que connaissant des difficultés comparables sinon supérieures à celles de leurs camarades français se sont réunis et ont dressé une Charte : ils entendent coopérer tous ensemble en vue de réaliser un travail parfait, d'élever le niveau moral, de travailler en équipe, et de créer en quelque sorte comme prototype, les conditions du monde nouveau. Cet exemple prouve alors que nous combattons âprement tous les jours sur le front des difficultés immédiates, qu'il ne faut pas négliger la mystique du socialisme, et qu'il faut mettre en lumière, que sa réalisation exigera des hommes encore plus de courage et plus de vertu et que le monde socialiste sera à la mesure de ce que nous le ferons.

Examinons maintenant la situation intérieure du Parti. Nous sommes solidaires avec les parlemetaires qui ont donné leur démission du groupe parlementaire. En donnant leur démission, ils n'ont pas seulement marqué leur indignation contre l'odieux verdict de Tananarive et la modification du vote inopportune du groupe parlementaire, sur ce point le comité directeur était unanime. Leur démission n'est pas une indiscipline. Comment le prétendre devant les états de services rendus au parti par ces camarades dont toute la vie a été consacrée à la défense de notre cause. Non, c'est un avertissement solennel qui doit attirer l'attention de tous les militants sur la gravité de la situation interne du parti. C'est une protestation solennelle contre les erreurs commises, tous les glissements effectués, toutes les fautes non sanctionnées.

Leur démission collective n'est pas davantage l'ébauche d'une scission. Il n'est pas question pour un groupe de camarades de quitter le parti d'une manière spectaculaire, l'heure est à la cohésion de toutes nos forces, bien plus qu'à la division. Mais à la condition que le parti reste fidèle à lui-même.

En dehors d'une scission, il est un fait plus redoutable encore, la grande dispersion des militants. Beaucoup ne fréquentent plus leurs sections, beaucoup n'ont repris ni leurs cartes, ni leurs timbres. C'est ce qu'il faut arrêter.

J'estime que la gravité de la situation exige une consultation large et démocratique du parti, et doit se sanctionner par l'élection de nouveaux organismes centraux du parti.

Le prochain conseil national donnera une orientation décisive à la vie du Parti. Il est logique que l'équipe chargée de l'application soit à l'image de cette nouvelle politique.

Je pense qu'il faudra renouveler les organismes du Parti non pas comme une sanction personnelle, mais pour marquer une rupture de la politique suivie. Cette décision doit porter non seulement sur le secrétaire général du parti, mais sur le secrétaire du groupe parlementaire et sur le directeur politique du *Populaire*.

C'est la seule façon aujourd'hui, de montrer à l'opinion publique que le parti socialiste s'est ressaisi et repart vers de nouvelles victoires avec son unité renforcée.

Mais ce n'est pas tout. Il faut faire reprendre une proposition que nous avons faite l'année dernière et créer les organisations para-socialistes, soit comme un vaste rassemblement démocratique et révolutionnaire, ou comme le disait Tanguy Prigent, comme un front républicain.

Il faut développer l'action de nos camarades dans les syndicats, l'ordonner, l'unifier. Il faut organiser les consommateurs pour faciliter la répartition plus judicieuse des produits. Il faut développer le mouvement coopératif et rappeler à tout socialiste qu'il doit non seulement être syndiqué mais aussi être affilié à une coopérative.

Guy Mollet nous demandait tout à l'heure : « Est-ce que vous n'avez pas conscience de la gravité d'une décision qui serait alors la vôtre, si vous aviez la majorité dans ce parti ? » Nous acceptons nos responsabilités. Nous n'en avons pas peur et nous en fuirons pas les difficultés.

Nous sommes les uns comme les autres à un tournant, grave sur le plan international. Nous avons volontairement les uns comme les autres choisi et lié notre destin. Les uns comme les autres, nous nous rendons compte d'une chose : c'est que le parti socialiste s'il veut vaincre ne peut pas échapper au choix tel que nous l'avons posé, ou devenir un véritable parti socialiste gardant toutes ses chances immédiates, comme ses chances d'avenir, ou sombrer dans un néo-radicalisme ou un opportunisme à la petite semaine, et être emporté dans le discrédit par les événements. La parole est aux militants.

Exposé de TANGUY PRIGENT

(FINISTÈRE)

Guy MOLLET a demandé hier aux orateurs qui ne seraient pas d'accord avec la politique actuelle du Parti, de ne pas se borner à des critiques, à un exposé négatif : mais de dire clairement ce qu'ils proposent pour demain et même pour l'immédiat. Je veux, pour ma part, répondre à cette invitation.

Mais il ne suffit pas d'expliquer le passé. Le 14 novembre, se tiendra une nouvelle réunion du Parti, qui doit celle-là, aboutir à des décisions. Auparavant, les sections et fédérations se réuniront et il ne suffit pas qu'elles n'examinent que les arguments donnés pour ou contre la politique suivie depuis le Congrès de Juillet. Il faut que nous leur donnions des indications sur ce qu'il conviendrait de faire demain, suivant l'évolution des événements.

Bien sûr, il ne se poserait pas de question si le gouvernement actuel devait réussir et si l'agitation sociale ne prenait pas une tournure trop dramatique. Mais nous avons le devoir, tous, de prévoir d'autres circonstances, d'autres éventualités ; par exemple : une nouvelle chute ministérielle ; l'aggravation de l'agitation ; l'arrêt du travail. Jusqu'ici, on ne nous a absolument rien indiqué sur ce que nous ferions dans ces cas.

Je veux pour ma part, dire aussi clairement que possible ce que je crois être la moins mauvaise solution. Je dis cela au nom d'une fédération qui a tenu un congrès extraordinaire, il y a 15 jours. Ce Congrès a adopté une motion définissant la politique que nous voudrions voir le Parti suivre.

Nous sommes donc contre la politique suivie par le Parti depuis un certain temps. Pourquoi ? Parce que nous estimons que le Parti s'associe à une politique qui non seulement n'est pas la sienne, mais qui est inefficace, dangereuse, et qui, à notre avis, risque d'être mortelle en même temps pour le Parti socialiste, pour la démocratie et pour le pays. Je ne m'attarde pas à rappeler le passé. Je veux simplement affirmer que je suis toujours persuadé qu'on aurait pu, au lendemain du congrès de Lyon, gagner la bataille économique si l'on s'était résolument décidé à engager à fond la bataille de la viande.

D'autre part, il est trop clair que depuis le dernier congrès, en juillet à la Mutualité, nous avons fait une politique opposée à celle indiquée en termes impératifs dans la motion de politique économique et financière. J'en parle d'autant plus à l'aise qu'avec beaucoup de force et d'insistance, pendant une nuit entière, à la Commission des Résolutions, j'ai supplié les camarades de ne pas imprimer certaines affirmations. Je leur ai dit : « Vous allez induire en erreur le Parti, les militants, les camarades de Force Ouvrière et le pays ». Je leur ai dit : « Vous savez très bien qu'en raison de la situation économique et financière, en raison des hausses inévitables des prix à la production en raison de la nécessité de supprimer certaines subventions, en raison aussi, du fait que le Franc, malgré la dévaluation, se tient péniblement actuellement, pour toutes ces raisons, nous ne devons pas dire à Force Ouvrière et au Parti que nous refuserons absolument toute hausse des prix de consommation.

Mais on l'a dit et imprimé. Nos camarades F.O. se sont enfoncés un peu plus dans l'impasse. Notre Parti aussi, et quelques jours après, face à Paul Reynaud, on a reconnu ce qu'on n'a pas voulu reconnaître au moment du Congrès. Depuis juillet, nous avons assisté à des hausses successives portant particulièrement sur les denrées de consommation et d'habillement, articles qui ont l'incidence la plus grande sur le budget ouvrier. Nous avons accepté de participer à une politique totalement opposée à celle que le Congrès avait réclamée.

Je suis sûr qu'on pouvait, en juillet, gagner la partie ; mais il eût fallu commencer par reconnaître que certaines hausses étaient inévitables, tout en établissant les responsabilités : celles des communistes qui, par tactique, depuis un an et demi, se sont prononcés contre tout dirigisme ; celles du Rassemblement des Gauches qui sont divisés sur tout ; celles de la Droite. En un mot, les responsabilités de tous ceux qui ont détruit tous les moyens de coordination et de règlementation.

Il eût été possible, à partir de juillet, de stabiliser notre économie après l'avoir remontée d'un échelon.

N'oublions tout de même pas que les gouvernements à direction socialiste ont mieux tenu les prix, en période de pénurie, qu'on ne les tient maintenant en période de relative abondance. Le seul succès du ministre du ravitaillement actuel, a été de vendre la viande que Ramadier avait stockée en une année, la plus mauvaise de toutes.

Oui, nous aurions pu « tenir » à partir de juillet, si on avait commencé par reconnaître la situation telle qu'elle était, et par expliquer comment on pouvait stabiliser l'économie du pays ; à condition de prendre en contrepartie les mesures de coercition nécessaires.

Il y a une bonne récolte — la première bonne récolte depuis la libération — mais il fallait quand même, puisque l'Amérique nous offrait du blé, importer du blé et des céréales secondaires, et par l'abaissement du taux d'extraction, disposer de grandes quantités de son pour le bétail, de manière à gagner la bataille du lait et celle de la viande. non pas par la hausse des prix à la consommation, mais par la baisse de la viande et le maintien du prix du lait.

Je crois que LEENHARDT a dit que QUEUILLE avait derrière lui, 30 années de démagogie paysanne. Ce n'est pas vrai. Je connais la parfaite loyauté de l'actuel Président du Conseil, mais QUEUILLE est avant tout un libéral. La doctrine libérale consiste à laisser jouer des lois soi-disant naturelles, c'est-à-dire la spéculation : ces lois jouent contre le producteur dans les périodes d'abondance et d'inflation. QUEUILLE était ministre de l'Agriculture quand les paysans français ont été ruinés de 1932 à 1935. Mais les mêmes libéraux laissent jouer les mêmes lois soi-disant naturelles, en période de pénurie et d'inflation ; ces lois jouent alors contre les consommateurs, c'est le cas depuis la Libération.

Par conséquent, il ne s'agit pas de démagogie, mais de l'erreur totale de la doctrine libérale, jouant contre les producteurs en période d'abondance et de déflation, et contre les consommateurs en période de pénurie et d'inflation.

Mais dans le Parti, on fait aussi de la démagogie ; de la démagogie pro-paysanne quelquefois, mais surtout de la démagogie anti-paysanne.

Oui, j'ai défendu la hausse du prix du blé. Le blé, en 1946, était au coefficient 5 par rapport à 1938 ; cette année, il est à 12. Si l'ensemble des éléments importants de l'économie nationale était à ce niveau, je crois que

notre économie nationale serait sauvée.

Nous avons demandé la hausse des prix du blé et du lait que parce qu'on avait perdu la bataille de la viande. Ce sont les mêmes qui nous reprochent d'avoir fait de la démagogie paysanne qui ont été contre les mesures proposées au congrès de Lyon, en ce qui concerne la viande.

Le paysan n'est pas un saint. Tout à l'heure, Daniel MAYER disait qu'il avait pensé, un moment, à rétablir la liberté des salaires. Le jour où elle sera rétablie, un camarade ouvrier, même socialiste et syndicaliste F.O. qui, à côté de son usine verra une autre usine ou un autre atelier offrir 5 francs de plus à l'heure, quittera la première maison pour aller à la seconde.

Le paysan aussi va au plus offrant. Notre projet à Lyon, consistait à empêcher cette surenchère par la taxation à tous les stades ; par l'établissement du centre d'achat uniqué par canton et par l'organisation d'un « pipe-line » étanche jusqu'à la consommation. En dehors de cela, il n'y a pas de possibilités, à moins d'atteindre une grosse abondance, d'empêcher les prix de monter. Le paysan fait alors de la viande parce qu'il est plus avantageux de faire de la viande que du lait ou du blé. Il a fallu pour avoir du pain et du lait, adapter le prix du blé péniblement, et le prix du lait — moins péniblement — au prix de la viande, parce que l'on n'avait pas su empêcher celle-ci de monter.

D'autre part, le congrès de juillet avait bien dit que si l'on fixait le prix du blé à un taux tenant compte des prix de revient, en application des principes socialistes de 1936 confirmés par le décret du 23 juillet 1947 · il y aurait lieu, par contre, pour éviter l'inflation et l'afflux de milliards qui ne pourraient pas s'investir faute de matériels, de bloquer une partie du prix du blé au Crédit Agricole :le déblocage de ces sommes ne devant se faire ensuite qu'au profit d'un « équipement réel, dirigé et contrôlé ».

On aurait pu ainsi soustraire à la circulation et consacrer à l'équipement, une douzaine de milliards.

Les camarades ministres, voudront-ils nous dire pourquoi cela n'a pas été fait : pourquoi, ils ont cédé sur ce point comme sur tant d'autres.

Le *Populaire* dit vraiment trop de bêtises en ce qui concerne les paysans, décourageant les meilleurs et favorisant la propagande communiste et Dorgéro-R.P.F.

Nous pourrions aussi dénoncer l'indiscipline du consommateur. C'est ainsi que j'ai vu (un exemple entre plusieurs centaines) un contremaître chef d'atelier, aller à la ferme et offrir pour une livre de beurre, 50 francs de plus que ce que le petit ouvrier ne pouvait en offrir. Je pourrais ainsi vous parler de certains cheminots, voyageant gratuitement, achetant des victuailles à la ferme, à n'importe quel prix, pour alimenter des restaurants de luxe.

Il y a de braves gens et des brebis galeuses partout. Pourquoi se livrer à ces attaques faciles, injustes et nocives ? Nous ne devons faire de la démagogie ni pour, ni contre les paysans, ni pour, ni contre les ouvriers. Comme le disait PHILIP, hier, il faut établir un équilibre normal entre les intérêts des producteurs et ceux des consommateurs. Je suis convaincu que nous avons manqué l'occasion, en juillet dernier.

Au lieu de dresser les paysans contre les ouvriers, nous devrions reprendre notre doctrine coopératiste.

Sur 100 personnes valides, il y en a 20 à 24 qui, au lieu de produire, de fabriquer ou de récolter des choses utiles, se contentent de manipuler les richesses produites par les autres. C'est peut-être parce qu'il y a un décalage dans notre recrutement, que la doctrine même du Socialisme, qui n'est ni celle du libéralisme, ni celle de l'étatisme, mais celle du coopératisme, est oubliée. C'est peut-être à cause de cela qu'il n'est plus parlé que très timidement du problème des intermédiaires. J'en arrive maintenant à ma conclusion politique.

Je ne vais pas vous redire que la situation est grave sur le plan politique, économique, social, extérieur, et que, dans le Parti, cela provoque des remous. Nous aurions encore le rare courage de l'impopularité s'il le fallait ; mais à la condition que nous ayons la conviction que nous sommes dans la bonne voie tant en ce qui concerne les intérêts du Parti que ceux de la République et du pays.

Guy MOLLET avait raison de dire qu'il a pu voir chez certains, une espèce de satisfaction malsaine en constatant que çà ne va pas bien. Guy MOLLET sait que je ne suis pas de ceux-là ; j'espère qu'ils sont peu nombreux dans notre Parti. Je souhaite de tout mon cœur que la situation s'améliore sensiblement d'ici le 14 novembre, mais je n'y crois pas, parce que QUEUILLE (que je respecte en tant qu'homme loyal et honnête) est un libéral et restera libéral. Il prendra des mesures fragmentaires et n'acceptera pas un plan d'ensemble.

De plus, un Gouvernement d'action ne devrait pas comprendre plus de 9 à 15 personnes au maximum ; nous avons en ce moment, un petit Parlement de 32 hommes, où il y a 8 Partis.

Il y a ue ligne de classe, au sein du Gouvernement, dit Daniel MAYER, mais précisément un Gouvernement où il y a une ligne de classe ne peut pas être un Gouvernement d'autorité ; il faut un Gouvernement réduit restreint, uni, rapide. Je ne crois pas que celui-ci puisse rétablir la situation. Parlementairement, la base me semble trop étroite et vermoulue : s'il y a peu de défections dans le M.R.P., les élus du R.D.G.R. se divisent en 5 morceaux à chaque scrutin, alors que le Président est l'homme le plus respectable du Parti Radical ; comment voulez-vous gouverner avec ces gens-là ? à mon avis, c'est impossible.

Mais c'est surtout dans le Pays que la situation va devenir intenable.

Gouverner sans la classe ouvrière, c'est forcément gouverner contre elle. Vous me direz que c'est par là, la faute de ses chefs ! D'accord. Mais c'est quand même, une réalité.

Or, gouverner contre la presque totalité de la classe ouvrière, c'est non seulement indigne du Parti socialiste, mais c'est une position intenable.

Personne ici, n'est venu — et personne ne viendra — dire comment l'on tiendra jusqu'au printemps prochain, en se battant sur deux fronts : c'est-à-dire, en se battant surtout sur un front qui groupe presque tous les ouvriers

Alors, que faire ?

Il vaut mieux qu'il se constitue un gouvernement de Droite sain ; mais nous, Parti socialiste, existant encore pour empêcher ce gouvernement de Droite d'instaurer le fascisme ; que de laisser venir un gouvernement de droite quand le Parti socialiste sera en même temps déshonoré et à peu près « liquidé ».

Au fond, c'est cela que veut la réaction, supprimer l'obstacle « républicain » en nous discréditant, pour ensuite, se mesurer avec les communistes contre lesquels ils emploieront les forces armées plus facilement qu'ils ne pourraient le faire contre nous.

Mais l'action parlementaire n'est pas la plus importante, c'est dans le Pays qu'il faut agir.

La troisième force à échoué, parce qu'elle ne comprenait qu'un infime partie de la classe ouvrière. Le Front Républicain préconisé par la Fédération du Finistère doit rassembler les vrais républicains de toutes nuances et de toutes professions.

Cela peut amener ou ne point amener un gouverne-

ment « tripartite », suivant que le parti communiste acceptera ou n'acceptera pas les conditions, le contrat précis qui doit être à la base du Front Républicain.

Si les chefs communistes acceptent, ils trahiront à la première occasion ! Je le pense aussi. Mais si les chefs sont des traîtres et des espions, la classe ouvrière, elle, est républicaine et patriote. Il faut qu'elle sache que nous ne l'avons pas abandonnée ; il faut qu'elle sache que nous sommes sincères, quant à nous. Il faut aussi qu'elle sache que les conditions techniques et économiques du redressement sont désormais réalisées ; mais qu'il nous manque le concours des travailleurs pour réussir.

En réalité, nous faisons une politique timorée, chagrine, presque honteuse. Nous sommes toujours sur la défensive, à la remorque.

Au lieu de cela, prenons l'initiative. Disons la vérité aux travailleurs. Mettons les chefs du P.C. et de la C.S.T.K. au pied du mur.

Si nous faisons cela avec assez de force, de solennité ; ou bien les chefs ci-dessus seront obligés de suivre ; ou bien, en dehors des intoxiqués, les ouvriers se détacheront d'eux.

Nous sommes tous d'accord pour dire que les deux phrases suivantes résument le but à atteindre :

1) restaurer l'autorité de l'Etat ;

2) restaurer le pouvoir d'achat des travailleurs et des vieux.

Je m'excuse de vous redire que je vous mets au défi de nous expliquer comment vous atteindrez ce but avec la base parlementaire et la base sociale actuelles.

Par contre, cela sera possible avec un gouvernement réduit, fort, uni, appuyé par un Front Républicain que nous seuls, pouvons créer, si nous nous décidons enfin à passer à l'action, à reprendre l'initiative, à dire et à faire ce qu'il faut pour regagner la confiance des travailleurs non intoxiqués par les staliniens.

Je m'excuse d'avoir été trop long à votre gré, quoiqu'ayant sauté plusieurs feuillets. J'ai voulu exposer la position de ceux qui estiment que nous allons, en nous associant à la politique actuelle, à l'échec économique, à l'échec républicain, à la déroute du Parti.

Encore un mot ; souvent, il n'y a même plus de fraternité dans le Parti. Ah ! la pratique du pouvoir nous aura fait du mal sur tous les plans.

C'est donc sur tous les plans qu'il faut réagir. C'est un parti uni, fraternel, confiant, qui doit se lancer résolument dans la bataille pour regrouper les travailleurs et sauver en même temps — avec eux — le Parti, la République et la France.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Exposé de AUGUSTIN LAURENT

(NORD)

Camarades,

Je veux tout de suite dire, au nom de la Fédération du Nord, combien elle est heureuse d'avoir assisté à une séance d'information comme celle que notre Comité directeur a organisée.

Nous avons eu, au cours de ces deux journées, des interventions qui, somme toute, ont profondément intéressé les délégués. Un certain nombre de renseignements vous ont été donnés. Ils sont de nature à modifier des idées préconçues que certains camarades avaient fait connaître à l'ouverture de cette assemblée. Pourtant, nous ne nous déclarons pas complètement satisfaits sur ce plan. Nous pensons que quelque chose d'autre aurait dû être fait.

Il eut été extrêmement intéressant et nécessaire d'être mis en possession du rapport écrit et ronéotypé, remis à chaque délégué, rapport contenant les arguments qui ont été fournis ici.

On nous a dit des choses qui véritablement, ont surpris un certain nombre de camarades ; je viens de le constater autour de moi :

— la situation économique du pays du point de vue de son potentiel de production ;

— la situation du point de vue budgétaire, du point de vue des impôts que les Français paient en comparaison d'autres pays.

Nous aurions voulu avoir, sous forme de document, des chiffres, des statistiques qui permettraient les informations.

Nous avons eu, dans la Fédération du Nord, une réunion d'information pour désigner les candidats au Conseil de la République. Nous avons pris position et sonné l'alarme au sujet de la diminution du pouvoir d'achat, conséquence de la nouvelle hausse des prix à la suite des dernières mesures gouvernementales.

Ayant reconnu que nous assistions à une diminution du pouvoir d'achat des travailleurs, il y a tout de même quelque chose qui devrait nous être donné : des chiffres qui révèlent le véritable pouvoir d'achat des travailleurs, comparé à la situation en 1938, prix, salaires dans les diverses catégories de travailleurs.

Selon les renseignements que nous possédons, nous avons la possibilité de faire la démonstration qu'il est inexact de dire que le pouvoir d'achat des travailleurs, à partir d'un certain palier, soit inférieur à celui d'avant guerre. Il ne faudrait pas perdre de vue les avantages sociaux considérables qui s'ajoutent aux salaires.

Nous voudrions qu'on nous donne des chiffres sur le pouvoir d'achat des travailleurs, comparé à celui d'autres nations.

Les camarades belges qui viennent chez nous, nous disent que les conditions de rémunération des travailleurs français, pour aussi mauvaises qu'elles soient, sont encore supérieures à ce qu'elles sont en Belgique, malgré tout ce qu'on a pu dire sur le redressement en Belgique sur le plan économique, financier, social.

Il y a là, matière à documentation et aller vers les travailleurs et les informer.

Pour notre part, dans la Fédération du Nord, nous avons déjà décidé — d'organiser des comptes rendus des mandats des députés socialistes publics et contradictoires. Il y a de nouvelles possibilités de s'expliquer. Nous savons bien que nous avons fait une politique qui n'était pas la bonne, mais la moins mauvaise, et nous sommes capables de l'expliquer, à la condition que nous ne soyons pas gênés dans notre volonté de faire ce travail de propagande, par des attitudes comme celles que nous avons enregistrées ces dernières semaines :

— des camarades qui démissionnent ;

— des camarades qui démissionnent du groupe.

Il y en a qui veulent faire l'effort, dont parlait tout à l'heure Marceau Pivert, de désintoxication de la classe ouvrière sous l'empire du stalinisme, du communisme ce n'est qu'à la condition que nous présenterons un Parti uni, un groupe parlementaire uni.

Si on n'est pas d'accord, qu'on le dise au Conseil national. Mais dans l'action publique, vos drames de conscience gênent considérablement la propagande du Parti. Il faudrait, une bonne fois en finir, car, si nous demandons au Gouvernement d'agir avec force contre ceux qui trafiquent et qui spéculent sur les malheurs de la nation, il faut que le Parti sache se défendre contre ceux qui nuisent à son unité, à sa réputation et qui jettent le discrédit sur ce parti dans nos sections.

Il faut que le Parti prenne des mesures contre toutes cette indiscipline qui ne sont plus tolérables dans les circonstances que nous vivons actuellement.

On nous dit : vous voyez bien que ce n'est plus le Socialisme de Guesde, de Jaurès. Guy Mollet a fait justice de cette argumentation. Peut-on être ignorant de l'histoire du socialisme français pour savoir que dans une période calme comparativement à celle-ci, il n'y avait qu'un seul parti de la classe ouvrière. Même dans cette période, il n'y avait pas à craindre la démagogie d'un parti qui a usurpé jusqu'au mot du communisme. Dans ces périodes-là, Guesde lui-même disait « je me désiste pour un patron radical contre un patron bonapartiste. Je me désiste pour lui parce que l'autre est deux fois mon ennemi, comme Bonapartiste et comme patron, et l'autre est radical. Mais il y a intérêt pour la classe ouvrière à conserver ses moyens de lutte et d'action, et l'intérêt de la classe ouvrière est d'éliminer le plus mauvais de ses adversaires ».

Guesde lui-même nous a donné des leçons qui restent vraies. Comment voulez-vous que nous n'en tenions pas compte dans la période si dramatique, si tragique, que celle que nous visons ?

Guesde disait après la scission de 1920 parlant des bolchewicks : Ils ne se sont approprié nos thèses que pour les mieux trahir et en faire autant d'armes aux mains de l'ennemi. En 27, du temps de Lénine, il y avait encore des espérances de voir la révolution russe suivre un cours normal vers l'instauration du Socialisme ; aujourd'hui qu'il y a ce bolchevisme, cet impérialisme slave qui a méconnu, qui piétine tous les jours les principes du socialisme international, Camarades, il n'y a plus à se tromper là-dessus : c'est de là que partent toutes les difficultés que nous vivons aujourd'hui.

Je dis qu'il y a à tenir compte d'un certain nombre de ces données que j'évoque très rapidement. Les camarades savent bien dans quel sens nous dirigerions notre pensée. Je ne dis pas qu'il faut faire du revisionnisme, mais le problème se pose, pour le Parti socialiste de France, de revoir un certain nombre de ses conceptions, de ses « formulations » de propagande, car il y a tout de même des explications bien différentes et peut-être autres que celles

qu'on nous présente, pour expliquer la désaffection passagère du corps électoral à notre égard.

On nous reproche, au Comité directeur, au Groupe parlementaire, aux ministres, au Parti en général, d'abandonner ses positions théoriques, de tourner le dos à la doctrine du Parti.

Est-ce qu'il est paradoxal d'affirmer ici que le Parti est en difficulté, depuis un certain nombre de mois, parce qu'il n'est pas assez fort pour agir dans le sens qu'il désire sur la politique gouvernementale du pays. Dans la plupart des cas, lorsque nous avons perdu la substance électorale, ce qui explique notre faiblesse pour agir sur le plan gouvernemental et parlementaire, c'est parce que nous avons pris des positions qui allaient à l'encontre de l'intérêt électoral du socialisme.

Le blocage des billets et des comptes, c'était quelque chose qui allait dans le sens du programme socialiste, puisqu'il s'agissait d'agir contre ceux qui avaient amassé des fortunes. Nous nous sommes emparés des propositions qui ont été faites à l'Assemblée consultative par PHILIP et MOCH ; nous avons rappelé, dans notre propagande, ces propositions et avons dit que, le cas échéant, nous la referions, cette opération. Je peux vous dire que dans une certaine catégorie sociale qui nous suivait, nous ne l'avons pas emporté au paradis, et nous y avons laissé des plumes.

Nous avons perdu la grande municipalité de Lille que nous détenions depuis des années.

Philip, un jour tu es venu à Lille, à la préfecture, et tu as dit très franchement comment tu voyais le problème en ce qui concerne l'économie de notre pays, et tu as dénoncé le nombre considérable d'intermédiaires, et tu as dit : il faudrait supprimer 300 à 400.000 de ces intermédiaires. Cela faisait plaisir aux militants socialistes, aux camarades de nos sections, aux militants de nos fédérations, mais cela s'est traduit par une fuite de nos sections et par une perte de voix dans le monde petit commerçant.

Je veux dire que le fait que PHILIP ait annoncé qu'il serait nécessaire de supprimer 300 ou 400.000 commerçants, le fait de dire que le seul commerce véridique soit la coopérative par exemple — je l'approuve moi, pour ma part — mais je dis que la conséquence a été que les petits commerçants ont quitté le Parti.

Je suis, est-il besoin de le dire, en complet accord avec Philip. Mais bien entendu ce qu'il faut retenir, c'est ce que je voulais démontrer : c'est qu'il n'est pas vrai que nous perdions des forces parce que nous abandonnons nos positions doctrinales ou parce que nous tournons le dos.

C'est le contraire qui s'est passé en différentes occasions. Vous avez pu en faire vous-même la constatation dans différentes circonstances, et alors, dans ces conditions, la question se pose de savoir maintenant ce que nous allons faire.

Je dois dire que Guy Mollet a très exactement mis en lumière l'argumentation et l'ébauche des solutions qu'un certain nombre de camarades ont apportées. Je me rends parfaitement compte de la difficulté, moi aussi.

C'est tellement vrai que Tanguy Prigent, quand il a abordé la conclusion de son exposé, a dit : nous hésitons.

Il nous propose le tripartisme, c'est-à-dire le retour à un gouvernement dans lequel seraient les communistes.

Les camarades qui m'ont précédé, notamment Marceau Pivert, ont fait bonne justice de cette véritable naïveté de la part des camarades qui pensent qu'il est à l'heure présente, dans l'état actuel de la situation politique du pays, non seulement du pays mais de l'Europe et du monde, possible de faire fond sur le parti communiste pour faire un gouvernement et pour régler les problèmes que la situation impose.

Nous ne sommes pas en mesure d'empêcher qu'il y ait 183 députés communistes à la Chambre, c'est-à-dire 183 députés russes.

Cela est vrai que le renversement, le départ immédiat des ministres socialistes du gouvernement Queuille à l'heure présente serait une folie. Personne ne l'a proposé d'ailleurs. Mais je veux bien que l'on dise que le renversement du gouvernemeent actuel amènerait des difficultés pour le pays, et qu'on n'éviterait pas la dissolution si nous le renversions, si le Parti, après avoir renversé le gouvernement, refusait de reprendre des responsabilités dans une autre formation gouvernementale. Je suis d'accord. Je vois parfaitement tous les dangers des différentes hypothèses qui ont été examinées.

Seulement, nous sommes bien d'accord pour reconnaître que si nous restions dans ce gouvernement sans que ce gouvernement agisse dans des conditions telles que nous puissions véritablement espérer défendre efficacement la République et les institutions républicaines. Nous savons que nous ne défendrons pas les institutions républicaines et la République elle-même si la classe ouvrière a le sentiment qu'en fin de compte toutes les charges financières qui résultent des mesures prises par les gouvernements retombent en définitive sur elle. Nous sommes capables en effet d'ameuter, d'alerter encore une certaine partie de l'opinion. Nous serions encore capables de grouper un certain nombre de parlementaires qui, au bas d'un manifeste, diraient tout l'intérêt qu'il y a de mobiliser l'opinion pour la République et la Démocratie. Je dis que des positions comme celles-là, aussi limitées, seraient vouées au plus total échec s'il n'y avait pas une politique qui donnerait le sentiment réel que cette République est vraiment à la classe ouvrière la République du peuple, la République de la justice sociale.

Cela me fait penser : nous croyons très fermement que si nous restions dans ce gouvernement, une apparence d'activité qui justifierait peut-être aux yeux des militants socialistes la présence des socialistes au sein du gouvernement, je dis que nous ne pourrions pas tenir longtemps si ce gouvernement continuait à se montrer incapable d'empêcher la spéculation, d'empêcher que son autorité soit confiée par des congrégations économiques à des fédérations, des commerçants ou artisans et de moyennes entreprises. Je dis que si ce gouvernement n'agissait pas très vite pour redonner à la classe ouvrière un pouvoir d'achat qui ne diminue chaque jour, toutes les résolutions que nous pourrions prendre ici ne tiendraient pas devant le raz de marée qui nous balaierait, les uns et les autres ; et dans un délai que pour ma part je fixe très bref. La Fédération du Nord ne vous propose pas de décider le retrait immédiat des ministres ; mais nous demandons au Parti de considérer que le moment est venu, que nous sommes à la période extrême où il faut qu'il y ait un gros effort de fait sur le plan de l'opinion publique, sur le plan du prolétariat lui-même et de la classe ouvrière.

Il faut que dans les jours qui viennent — et peut-être pourrons-nous attendre le Conseil national du 11 novembre pour le faire, je le souhaite — le Parti établisse un programme minimum, un programme qui contienne quelques points très précis.

Il faut que nous disions : « Voilà les conditions dans lesquelles il est vraiment possible de défendre la République », c'est-à-dire un programme qui prévoit la lutte efficace dans le sens de la réduction des prix, et je pense surtout aux denrées et aux produits qui pèsent davantage sur le budget des ménages ouvriers. Et puis, reviser les marges bénéficiaires. Il faut qu'on le dise : les industriels eux-mêmes s'étonnent de la quotité des marges apportées, ils s'étonnent qu'elles soient si hautes. On nous demande disent-ils de les appliquer, nous les appliquons.

Si nous faisons un programme très net, très limité, qui soit une solution aux difficultés actuelles, la classe ou-

vrière aura le sentiment que véritablement on la défend et qu'on protège ses possibilités d'achat et ses conditions de travail et de vie. Alors il sera possible de faire entendre les raisonnements comme ceux que Marceau PIVERT nous a fait entendre sur les problèmes internationaux. Pour le moment, la classe ouvrière est imperméable à ce genre de propagande en dépit de tous les dangers que comporte cette espèce d'ignorance, d'indifférence de notre peuple pour ces problèmes internationaux qui se répercutent si douloureusement, si tragiquement sur notre situation intérieure. Non seulement l'acceptation mais la mise en application de ce programme minime nous dira si vraiment le régime républicain pourra être défendu et si vraiment nous n'aurons pas à enregistrer dans les semaines qui viennent, des incidents ou des situations qui nous amèneront à la dissolution que nous redoutons.

Exposé de POUYET
(ALLIER)

Camarades,

Je m'efforcerai d'être très bref. Je veux, en ma qualité de parlementaire démissionnaire du Groupe, vous préciser mon attitude.

J'indiquerai la position unanime du groupe « Vigilance ».

Comme l'a demandé Guy Mollet hier, il faut que nous précisions ce que nous voulons. Les critiques sont faciles à faire ; il faut en même temps apporter des solutions, et c'est ce que je veux m'efforcer de faire.

Pour ma part, j'ai compris la fêlure qui existait depuis longtemps dans la Troisième Force.

Cette crise, la démission de Schuman sur l'amendement Capdeville, a prouvé la mauvaise volonté du M.R.P. qui est le Parti au Gouvernement qui était avec le Parti Socialiste. Cette démission a prouvé que la Troisième Force est une utopie.

On a reconnu qu'il n'y avait rien dans le plan Reynaud. Cependant on accordait quand même l'investiture au gouvernement de M. Marie.

Je dis que l'honnêteté politique aurait voulu que nous disions à Paul Reynaud : nous ne croyons pas au succès de vos solutions, tentez votre expérience.

Nous croyons qu'il était nécessaire que l'expérience d'une certaine liberté et d'un libéralisme économique soit tentée, mais sans nous.

On a dit que nos camarades avaient engagé la bagarre dès les premiers jours pour essayer d'arracher le maximum. Comme il n'y avait pas de volonté du côté des autres partis gouvernementaux pour assurer ces solutions, elles ne pouvaient donc pas réussir ; et nous avons vu, par exemple, le Parti socialiste obligé de voter ces pouvoirs réglementaires qui, quoi qu'on en ait dit, étaient inconstitutionnels.

Après la démission du gouvernement Marie-Reynaud Ramadier a été appelé. Il a refusé. Puis Schuman est revenu. Il a délibéré de longues heures, et puis il a renoncé. Le Groupe parlementaire, à une forte majorité, avait refusé la participation. Et puis, subitement, nous avons appris que M. Schuman reprenait sa démission et qu'il allait former le gouvernement, et que le parti socialiste participait.

Ce n'était pas la peine d'avoir perdu tant d'heures et de jours pour éviter la constitution première du gouvernement Schuman. Notre camarade Pineau acceptait la lourde responsabilité de l'Economie Nationale et des Finances. La preuve a été faite que la réaction, comme les hommes du capitalisme, de tous les trusts, à l'Assemblée Nationale, ne voulaient pas d'un socialiste aux finances.

On a dit aussi que les 2.500 francs avaient été une victoire pour le Parti, que les 5 % de cotisation que paierait le patronat était une victoire arrachée par le Parti.

Camarades, je suis d'accord, dans un sens. Je voudrais rappeler que cette expérience aurait réussi dans un autre régime que le régime capitaliste. Parce que vous savez très bien que si le patronat doit supporter 5 % des cotisations ouvrières, que s'il doit donner 2.500 de plus aux ouvriers, le patronat a pu augmenter ses prix industriels, et qu'en fait, c'est une diminution du pouvoir d'achat qui est encore intervenue.

C'est sur le rapport des prix et des salaires que doit se battre le Parti.

Le pouvoir d'achat a baissé pour certains, mais le pouvoir d'achat global n'a pas baissé. Mais alors, comment peut-on régler ce problème prix-salaires, harmoniser ce pouvoir d'achat des travailleurs ? Par le libéralisme économique ? Par le retour à la liberté, par le semi-dirigisme ou par le dirigisme ?

Eh bien, c'est là le drame. Et justement Guy Mollet a raison quand il dit que c'est là-dessus que le Patri doit se battre. Depuis la libération aucun gouvernement n'a su choisir une politique. On n'a ni économie dirigée, ni libéralisme; on a toujours fait de la politique à la petite semaine, de demi-mesures qui nous ont conduits à cette situation qui est vraiment l'anarchie.

Il est trop facile, camarades, comme Gazier et Philip, de faire peser sur la Paysannerie la responsabilité de la hausse du coût de la vie. Et là, je veux répondre à cette politique anti-paysanne qui se développe de plus en plus dans ce parti socialiste. Je veux rappeler que le blé n'est qu'au coefficient 12 par rapport à 1938, et comme l'a dit

Tanguy-Prigent, tous les travailleurs, tous les consommateurs de ce pays préféreraient que le coefficient d'augmentation des salaires et produits alimentaires et industriels, ne soit qu'au coefficient 12.

C'est un problème de gouvernement. Je veux citer quelques chiffres. Je citerai l'exemple de l'huile d'arachide, que vous achetez au coefficient 14. Le tourteau d'arachide qui est un résidu, est vendu 75 à 80 fois le prix de 1939.

Le problème de la viande ? Le parti socialiste était au gouvernement lorsque, pendant toute cette période d'essai, la viande a monté jusqu'à 180 francs. Ce sont les emboucheurs qui ont réalisé des bénéfices scandaleux. Et maintenant, nous avons la période de l'engraissement, on va aller jusqu'aux réquisitions, on va faire baisser la viande.

Camarades, je ne proteste pas contre le principe de la taxation du prix de la viande à la production. Mais je dis que c'est un scandale d'avoir laissé monter la viande vendue par des emboucheurs à 180 francs, et maintenant de rendre victimes les paysans travailleurs, obligés d'acheter de la nourriture à un coefficient trop élevé par rapport à 1939.

Il y eut deux catégories de paysans :

— Les exploitants agricoles.

— Les paysans travailleurs, qui doivent être traités comme tous les travailleurs des villes.

Il y a aussi les exploiteurs des exploitants agricoles. Et comme on disait qu'il y a une ligne de classe au sein du gouvernement, il y a une ligne de classe au sein de l'agriculture française.

Que désirent nos camarades paysans travailleurs ? Ils réclament l'harmonie des prix des produits agricoles et des produits industriels et des salaires des camarades consommateurs des villes. Cela, nous ne l'obtiendrons pas par le retour du libéralisme économique ou du semi-libéralisme, mais par l'économie dirigée.

Alors il faudrait que le Parti socialiste dise à tous les partis gouvernementaux : voilà la solution, ou vous êtes d'accord, et nous participons, ou vous n'êtes pas d'accord, et nous ne participons pas.

L'histoire de Madagascar : je dirai comme Rivet, qu'elle a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Guy Mollet a précisé hier que les limites du gouvernement devaient rester les mêmes ; il l'a précisé lors de la présentation de Schuman devant l'Assemblé Nationale. Il a blâmé les camarades qui prêchent le retour au Front populaire. J'ai très bien compris que ce blâme s'adressait aux camarades qui pensaient comme moi, et particulièrement à moi.

Il y a eu beaucoup de socialistes en Tchécoslovaquie qui ont accepté de participer avec les communistes. Beaucoup de ces camarades seraient soit des traîtres, soit des lâches ; des traîtres parce qu'ils auraient trahi l'idéal pour lequel ils combattaient ; des lâches parce qu'ils n'auraient pas eu le courage de dire non à la dictature communiste (Bruits).

Je ne peux pas imaginer un seul instant que des camarades qui auraient combattu pour un idéal, en soient amenés le jour où il y a un régime politique qui s'installe, contraire à l'idéal pour lequel ils ont combattu, à être traités de traîtres et de lâches.

Cela m'amènerait à dire que peut-être en France, si les armées russes arrivaient, si arrivait le régime communiste en France, il y aurait aussi de traîtres et des lâches parmi nous. Non, camarades, je ne vous ferai pas cette insulte. Vous feriez votre examen de conscience, et ce n'est pas en fonction de sauver votre peau que vous participeriez à ce gouvernement, mais uniquement en fonction de votre conscience de socialistes, dans l'intérêt de la classe ouvrière, de la paix, de la civilisation.

J'ai été content d'entendre aujourd'hui un camarade Tanguy-Prigent, qui a repris avant moi ce que je voulais dire, qui a repris l'idée de ce Front populaire.

Je n'ai pas eu l'habitude de copier mon attitude en fonction des positions du parti communiste. Je n'ai jamais raisonné ni agi en fonction de l'attitude du parti communiste, mais certains se plaisent à prendre certaines positions tout à fait différentes de celles du parti communiste. C'est là le drame du parti socialiste. Souvent le parti communiste a raison, car il n'a pas toujours tort. Aucun parti politique n'a le monopole de la vérité ; mais lorsqu'il la résout, le parti communiste, je ne crois pas automatiquement, parce que c'est le parti communiste, qu'elle n'est pas une solution de bon sens.

Voilà, résumées, les erreurs tactiques qu'a commises le Parti depuis déjà de trop longs mois. Mais me direz-vous, que faire ? que proposes-tu ? Le retrait de nos ministres? Le refuge de l'opposition ?

Alors, camarades, comme le disait Tanguy-Prigent, je reconnais que les conditions ne sont plus les mêmes, pour que le Parti socialiste soit dans l'opposition. Actuellement il n'y a plus de majorité à l'Assemblée Nationale sans le Parti Socialiste. C'était possible en septembre avec Schuman; maintenant ce n'est plus possible, je le reconnais honnêtement.

La dissolution, diront certains. Non, camarades, ce serait la dernière erreur que le Parti puisse commettre, cela a été suffisamment rappelé. Et d'ici quelques mois, la situation sera tellement grave que peut-être la catastrophe sera là.

Alors, quelle est la solution qui reste ? C'est celle développée par Tanguy-Prigent, ce camarade qui a eu le courage de développer cette idée.

Voyez-vous, camarades, on a été vacciné d'anti-communisme, dans ce parti ; on arrive à avoir peur de prêcher l'entente et l'unité d'action avec le parti communiste, comme si on commettait un mauvais geste, une mauvaise action, alors qu'on sait que demain il faudra y revenir. On a peur de le dire et de s'avancer le premier.

J'affirme qu'actuellement, il n'y a pas d'autre solution sensée pour sortir le pays, il n'y a pas d'autre solution qu'un Gouvernement Populaire tripartite ou quadripartite avec le Parti communiste, ayant le soutien unanime de la classe ouvrière, l'appui unanime des forces du travail; c'est le seul moyen de ramener la paix sociale, c'est le seul moyen pour revenir à une production normale.

Depuis des mois, il y avait dans ma conscience un véritable divorce. Avec toute la sincérité dont je suis capable je voudrais vous dire combien je suis peiné de ne pas être en complet accord avec vous. Ce n'est pas par originalité, par sectarisme ou ambition quelconque que j'ai une telle attitude ; c'est uniquement parce que ma conscience de socialiste ne peut pas suivre plus longtemps cette tactique politique du Parti.

Exposé de GUY MOLLET

Un certain nombre de camarades voulant partir tôt ce soir, j'ai désiré intervenir dès cet après-midi et essayer de compléter, par des propositions concrètes, ce que j'ai dit hier matin.

Je voudrais tout d'abord me féliciter de la tenue de cette session d'information. Si certains avaient pu douter un instant de la nécessité de cette réunion, je suis convaincu que maintenant tous nous sommes unanimes à reconnaître qu'il faudrait pouvoir renouveler très souvent des réunions de ce genre. Je voudrais aussi me féliciter de son caractère. A de très rares exceptions faites, les interventions ont revêtu une gravité dont nous devons tous être heureux. (Applaudissements.)

Et je voudrais maintenant en venir à l'étude du problème qui nous est posé.

LA VERITE NE DOIT PAS CONNAITRE DE TENDANCE.

Tout d'abord, je souhaite éliminer de la partie la plus importante de mon intervention, tout ce qui pourrait avoir un caractère personnel. C'est pourquoi je veux ne consacrer que quelques mots, dès maintenant, à l'intervention de Leenhardt, ou plus exactement à la partie de son intervention dans laquelle Leenhardt a personnalisé le débat. Je crains, sans toutefois vouloir lui donner trop d'importance, qu'il soit plus préoccupé de renverser le gouvernement du Parti que le gouvernement du pays. Ses préoccupations sont davantage tournées vers le Congrès de 1949 que vers le problème qui nous retient actuellement.

Il s'agit d'une réunion d'information. Il est donc nécessaire que nos camarades sachent si les informations qui leur sont fournies sont exactes ou non. Leenhardt m'a demandé, lorsqu'en l'interrompant je voulais démentir l'une de ses affirmations, si je l'accusais de mensonge. Non, je crois qu'il ne ment pas, mais que, comme certains « historiens », il ne retient des faits que ceux qui confirment son point de vue. Par exemple, l'accusation, pour la délégation qui a traité lors de la formation des différents ministères, délégation composée de 3 représentants du Comité Directeur (le Secrétaire général du Parti, Gazier et Jaquet) et de trois membres choisis par le groupe parlementaire, l'accusation pour cette délégation d'avoir parfois pris des décisions à l'insu du Groupe parlementaire et du Comité Directeur, est fausse. De même, celle de n'avoir tenu informés le Groupe parlementaire et le Comité Directeur qu'une fois les décisions prises. Cette accusation n'est pas nouvelle d'ailleurs. Elle avait déjà été apportée par Leenhardt et le Groupe, à l'unanimité, toutes opinions confondues, moins la voix de Leenhardt, a déclaré que c'était inexact et il a même bien voulu voter des félicitations à votre serviteur pour la façon dont il avait rempli le mandat confié. Quant au Comité Directeur, c'est à l'unanimité, y compris le camarade qui, actuellement, préside cette séance et que j'ai plaisir à voir confirmer mes dires, c'est à l'unanimité qu'il a confirmé que cette accusation était sans aucun fondement.

Leenhardt a ensuite ajouté : « Guy Mollet a dit que s'il n'avait eu que le souci d'être l'interprète de la majorité du Parti, il aurait pu, à un certain moment, douter de la décision qu'il prenait ou conseillait de prendre. » La phrase est exacte, il n'y manque que deux mots : « Si je n'avais eu que le souci d'être l'interprète de la majorité du Parti **non informé.** » Rapporter une phrase tronquée, est-ce vraiment de l'information ?

ON N'A JAMAIS RAISON CONTRE SON PARTI.

Il est une autre phrase de Leenhardt que je veux relever ; celle dans laquelle il affirme que l'indiscipline, comme l'insurrection, devient, en certains cas, à l'égard du Parti Socialiste, le plus sacré des devoirs. Non, Leenhardt, l'indiscipline est toujours une faute. Je suis de ceux qui, depuis 1921, sans aucune interruption, sont resté au Parti Socialiste. J'ai été pendant 20 ans minoritaire. Je peux l'être demain et je l'accepterai avec discipline. Si pourtant, un jour j'estimais que le Parti ne répondait plus à mes aspirations et que je le quitte, ce ne serait certes pas pour revenir ensuite donner des leçons de permanence dans la doctrine è ceux qui n'auraient jamais changé.

IL N'Y A PAS DE TENDANCES CLICHEES AU SEIN DU COMITE DIRECTEUR.

Quant à l'accusation portée contre certains camarades du Comité Directeur de ne plus être des hommes libres et de ne plus avoir le courage de prendre de positions personnelles différentes des miennes, je veux simplement rappeler qu'il n'y a pas, dans le Comité Directeur, de position permanente. Lorsqu'on a élu l'actuel Bureau, certains ont voté pour le Secrétaire général, d'autres contre. Mais quinze jours après, dès le premier débat politique, les votes se confondaient, la moitié de ceux qui avaient voté contre moi se trouvaient d'accord avec mes impressions et inversement. Il n'est pas de minorité constituée que représenteraient les uns ou les autres ; pas davantage de majorité fidèle. Il n'est que des hommes qui réfléchissent et prennent librement leurs responsabilités. (Applaudissements.)

JE CROIS AU SOCIALISME DEMOCRATIQUE.

Mais le débat qui, aujourd'hui, nous différencie, doit perdre ce caractère personnel. Le problème qui nous est posé est beaucoup trop grave ; et beaucoup plus que de savoir qui sera élu au prochain Comité Directeur, la question est de savoir s'il y aura encore un Comité Directeur, un Parti socialiste, une République organisée. Je voudrais donc voir ce que sont les perspectives réelles. Mais je voudrais ne parler que pour ceux qui croient encore au socialisme démocratique. Je ne pense pas à ceux qui estiment qu'il n'y a plus de place, dans le monde, en Europe ou en France, pour nous. Je ne parle pas pour ceux qui croient que Vierlinger a eu raison. L'un d'eux, présent dans cette salle, me confiait, il y a quelques instants, qu'il ne pouvait pas blâmer Vierlinger ou Lausman et que dans l'hypothèse d'événements semblables, il accepterait le même rôle. Je ne parle pas pour lui, je ne le convaincrai pas. Je ne me permets même pas de le juger. Je dis seulement qu'il commet

une erreur monstrueuse que d'ailleurs il paierait le lendemain en même temps que nous. Dans un sens différent, je veux espérer qu'il n'est pas, dans le Parti, à l'égard de de Gaulle, des hommes prêts à jouer les rôles d'un Paul Faure ou d'un Déat. C'est donc, par-dessus vos têtes, à tous les camarades du Parti qui croient encore à la possibilité de sauver à la fois le socialisme et la liberté, que je vais m'adresser.

Aux questions que se posent les militants quant à la lutte nécessaire sur les trois fronts, des réponses positives ont déjà été apportées par les interventions d'André Philip, de Gazier, de Jules Moch, de Pineau, de Daniel Mayer et de Lacoste.

QUE DIRAIENT ET PENSERAIENT AUJOURD'HUI GUESDE ET JAURES ?

Je voudrais donc retenir surtout les arguments de ceux qui condamnent la politique suivie par le Comité Directeur, les ministres et le Groupe parlementaire, Car s'il y a eu un certain nombre de plaidoyers, il y a eu aussi quelques réquisitoires. Or, dans ceux-ci, tous nos camarades sans exception, Rivet, Cassagne, Deniau, Leenhardt, Clair, Suzanne Charpy, Cottereau, Tanguy-Prigent tous sans exception ont employé les mêmes arguments. Quels sont-ils ? Le premier consiste à affirmer qu'il existe un mécontentement profond dans le Parti et un désarroi grave dans les esprits de nos militants. C'est Paul Rivet qui parle du sentiment de révolte animant certains des nôtres, et qui s'écrie : « Quelle comparaison peut-on encore faire entre le socialisme de Jaurès ou de Guesde et ce que nous faisons aujourd'hui ? » Du mécontentement, comment n'y en aurait-il pas quand on voit s'amenuiser les espoirs immenses nés dans les lendemains de la Libération? Mais c'est une injustice et une erreur que de vouloir comparer la pensée et l'action de Jaurès et de Guesde, il y a 40 ans, à ce que peuvent être les nôtres aujourd'hui. Ce qu'il faut se demander et chercher, c'est ce que feraient Jaurès et Guesde aujourd'hui, dans les circonstances économiques et historiques de l'heure. Nul n'a le droit de se refuser à tenir compte de ce qui s'est passé depuis 40 ans.

Il y a eu la scission ouvrière, l'apparition du bolchevisme, il y a eu la naissance de cette effrayante dépravation de la civilisation moderne que représente le fascisme.

Alors, camarades, ne vous demandez pas ce que disaient Jaurès et Guesde. Essayez d'imaginer ce qu'ils diraient aujourd'hui, aujourd'hui où la France connaît à la fois les coups des agents du Kominform et la menace du néo-fascisme gaullisant, aujourd'hui où la pensée de la guerre civile, de la guerre internationale jette le désarroi dans les esprits. (Applaudissements).

Oui, Paul Rivet, il faut qu'il y ait désarroi dans les esprits pour qu'un homme comme toi ait commis ce geste que nous ne comprenons pas. Nous sommes nombreux à être venus au Parti, beaucoup grâce à l'enseignement des anciens comme toi. Tu n'avais pas le droit de tromper la confiance que nous avons, nous, dans le Parti.

NOUS N'AVONS JAMAIS ABANDONNE LES PRINCIPES DU SOCIALISME. ....

Le second argument est de dénoncer je ne sais quelle panique des responsables du Parti et l'abandon par eux, de nos principes et de notre programme. C'est Leenhardt qui les dénonce ; c'est Cassagne qui s'écrie : « Le Parti ne peut plus aller au pouvoir que pour y appliquer tout son programme ».

Je suis de ceux qui n'aiment pas les discussions rétrospectives. Pour avoir été souvent mêlé à l'action, j'ai probablement été appelé à me tromper parfois. Mais je garde le sentiment intime qu'il a été une heure, dans la vie de notre Parti, depuis la Libération, où ce que disent Leenhardt et Cassagne aujourd'hui était vrai. Oui ,il était vrai, en 1945, quand j'adjurais le Parti de cesser sa participation au gouvernement de de Gaulle, que nous aurions dû dire devant le pays que le Parti n'irait au pouvoir que pour appliquer tout son programme.

L'EPOQUE DES OCCASIONS PERDUES.

Si nous l'avions fait, je n'aurais plus peur, aujourd'hui, de quelque dissolution que ce soit. Nous serions devant le pays la grande force d'espoir. Mais nous n'en sommes pas là. Je ne cherche pas, en rappelant cela, à porter condamnation des décisions alors prises. Je veux simplement constater que la situation est aujourd'hui différente. Je veux surtout vous rappeler que déjà alors nous vous disions, camarades, qu'une heure viendrait où un semblable retour à l'indépendance tactique nous serait rendu presque impossible, parce qu'il ne s'agirait plus de crise gouvernementale, mais de crise de régime. Ne nous reprochez pas de vous l'avoir annoncé. L'heure est venue, hélas, où c'est le problème du régime qui nous est posé. (Applaudissements.)

LA POLITIQUE STALINIENNE REND IMPOSSIBLE LE RETOUR DES COMMUNISTES AU GOUVERNEMENT.

Je voudrais, maintenant, en venir à ce qui est le plus important dans l'argumentation de nos camarades. Dès qu'ils ont essayé — et presque tous l'ont fait — de répondre à l'appel que j'ai lancé hier matin, c'est-à-dire dès qu'ils ont voulu venir dire a cette tribune les conséquences de la politique qu'ils préconisent, tous, sauf un, ont abouti aux mêmes conclusions. Seul Tanguy-Prigent a préconisé ce qu'il appelle le front républicain, c'est-à-dire en fait le retour à la coalition avec les communistes. J'ai, déjà hier matin, été amené à dire combien nous sommes nombreux à émettre le regret sincère que ceci fût devenu impossible, mais à constater en même temps un fait indiscutable : ce n'est pas notre faute, mais c'est ainsi.

Tous les autres camarades, quand on leur a demandé où nous conduisait leur politique, ont répondu : « Nous savons où nous pouvons être emmenés. Mais tant pis s'il faut aller jusqu'à la dissolution, tant pis si cela veut dire le succès du R.P.F., c'est-à-dire du fascisme, ou de Thorez, c'est-à-dire du bolchevisme. Au moins — et c'est là leur argument essentiel — nous aurons sauvé l'honneur. »

FAUT-IL SAUVER LE REGIME REPUBLICAIN ?

Je vous ai déjà dit, hier matin, ce que je pensais de la dissolution et de ses conséquences. J'ai déjà répondu à l'argument de Rivet, sur la prétendue peur des électeurs. Je n'y reviens pas. Je reprends seulement l'ensemble de l'argument. C'est Deniaux qui dit : « D'accord, c'est la dissolution, c'est peut-être de Gaulle ». C'est Leenhardt, c'est Rivet, c'est Cottereau qui concluent : « Il est possible qu'une vague de fascisme submerge notre pays. » C'est Cassagne qui termine : « C'est fini, plus de possibilité avec le régime capitaliste ». Mais c'est surtout Roger Clair, celui qui, sans doute, a le mieux posé le problème en affirmant cette conviction : « Je ne crois pas que le Parti doive lier son existence à celle

du régime républicain » et qui pose la question : « La démocratie est-elle la forme politique nécessaire? » Voici donc le problème bien posé. Par peur de nous voir nous associer à une politique qui, d'après eux, nous conduit de toute façon à la liquidation du régime tout en nous discréditant, en perdant l'honneur, sans ménager l'avenir, sans préserver les chances de ceux qui nous suivront demain, il vaut mieux, nous disent-ils, courir tous les risques maintenant, tout faire sauter, mais au moins sauver la face, sauver l'honneur et si l'on disparaît, disparaître en beauté.

Je ne crois pas avoir déformé la pensée de nos camarades. Je ne dirai même pas que c'est la politique de Gribouille et qu'on nous propose de nous suicider maintenant pour ne pas mourir plus tard Je dirai qu'il faut voir si l'argument est vrai, car nous sommes tout de même, dans le Parti, quelque soit le langage que nous pouvons tenir aujourd'hui, un certain nombre qui mettons l'honneur et les principes à un prix suffisant pour leur sacrifier nos vies et au besoin l'existence du Parti, pourvu que subsistent les chances du socialisme. Voyons donc si l'argument est vrai et faisons d'abord un sort rapide à ce que nos camarades prévoient comme action dans le cas d'une crise de régime. Paul Rivet nous dit que « même si nous ne sommes que trente dans l'Assemblée, nous pourrons faire du travail ». Clair nous parle « d'opposition gouvernementale ». Deniau nous déclare qu' « il y aura des chances pour nous quand de Gaulle aura été renversé par l'opinion publique ».

LA DICTATURE NE PEUT TOLERER D'OPPOSITION.

Assemblée parlementaire? Opposition gouvernementale? Opinion publique? Est-ce sérieux, camarades? Avez-vous déjà vu, au XXe siècle, un homme appelé à prendre le pouvoir personnellement accepter une opposition réelle et libre et croyez-vous qu'un mouvement d'opinion puisse faire sauter Salazar, Peron ou Franco? Non, ce n'est pas sérieux. Nos camarades d'ailleurs s'en rendent compte et ils poussent eux-mêmes leur raisonnement. Plusieurs d'entre eux ont parlé alors de clandestinité ou d'exil.

La clandestinité? Allons, il n'est pas question d'établir entre nous de différence. Je suis sûr que l'on trouverait des hommes courageux aussi bien dans ceux qui défendent une thèse que dans ceux qui préconisent l'autre. Mais attention ! Il y aurait probablement moins d'hommes à pratiquer la clandestinité qu'il n'y en aurait eu à la préconiser. (Applaudissements.)

Quand il a fallu compter, en 1940 ou 1941, ceux qui en étaient, vous avez eu des déceptions n'est-ce pas?

Mais supposons même — soyons optimistes pour une fois — que ce fût possible. Demandez-vous quel peut être le rôle d'un Parti Socialiste clandestin, son efficacité réelle. Prenez des exemples dans tous les pays et demandez à ceux qui ont vécu aux côtés de nos camarades d'Espagne et d'ailleurs, aujourd'hui de Pologne, de Roumanie, de Bulgarie ou de Hongrie. Ils se battent avec espoir, mais presque pour l'honneur, avec la quasi-certitude de ne rien obtenir dans l'immédiat.

Alors l'exil? Ceux d'entre vous qui, aujourd'hui, vous montrez tellement sévères, qui nous reprochez comme une trahison certaines coalitions avec des Radicaux, le M.R.P., voire le P.R.L., est-ce que vous ne savez pas qu'en exil vous serez condamnés à des collusions bien plus graves et que pour reconquérir une liberté que vous auriez laissé perdre, vous devriez peut-être chercher des alliances douloureuses? Hier, nos amis espagnols ne se sont-ils pas vus, eux, condamnés à pactiser même avec des monarchistes? (Applaudissements).

AYONS CONSCIENCE DE NOS RESPONSABILITES.

Voyez-vous, camarades, vous êtes des militants responsables. Or, il y a des idées qu'on ne lance pas, des mots qu'on ne prononce pas dans un Congrès, quand on est un homme responsable, sans se demander ce qu'il adviendrait s'il se trouvait une majorité pour vous approuver. Certes, il est facile d'entraîner un auditoire, il doit être facile d'aller dans une Section ou une Fédération et de se faire applaudir sur ces mots de clandestinité et d'exil. Mais aujourd'hui, à la veille d'un vote, chacun des camarades du Parti doit se dire : « Je suis, à l'heure actuelle, le souverain dans le Parti. Je ne dois donc prendre une décision que dans la mesure où j'accepte à l'avance les conséquences de mon vote. » (Applaudissements.)

Mais revenons-en à notre argument et à ce qu'il comporte au moins en apparence, de plus sérieux. Il faut sauver l'honneur, il faut ménager l'avenir. Etes-vous bien sûrs, au fond de vous, du jugement, non pas seulement de l'histoire trop souvent mal faite, mais des générations socialistes qui nous suivront ? Etes-vous sûrs que ceux qui devraient se battre après nous, sans nous (car pour beaucoup, nous n'y serions sans doute plus) dans un régime sans liberté, sans démocratie ? Etes-vous sûrs, dis-je, qu'ils ne seraient pas susceptibles de vous condamner d'avoir ouvert la crise du régime et d'avoir ainsi fait disparaître la démocratie? Des hommes, en Allemagne, ont dû tenir le même langage en 1931 et 1932. Ils ont prétendu sauver l'honneur. Ils ont perdu tout à la fois la liberté, la paix et le jugement que l'histoire porte sur eux, que vous portez vous-mêmes sur eux, est, vous le savez, très sévère. (Applaudissements.)

OU SONT VRAIMENT L'HONNEUR ET LE COURAGE ?

Mais je veux encore supposer que j'aie tort. Demandons-nous alors où sont vraiment l'honneur et le courage. Convient-il d'être des spectateurs ? Convient-il d'accepter comme fatale la crise et ne serions, au contraire, non pas plus fidèles à la pensée des grands anciens qu'on évoquait tout à l'heure en affirmant contre vents et marées que rien n'est jamais fatal, ni la guerre, ni le triomphe de la violence, aussi longtemps que des hommes ont le courage et la volonté de se battre. (Applaudissements.)

N'y a-t-il pas plus de courage à braver l'impopularité passagère qu'à accepter cette idée anti-progressiste et anti-socialiste que la raison a perdu toute chance de triompher dans le monde ?

Mais certains nous diront : « alors, vous nous proposez la mort lente et dégradante ? » Je réponds : « Non, nous vous proposons la vie, la vie difficile assurée chaque jour par un combat permanent (Applaudissements.)

LES CONDITIONS DE LA BATAILLE SUR TROIS FRONTS.

Mais enfin, direz-vous, cela veut bien dire la participation continuée et sans doute au fond de vos esprits, sous-entendez-vous continuer sans conditions? Non. Cela veut dire le combat quotidien pour faire comprendre à nos partenaires de la coalition que nous avons raison, cela veut dire, comme Jules Moch l'exposait avant moi, la bataille et la victoire

nécessaire sur le 3e front, celui des prix, victoire qui conditionne celle sur les deux autres.

Nos camarades ministres sont venus vous dire ce qu'est notre lutte de chaque jour, ce que sont parfois nos victoires, victoires dont trop souvent le Parti ne sait pas s'enorgueillir. Ils vous ont dit comment nos partenaires, peu à peu, se voient imposer par les faits, l'acceptation de nos propres points de vue et comment ils sont amenés à se rendre compte, à leur tour, que sans autorité réelle, sans énergie dans l'action ,sans lutte contre la hausse des prix, on ne battrait, ni bolchevisme, ni néo-gaullisme. Peu à peu nos partenaires prennent conscience que leur sort est lié au nôtre que la liberté que nous défendons, ce n'est pas seulement notre liberté, mais aussi la leur, que dis-je, c'est même celle garantie à nos adversaires et qu'en conséquence ils se doivent, avec nous, de la défendre. Peu à peu ils comprennent. Les mesures rigoureuses nous sont promises, une action énergique s'amorce. Cette fois l'autorité ne se manifeste plus à sens unique et c'est sans doute là le début, l'annonce des victoires possibles. C'est dans ce sens que le Conseil National informé devrait mandater le Comité Directeur, les Ministres et le Groupe parlementaire. Il faut que vous nous confirmiez dans la volonté de sauver le régime et que vous affirmiez avec plus d'éclat encore que jamais que le régime ne peut être sauvé qu'avec l'affection et la confiance des travailleurs et des humbles, c'est-à-dire qu'il faut mettre au premier plan de toutes les revendications celle qui consiste à transférer sur la classe ouvrière la partie du pouvoir d'achat usurpée par les profiteurs. (Applaudissements.)

LA REPUBLIQUE ET LA DEMOCRATIE SONT NECESSAIRES AU SOCIALISME.

C'est ainsi et seulement ainsi que l'on sauvera la République et la démocratie. Or, en l'état actuel de la situation dans le monde, il n'est plus, en France d'autre régime politique possible pour l'épanouissement de la pensée et de l'action socialiste, que la République et la démocratie. Cela il faut le dire, l'affirmer, le crier. Mais il faut le faire dans un esprit d'unité, de fraternité et même d'amitié du Parti resserré autour de ceux qu'il a envoyés à la pointe du combat.

L'heure est venue pour chacun d'être courageux. Mais ce courage n'est possible pour nous que si nous pouvons dépenser toutes nos forces contre nos adversaires et si nous ne sommes pas sans cesse obligés d'avoir à compter avec la méfiance latente ou exprimée de certains.

IL FAUT UNE DECISION CLAIRE ET COURAGEUSE.

Il faut que le Parti se prononce nettement et je souhaite que sa décision se résume en ceci : clarté, confiance mutuelle et surtout amitié. Et par-dessus vos têtes, je voudrais un instant m'adresser à nos camarades de tout le Parti :

Vous n'êtes pas satisfaits, camarades ? Nous non plus. Vous voulez que ça change ? Nous aussi. Si vous ne voulez pas que ça change en pire vers le bolchevisme ou le fascisme, nous non plus.

Alors, il faut se battre. C'est difficile, dites-vous? Bien sûr. Mais c'est la difficulté qui donne du prix à la bataille et de la valeur à la victoire. (Les délégués, debout. applaudissent très longuement).

Communiqué de la Fédération Nationale des Elus Socialistes

Ainsi que de coutume, une Conférence des Maires socialistes aura lieu à Paris, à la veille du Congrès de l'Association nationale des Maires de France (dont le secrétaire général est notre ami Le Gallo).

Son but est de permettre à nos camarades d'examiner l'ordre du jour prévu, de se concerter sur les positions à prendre au cours du Congrès, de désigner les orateurs socialistes ainsi que nos candidats au Comité d'administration.

Cette Conférence aura lieu le lundi 15 novembre (le Congrès se tenant le lendemain 16). Le lieu et l'heure de la réunion seront communiqués ultérieurement par l'intermédiaire des secrétaires départementaux ainsi que par le Populaire.

Nous prions nos camarades de retenir cette date et de prendre d'ores et déjà toutes dispositions utiles afin d'assister aussi nombreux que possible à notre Conférence et au Congrès.

Près d'une année s'est écoulée depuis les élections municipales, et les secrétaires d'environ trente départements n'ont pas encore adressé au Secrétariat de la Fédération nationale des Elus la liste de leurs élus municipaux.

Dans nos appels réitérés, nous avons indiqué combien ces lacunes dans nos dossiers sont fâcheuses pour le bon travail de notre bureau.

Une nouvelle fois, nous faisons appel à la compréhension et à la bonne volonté de nos camarades pour qu'ils fassent le nécessaire d'urgence dans l'intérêt général.

Le N° 14 de l' « ELU SOCIALISTE » (octobre 1948) contient, entre autres articles intéressant les maires et conseillers généraux socialistes, une importante étude de Denis CORDONNIER, Président de la Commission de l'Intérieur à l'Assemblée nationale sur la possibilité qu'ont actuellement les municipalités de faire construire des habitations, dans le cadre de la loi du 3 septembre 1947.

Nous ne saurions trop en conseiller la lecture aux maires désireux d'amorcer la reconstruction dans leur communes. (Envoi contre 7 francs en timbres-poste, à l' « ELU SOCIALISTE, 50, rue de Rivoli, Paris-4e).

Rapport du Trésorier National

adopté à l'unanimité par le Comité Directeur le 20 Octobre 1948

Il a semblé utile au Comité Directeur d'établir un bref rapport sur la situation financière du Parti en vue du Conseil National du 14 novembre prochain.

Nos camarades des Fédérations ne semblent d'ailleurs pas se pencher avec assez d'attention sur un problème particulièrement important qui conditionne toute la vie du Parti.

Il apparaît donc, au Comité Directeur, utile de lancer un véritable cri d'alarme et de demander à tous ceux qui attachent aux problèmes d'organisation un intérêt soutenu d'examiner cette situation.

Il est bon de rappeler que le budget du Parti pour 1948 s'équilibrait en recettes et en dépenses à 41.800.000 francs.

Le rapport adopté par le Congrès signalait, par ailleurs, que de sérieuses compressions avaient été réalisées pour assurer cet équilibre.

Une commission spéciale avait travaillé à l'élaboration du budget avec un souci d'économie indéniable.

Les résultats :

a) de 106, notre personnel a été ramené à 43. De nouvelles mesures de licenciement sont encore envisagées pour la fin de l'année ;

b) le nombre des voitures automobiles a été ramené de 6 à 2. La vente de ces véhicules a contribué à alimenter une trésorerie de plus en plus gênée.

Les conséquences apparaissent également au Parti. Il n'y a plus de délégués à la propagande. Le travail des G.S.E. est ralenti. La correspondance s'achemine plus difficilement. Les interventions demandées par un nombre toujours plus élevé de camarades, sont moins fréquentes. Nos moyens de propagande sont considérablement réduits, pour ne pas dire supprimés.

Des économies. Toujours des économies.

Or, tout l'échafaudage établi pour : 1) liquider les dettes des publications et journaux (*Gavroche, La Moisson, La vie heureuse, Les Editions de la liberté*) ; 2) assurer le réglement des factures impayées en 1947 (3 millions) ; 3) les charges sociales des employés qui augmentent sans cesse, s'écroule parce que les engagements pris par le Parti, lors des Congrès, ne sont pas tenus.

En décembre 1947. après avoir rejeté « la cotisation sociale », le Conseil National qui avait pouvoir de Congrès, a décidé l'émission de deux timbres obligatoires à 30 francs par an et par adhérent.

C'était la possibilité pour nos sections de réaliser un « impôt progressif » que tout le monde réclame lorsqu'il s'agit des impôts d'Etat.

A l'heure actuelle, sur des prévisions de 13 millions, les Fédérations ont versé 700.000 francs.

Aucun budget ne peut résister à une semblable carence. D'autant que la prise des timbres par carte ne dépassera vraisemblablement pas 7, ce qui entraînera inévitablement un nouveau déficit.

Au 31 décembre, les factures à payer atteindront 9 millions et, inévitablement, pèseront sur le budget de 1949, indépendamment des protestations, très légitimes, des créanciers que le Bureau du Parti reçoit fréquemment.

Comment le budget de 1949 s'annonce-t-il ?

En tenant compte de l'augmentation des salaires, des charges sociales, du prix des fournitures et d'entretien. et malgré des réductions sévères sur les différents postes du budget et en y incorporant, évidemment, les dettes de 1948, les dépenses s'élèveront à 39 millions.

Les recettes, basées sur un effectif d'adhérents fixé à 200.000, n'atteindront, si l'on maintient les prix actuels des fournitures et si les Fédérations s'obstinent à ne pas régler les timbres d'imposition, que 23 millions.

Le déficit à combler serait donc de l'ordre de 16 millions.

Si l'on admet que dans toute entreprise, il y a des dépenses incompressibles, il y a donc lieu de trouver des ressources nouvelles.

Une souscription publique, si *Le Populaire* ne lance plus de S.O.S., est possible, mais ne pourrait rapporter que quelques millions.

De plus, des élections au Conseil général auront lieu en mars 1949.

Il faut donc que le Conseil national du 14 novembre reçoive du Parti, les pouvoirs de Congrès pour augmenter le prix des fournitures. C'est le devoir des Fédérations de mandater leur délégué en ce sens.

En résumé, pour équilibrer le budget de 1949, il apparaît au Comité Directeur, indispensable de fixer le prix des fournitures de la manière suivante :

Cartes permanentes	Frs 50
Feuilles cotisations	Frs 20
Timbres mensuels	Frs 16

De cette manière, nous pourrions rendre facultative, l'utilisation des timbres à l'effigie de Guesde et Jaurès.

C'est une question vitale pour le Parti. Pensez-y, et surtout, agissez !

Le trésorier du Parti socialiste,
Victor PROVO.

LE POPULAIRE *Dimanche*

PARAITRA **LE 31 OCTOBRE** SUR 12 PAGES

MILITANTS

★ Avez-vous envoyé votre abonnement ?
★ Avez-vous collecté des abonnements auprès de vos amis, de vos camarades de travail, des sympathisants ?

SECRETAIRES DE SECTIONS DE G.S.E.

★ Avez-vous réuni votre section, votre groupe, pour collecter les abonnements ?
★ Avez-vous pris toutes dispositions pour la vente à la criée ?
★ Avez-vous fait parvenir à René Naegelen les listes à jour de tous vos adhérents ?

SECRETAIRES DES GROUPES DE JEUNES

★ Avez-vous pris les mêmes dispositions indiquées ci-dessus ?

SECRETAIRES DE FEDERATIONS

★ Avez-vous insisté auprès de vos secrétaires de sections pour que toutes nos recommandations soient appliquées ?

FAITES-LE SANS AUCUN RETARD !

FAITES DU **POPULAIRE-***Dimanche*

UNE ARME DE COMBAT !
UN PUISSANT MOYEN DE PROPAGANDE !
UN LIEN ENTRE TOUS LES MEMBRES DU PARTI !
UN OUTIL POUR LE SUCCES DU SOCIALISME !

Le secrétariat général
du Parti socialiste S. F. I. O.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Imp. F. BEROUD,
25, rue Michel-le-Comte, Paris-3e

Le Gérant : Guy MOLLET